



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Juillet et août 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 7 septembre 2023

Numéro d'enregistrement : POR- 053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

Ce rapport est aussi disponible en anglais.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Juillet et août 2023

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le cinquième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 6 juillet 2023 et le 23 août 2023.

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views.

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22):

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

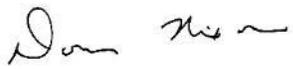
© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 7 septembre 2023

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel



Résumé	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	8
Médias d'information (région du Grand Toronto, Nord-du-Québec, anglophones de centres de moyenne taille et de grands centres du Québec, centre de moyenne taille de l'Ontario)	11
Prévention du suicide (région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de grands centres du Canada atlantique, nord de l'Alberta.....	13
Logement (acheteurs d'une première propriété dans le Secteur de l'intérieur de la C.-B., locataires de la ville de Vancouver, centre de moyenne taille de l'Ontario)	14
Changement climatique (nord de l'Alberta, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, régions rurales du Québec)	17
Tarification du carbone (régions rurales de la Nouvelle-Écosse).....	19
Emplois et économie (mères au travail de la région de la Montérégie au Québec).....	20
Sécurité communautaire (diaspora philippine de centres de moyenne taille et de grands centres des Prairies).....	22
Questions affectant la communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ des grands centres du Canada atlantique)	22
Prestations d'invalidité (Nord-du-Québec)	23
Langues officielles (anglophones de centres de taille moyenne et de principaux centres du Québec).....	24
Défis communautaires (Nord-du-Québec, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, régions rurales du Québec.....	25
Résultats détaillés.....	27
Chronologie des annonces en juillet et en août 2023	28
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	33
Humeur/sentiment du public (mères au travail de la région de la Montérégie [Québec], diaspora philippine de centre de moyenne taille et de grands centres des Prairies)	34
Sources d'informations (membres de la diaspora philippine de centres de taille moyenne et de grands centres des Prairies)	35
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	36
Coût de la vie (région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de grands centres du Canada atlantique, acheteurs d'une première propriété du Secteur de l'intérieur de la C.-B.)	39
Canadiens d'origine philippine (Membres de la diaspora philippine de centre de moyenne taille et de grands centres des Prairies)	40
Entente sur les tiers pays sûrs (régions rurales du Québec).....	41



Médias d'information (région du Grand Toronto, Nord-du-Québec, anglophones de centres de moyenne taille et de grands centres du Québec, centres de moyenne taille de l'Ontario)	42
Prévention du suicide (Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de grands centres du Canada atlantique, nord de l'Alberta)	45
Logement (premiers acheteurs d'une propriété dans le Secteur de l'intérieur de la C.-B., locataires de la ville Vancouver, centre de moyenne taille de l'Ontario)	50
Initiatives en matière de logement (acheteurs d'une première propriété dans le Secteur de l'intérieur de la C.-B., locataires de la ville Vancouver, centre de moyenne taille de l'Ontario)	50
Locataires (locataires de la ville de Vancouver, centres de moyenne taille de l'Ontario)	53
Offre de logements (acheteurs d'une première propriété du Secteur de l'intérieur de la C.-B., centre de taille moyenne de l'Ontario)	54
Changement climatique (nord de l'Alberta, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, régions rurales du Québec)	56
Impacts communautaires (nord de l'Alberta, régions rurales de l'Alberta, régions rurales du Québec)	56
Comportements à l'égard du changement climatique (régions rurales du Québec)	58
Réponse aux feux de forêt incontrôlés (Nord de l'Alberta)	59
Tarifification du carbone (régions rurales de la Nouvelle-Écosse)	60
Marché de l'emploi (mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie, au Québec)	62
Sécurité communautaire (Diaspora philippine de centres de taille moyenne et de grands centres des Prairies)	65
Problèmes affectant la communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ des grands centres du Canada atlantique)	66
Prestations d'invalidité (Nord-du-Québec)	69
Langues officielles (anglophones de centres de moyenne taille et de grands centres du Québec)	70
Défis pour les collectivités (Nord-du-Québec, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, régions rurales du Québec)	72
Annexe A – Questionnaires de recrutement	74
Questionnaires de recrutement français	75
Questionnaire de recrutement - juillet	75
Questionnaire de recrutement - août	84
Annexe B – Guides de discussion	93
Questionnaires de recrutement anglais	94
Questionnaire de recrutement - juillet	94



Questionnaire de recrutement - août.....	104
Annexe B – Guides de discussion.....	114
Guide du modérateur français.....	115
Guide du modérateur anglais.....	148

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne menés entre le 6 juillet 2023 et le 23 août 2023, à différents endroits du pays, notamment en Alberta, en Ontario, en Saskatchewan, au Manitoba, au Canada atlantique, au Québec et en Colombie-Britannique (C.-B.). Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. À cet égard, certains groupes ont pris part à des discussions ciblées portant principalement sur les activités fédérales liées au coût de la vie, les enjeux auxquels sont confrontés les Philippins vivant au Canada et l'Entente sur les tiers pays sûrs conclue entre le Canada et les États-Unis. Tous les participants ont discuté de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours, et quelques groupes ont pris part à des discussions plus poussées sur leurs habitudes de consommation en matière d'actualités, ainsi que sur leurs attentes et leurs préoccupations concernant la vie au Canada au cours des années à venir.

Dans le cadre du présent cycle de recherche, les enjeux liés aux médias d'information et à l'adoption du projet de loi C-18 (la *Loi sur les nouvelles en ligne*), à la prévention du suicide, au logement et au changement climatique ont également été étudiés. Les mères au travail de la région de la Montérégie,



au Québec, ont pris part à des discussions portant sur le marché de l'emploi et le coût de la vie, tandis que les membres de la diaspora philippine de centres de taille moyenne et de grands centres des Prairies ont fait part de leurs points de vue sur la sécurité au sein de leurs collectivités.

Au nombre des autres sujets abordés au cours de ce cycle figurent la tarification fédérale du carbone, les questions touchant la communauté 2ELGBTQI+ ainsi que les mécanismes de soutien aux personnes vivant avec un handicap, dont la Prestation canadienne d'invalidité. Des anglophones résidant au Québec ont fait part de leur expérience de vie au sein de communautés de langue officielle en situation minoritaire, tandis que des participants du Nord-du-Québec, de régions rurales du Québec et de la Nouvelle-Écosse ont discuté de divers enjeux propres à leurs collectivités.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été divisés principalement en fonction de la situation géographique.
- Pour certains groupes, le recrutement ciblait des segments précis de la population, dont des membres de la communauté 2ELGBTQI+, des anglophones vivant au Québec, les acheteurs d'une première propriété, des locataires, des membres de la diaspora philippine, ainsi que des mères au travail.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes étaient composés de membres de la population générale résidant dans la région du Grand Toronto, dans le Nord-du-Québec, dans le nord de l'Alberta, dans des régions rurales de la Nouvelle-Écosse ainsi que dans des centres de taille moyenne de l'Ontario et des centres de petite taille du Québec.
- Les six groupes restants étaient composés de segments de la population suivants :
 - Membres de la communauté 2ELGBTQI+;
 - Anglophones résidant au Québec;
 - Acheteurs d'une première propriété;
 - Locataires et locataires potentiels;
 - Mères au travail âgées de 25 à 54 ans;
 - Membres de la diaspora philippine.
- Les trois groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes ont été animés en anglais.

- Tous les groupes du présent cycle se sont déroulés en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans tous les lieux, 92 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région du Grand Toronto	1	Anglais	6 juillet	18 h à 20 h	Population générale	8
Principaux centres du Canada atlantique	2	Anglais	11 juillet	17 h à 19 h	Communauté 2ELG BTQI+	8
Territoire nordique québécois	3	Français	13 juillet	18 h à 20 h	Population générale	6
Nord de l'Alberta	4	Anglais	18 juillet	20 h à 22 h	Population générale	8
Centre de moyenne taille et principaux centres du Québec	5	Anglais	25 juillet	18 h à 20 h	Anglophones vivant au Québec	8
Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique	6	Anglais	27 juillet	21 h à 23 h	Acheteurs d'une première propriété	7
Régions rurales de la Nouvelle-Écosse	7	Anglais	8 août	17 h à 19 h	Population générale	8
Vancouver	8	Anglais	9 août	9 h à 11 h	Locataires ou locataires potentiels	8
Centre de moyenne taille de l'Ontario	9	Anglais	15 août	18 h à 20 h	Population générale	8
Montérégie (Québec)	10	Français	17 août	18 h à 20 h	Mères au travail âgées de 25 à 54 ans	8
Centres de moyenne taille et principaux centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)	11	Anglais	22 août	20 h à 22 h	Diaspora philippine	8

Centre de petite taille du Québec	12	Français	23 août	18 h à 20 h	Population générale	7
Nombre total de participants						92

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion portant sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail de publicités et d'initiatives ont été évoquées, notamment la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt de grande ampleur qui ont sévi dans plusieurs régions du pays, la décision de la Banque du Canada d'augmenter le taux d'intérêt directeur de 25 points de base et le remboursement unique pour l'épicerie accordé aux ménages canadiens à faible revenu admissibles. Les participants ont également évoqué les mesures du gouvernement du Canada et notamment l'adoption du projet de loi C-18 (la *Loi sur les nouvelles en ligne*), l'octroi d'un financement de 1,5 million de dollars à Fierté Canada Pride, la mise en place d'une tarification fédérale du carbone au Canada atlantique et un investissement supplémentaire de 10,3 millions de dollars au titre du Fonds pour la large bande universelle (FLBU) afin de permettre à plus de 1 000 foyers autochtones de Terre-Neuve-et-Labrador de bénéficier d'un accès à Internet à haute vitesse.

Les participants ont en outre évoqué les mesures et initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient la participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux au sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui s'est tenu les 11 et 12 juillet 2023 à Vilnius, en Lituanie, le soutien financier et militaire continu apporté à l'Ukraine, ainsi que les efforts déployés pour accueillir et loger les Ukrainiens déplacés en raison du conflit.

Humeur du public (mères au travail de la région de la Montérégie [Québec], diaspora philippine de centre de moyenne taille et de grands centres des Prairies)

Deux groupes ont été invités à répondre à quelques questions complémentaires au sujet de leurs attentes et de leurs préoccupations quant à leur vie au Canada dans les années à venir. À la question de savoir ce qui, le cas échéant, les rendait optimistes au sujet de leur vie au Canada dans les années à venir, plusieurs ont parlé en termes positifs de ce qu'ils considéraient comme une augmentation des taux d'immigration au Canada. On était d'avis que l'arrivée d'un plus grand nombre de travailleurs

qualifiés en provenance de l'étranger serait bénéfique pour l'économie du pays et contribuerait à remédier aux pénuries de main-d'œuvre perçues dans des secteurs clés comme ceux des soins de santé et de l'éducation. Quelques-uns des participants, qui étaient eux-mêmes des immigrants, estimaient que les possibilités économiques et sociales offertes aux personnes vivant au Canada étaient généralement bien plus nombreuses que dans bon nombre d'autres régions du monde. Un certain nombre d'entre eux ont également mentionné ce qu'ils considèrent comme étant la protection par le gouvernement du Canada des droits reproductifs des femmes et son engagement à défendre ses citoyens contre la violence et la discrimination fondées sur le sexe.

En discutant de leurs préoccupations concernant la vie au Canada dans le futur, plusieurs ont fait état de défis liés au coût de la vie et se sont demandé s'il leur serait possible, à eux et aux générations futures, de continuer à avoir les moyens de vivre au Canada. Plusieurs d'entre eux étaient en outre particulièrement préoccupés par la situation sur le marché du logement et se demandaient si leurs enfants pourraient un jour acheter une propriété. Certains participants se sont dit préoccupés concernant leur retraite et ne savaient pas s'ils pourraient un jour se permettre d'arrêter de travail, surtout dans le cas où le coût de la vie demeurerait élevé pendant une période prolongée.

Sources d'informations (membres de la diaspora philippine de centres de taille moyenne et de grands centres des Prairies)

Les membres du groupe composé de membres de la diaspora philippine résidant dans les Prairies ont brièvement discuté des sources d'information qu'ils privilégiaient pour se tenir au courant de l'actualité. Plusieurs ont déclaré suivre régulièrement l'actualité sur des chaînes de télévision telles que Radio-Canada, CTV et Global News, et se servir de plateformes de médias sociaux comme Facebook, Reddit et LinkedIn. Lorsqu'il leur a été demandé dans quelle langue ils obtenaient leurs nouvelles d'actualité, la plupart d'entre eux ont indiqué qu'ils étaient essentiellement des consommateurs d'informations en anglais. Un plus petit nombre d'entre eux ont également déclaré lire et regarder occasionnellement des nouvelles produites dans d'autres langues, notamment en tagalog, en espagnol et en français. En discutant des sources d'information qu'ils consulteraient s'ils souhaitaient obtenir des nouvelles d'actualités en lien avec le gouvernement du Canada, la plupart des participants ont cité des sources comme Radio-Canada et Global News ainsi que des sites Web officiellement exploités par le gouvernement du Canada.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur divers enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Les participants se sont vu demander de nommer des domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail ces derniers temps ainsi que les domaines dans lesquels ils considéraient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Sur un certain nombre d'enjeux, les participants ont exprimé des avis mitigés concernant les performances du gouvernement

fédéral, notamment en ce qui concerne l'inflation et le coût de la vie, l'immigration, les soins de santé et le changement climatique.

En discutant des domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, plusieurs participants ont mentionné le large éventail de prestations et de soutiens offerts aux Canadiens, les initiatives visant à protéger et à promouvoir le multiculturalisme et la diversité au Canada, ainsi que la fourniture d'une aide internationale à des pays comme l'Ukraine. En définissant les domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer, les participants ont mentionné des problématiques telles que le sentiment d'un progrès insuffisant en matière de réconciliation avec les peuples autochtones, le fait que les Canadiens ne puissent plus accéder au contenu des actualités sur les plateformes hébergées par Meta et Google, et ce qui était perçu comme un manque généralisé de logements à prix abordable dans de nombreuses collectivités canadiennes.

Lorsqu'il leur a été demandé de cerner les principaux problèmes auxquels, selon eux, le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, bon nombre d'entre eux ont réaffirmé la nécessité de se concentrer sur des domaines comme l'inflation et le coût de la vie, le logement, les soins de santé, l'immigration (y compris sur la construction des infrastructures nécessaires pour faire face à une augmentation de la population), et le changement climatique. Un certain nombre de participants estimaient également qu'il fallait davantage mettre l'accent sur la prestation de services de soutien aux groupes vulnérables comme les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap et les personnes confrontées à des problèmes liés à la santé mentale et à la toxicomanie.

Coût de la vie (région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de grands centres du Canada atlantique, acheteurs d'une première propriété du Secteur de l'intérieur de la C.-B.)

Trois groupes de participants ont entamé des discussions approfondies portant sur le coût de la vie. Tous les participants étaient d'avis que le coût de la vie avait augmenté au cours des dernières années et qu'il devait figurer au nombre des priorités absolues du gouvernement du Canada. Plusieurs participants avaient l'impression qu'il était devenu de plus en plus difficile pour de nombreux ménages canadiens de joindre les deux bouts ces derniers temps. La quasi-totalité d'entre eux a déclaré avoir changé leurs habitudes de consommation au cours de la dernière année en réaction au taux d'inflation élevé. En décrivant les mesures précises qu'ils avaient prises, bon nombre de participants ont indiqué être désormais beaucoup plus enclins qu'auparavant à acheter des produits et des produits d'épicerie sans nom et à se tenir à l'affût de bonnes affaires et de coupons de réduction. Plusieurs d'entre eux ont affirmé avoir limité leurs activités, notamment les sorties au restaurant, les concerts et autres événements, tandis qu'un certain nombre d'entre eux a déclaré avoir pris des mesures comme le report de vacances prévues, le report d'événements déterminants dans la vie, comme le mariage, ou la décision de ne pas acheter de propriété pour le moment.

En discutant des causes de l'augmentation du coût de la vie, bon nombre de participants estimaient que cette dernière était le résultat des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et de l'augmentation des coûts du carburant et de transport que l'on croyait associés à la pandémie de

COVID-19 et à des événements mondiaux tels que le conflit en cours en Ukraine. Plusieurs d'entre eux estimaient que la hausse du taux d'immigration enregistrée ces dernières années au Canada avait contribué à l'augmentation du coût de la vie, faisant peser une demande accrue sur des secteurs tels que le logement, dont les coûts étaient déjà considérés comme assez élevés. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre l'inflation et le coût de la vie, plusieurs participants ont mentionné l'octroi d'un remboursement unique pour l'épicerie à certains Canadiens à faible revenu, dans le cadre d'une augmentation de leur crédit trimestriel pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Presque tous les participants s'attendaient à ce que le coût de la vie continue à se dégrader au cours de l'année prochaine en l'absence de mesures significatives de la part du gouvernement fédéral.

Canadiens d'origine philippine (Membres de la diaspora philippine de centre de moyenne taille et de grands centres des Prairies).

L'un des groupes, composé de membres de la diaspora philippine, a entamé une discussion portant sur la communauté philippine au Canada. Interrogés sur les principaux enjeux auxquels sont confrontés les Philippins et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder une plus grande priorité, plusieurs participants ont mentionné l'immigration ainsi que la nécessité de fournir un plus grand nombre de ressources (cours de langue, sensibilisation au système financier canadien et mesures de soutien dans le domaine de la culture) aux personnes arrivées au Canada depuis peu. En ce qui concerne plus particulièrement le processus d'immigration, de nombreux participants estimaient que des efforts devaient être déployés pour accélérer les délais de traitement des demandes et rationaliser le processus de reconnaissance des diplômes étrangers pour les personnes ayant fait leurs études à l'extérieur du Canada. On estimait qu'en prenant des mesures visant à rationaliser ce processus, le gouvernement du Canada parviendrait davantage à remédier à ce qui était considéré comme une pénurie de longue date de travailleurs, dans des domaines cruciaux comme ceux des soins de santé, de la garde d'enfants et de l'éducation, et dans lesquels on était d'avis que les Philippins qualifiés dans ces domaines pourraient avoir un impact positif immédiat.

À la question de savoir s'ils considéraient que le gouvernement du Canada était attentif aux problématiques importantes au sein de la communauté philippine et qu'il les comprenait, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, le gouvernement fédéral accorde une haute priorité à la protection et à la célébration de la diversité dans l'ensemble du Canada et les Philippins disposent d'un large éventail de ressources culturelles dans de nombreuses régions du pays. Un petit nombre d'entre eux estimaient que si les mesures de soutien aux Philippins étaient généralement très répandues dans les grands centres urbains, elles étaient généralement moins disponibles dans les collectivités situées dans des régions plus rurales.

Entente sur les tiers pays sûrs (régions rurales du Québec)

Les participants résidant dans des régions rurales du Québec ont pris part à une brève discussion sur la frontière entre le Canada et les États-Unis et notamment sur le récent élargissement de l'Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs. À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu parler de demandeurs d'asile entrant au Québec par le chemin Roxham, un grand nombre de



participants ont déclaré être au courant de cette situation. Si quelques-uns d'entre eux croyaient que des mesures avaient été prises récemment pour empêcher ces traversées, aucun ne se souvenait de détails précis à ce sujet. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de l'Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Après qu'on leur eut fourni des renseignements sur cette entente, la plupart d'entre eux ont réagi positivement. Étant d'avis qu'un grand nombre de personnes étant entrées au Canada entre deux points d'entrée officiels pour demander l'asile s'étaient fait passer en priorité par rapport à ceux qui demandaient la résidence permanente au Canada par des voies légales, un certain nombre de participants estimaient que le renvoi de ces personnes aux États-Unis contribuerait à accroître l'équité du système d'immigration. Quelques-uns d'entre eux s'inquiétaient des conséquences inattendues qu'une telle mesure pourrait avoir et on dit craindre que des demandeurs d'asile cherchant à entrer au Canada puisse tenter de le faire par des moyens de plus en plus dangereux et désespérés à l'avenir.

Médias d'information (région du Grand Toronto, Nord-du-Québec, anglophones de centres de moyenne taille et de grands centres de Québec, centre de moyenne taille de l'Ontario)

Quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur l'industrie de l'information au Canada. Interrogés sur le temps qu'ils consacraient habituellement à lire, regarder ou écouter les actualités, les participants ont fourni un éventail de réponses, la majorité d'entre eux déclarant consommer entre 30 minutes et 1 heure d'actualités par jour. En précisant leurs principales sources d'information, les participants ont surtout déclaré recourir à la télévision, aux sites Web d'information et aux plateformes de médias sociaux pour se tenir au courant de l'actualité. Les participants ont mentionné recourir tout particulièrement à des organes d'information comme Radio-Canada, Global News, CP24, CNN et la BBC comme sources habituelles d'informations télévisées ou numériques, tandis que ceux qui recouraient aux médias sociaux ont indiqué consulter des plateformes comme Facebook, X (anciennement Twitter), Instagram et TikTok. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que certaines sources d'information étaient plus fiables que d'autres, les participants se sont largement accordés à dire que les nouvelles d'actualités que diffusaient les médias traditionnels étaient généralement plus fiables que celles qu'ils consultaient sur les médias sociaux. Certains participants ont fait valoir que les actualités diffusées sur les médias sociaux pouvaient souvent être rédigées par la personne qui les publiait et qu'elles se fondaient davantage sur des opinions que sur des faits.

Invités à faire part de leurs impressions sur l'évolution de l'industrie des médias d'information au cours de la dernière décennie, un grand nombre d'entre eux estimaient que les nouvelles étaient maintenant davantage axées sur l'opinion et qu'elles étaient devenues plus sensationnalistes au cours de ces dernières années. Plusieurs d'entre eux ont également évoqué la nature plus instantanée de l'information aujourd'hui, estimant que cela était dû à l'avènement des médias sociaux et à la capacité qu'ont les utilisateurs à publier, en temps réel, des mises à jour concernant des événements au fur et à mesure qu'ils se produisent. Presque tous les participants estimaient que les Canadiens disposaient aujourd'hui de moyens bien plus diversifiés d'accéder à l'information qu'il y a dix ans et la plupart avaient l'impression qu'il y avait aujourd'hui plus d'organes d'information au Canada qu'il y en avait dans le passé. De nombreux participants vivant dans des régions plus rurales ou des centres de taille moyenne estimaient que la couverture médiatique d'événements locaux au sein de leur collectivité

était beaucoup moins importante et que la plupart des nouvelles qu'ils recevaient étaient principalement axées sur des événements nationaux ou mondiaux.

Après avoir été informés que le nombre de médias au Canada et d'emplois dans le journalisme avait diminué au cours des dernières années, un grand nombre de participants estimaient que cela était principalement dû au fait que les Canadiens semblaient se fier de plus en plus à Internet et aux médias sociaux comme source d'information. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'étant donné que les gens pouvaient désormais instantanément accéder aux nouvelles de partout au Canada et du monde entier au moyen d'appareils tels que les téléphones intelligents, il n'était désormais plus aussi important d'avoir accès à des nouvelles produites localement à la télévision ou dans la presse écrite. Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure cette diminution du nombre d'organes de presse canadiens les préoccupait, seul un petit nombre de participants s'est dit inquiet à ce sujet. Si certains d'entre eux se disaient craindre que cette diminution du nombre d'organes d'information puisse conduire à une réduction du nombre de sources légitimes d'information à disposition des Canadiens, la plupart d'entre eux estimaient que cela ne poserait pas de problème tant que les principaux organes d'information, comme Radio-Canada, CTV et Global News, continueraient de fournir de l'information fiable.

À la question de savoir si la protection et le soutien de l'industrie canadienne de l'information devraient constituer une priorité pour le gouvernement fédéral, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. S'il était largement admis que le gouvernement du Canada devait continuer à faire en sorte que les nouvelles d'actualité soient largement accessibles à tous les Canadiens dans la langue officielle de leur choix, seul un petit nombre de participants estimaient que l'industrie de l'information en général devait constituer une priorité de premier ordre à l'heure actuelle. Après qu'on leur eut fourni des renseignements sur la nouvelle obligation, imposée par le gouvernement fédéral à certaines grandes plateformes numériques, de rémunérer les organes de presse pour les articles qu'ils hébergent sur leurs plateformes, les participants ont eu des réactions mitigées. Les participants en faveur de cette mesure estimaient que des nouvelles locales et des pratiques journalistiques solides étaient essentielles pour tenir une population informée des événements se déroulant autour d'eux et que, si aucune mesure n'était prise pour protéger ces médias, il est probable que le nombre d'organes d'information canadiens officiels diminue à l'avenir. Les participants qui s'opposaient à cette mesure estimaient que l'exigence selon laquelle les plateformes numériques devraient payer pour les nouvelles d'actualité qui y sont diffusées pourrait avoir pour conséquence involontaire de réduire le nombre d'informations auxquelles ont accès les Canadiens, en particulier ceux d'entre eux qui s'informent principalement par le biais des médias sociaux. Quelques-uns d'entre eux se sont dit d'avis qu'au lieu de constituer un inconvénient, il était avantageux pour les organes d'information canadiens que leurs nouvelles soient mises en commun sur les médias sociaux, car cela permettait d'accroître considérablement la portée de leur contenu et pouvait avoir pour avantage supplémentaire d'inciter un plus grand nombre d'utilisateurs à se rendre sur les sites Web exploités par ces organes en question.



Prévention du suicide (région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de grands centres du Canada atlantique, nord de l'Alberta.

Avis sur le contenu : Veuillez noter que la section suivante traite du suicide et de la détresse émotionnelle et qu'elle peut heurter la sensibilité de certains lecteurs.

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la prévention du suicide et la mise en place du 9-8-8, un numéro de téléphone à trois chiffres destiné à aider les personnes souffrant de détresse émotionnelle et aux prises avec des idées suicidaires. Après s'être vu présenter un certain nombre d'énoncés potentiels destinés à promouvoir et à fournir des renseignements au sujet du service, les participants ont largement privilégié les énoncés directs et informatifs traduisant la gravité de ces problèmes de santé mentale. Un certain nombre d'entre eux estimaient que tout énoncé efficace visant à promouvoir ce service devait maintenir un équilibre entre la communication du caractère urgent et sérieux des idées suicidaires et le fait de rassurer les personnes qui envisagent d'utiliser le service en leur rappelant qu'on ferait preuve de compassion et de compréhension à leur égard.

En échangeant leurs points de vue sur un certain nombre de caractéristiques essentielles du service, tous les participants étaient d'avis qu'il était important de mettre en évidence le caractère confidentiel de la ligne 9-8-8. On estimait que cela rassurerait les personnes ayant besoin d'aide en leur garantissant que leurs conversations se dérouleraient en toute sécurité et en toute confidentialité. Très peu de participants connaissaient le terme « tenant compte des traumatismes » pour qualifier un certain type de service, et plusieurs d'entre eux estimaient que cette expression n'avait que peu de chances de trouver écho auprès du grand public. Si certains d'entre eux considéraient qu'il était important que le service soit inclusif sur le plan culturel, un plus grand nombre d'entre eux estimaient qu'il ne s'agissait probablement pas d'une priorité majeure pour les personnes en situation de crise émotionnelle. Bien qu'on estimât bénéfique que le service soit inclusif, la plupart des participants estimaient que l'accent devait être mis sur l'aide à apporter aux personnes appelant ou envoyant des SMS au 9-8-8 pour résoudre leurs problèmes immédiats, plutôt que de veiller à ce que l'aide fournie corresponde à leur culture et à leurs antécédents particuliers. Si quelques participants estimaient qu'il était prévisible que ce service soit gratuit et qu'il n'était pas nécessaire d'insister sur ce point, plusieurs d'entre eux n'étaient pas du même avis. Parmi ces participants, certains ont indiqué que le coût était souvent un facteur dissuasif pour de nombreuses personnes souhaitant obtenir de l'aide en matière de santé mentale et qu'il était important que le message insiste sur la gratuité du service.

En se focalisant sur le service 9-8-8 de manière plus générale, on a demandé aux participants à quels types de documentation promotionnelle, d'inforessources ou de publicités sur le 9-8-8 ils seraient le plus susceptible de prêter attention. De l'avis général, ces renseignements devraient être publiés sur un grand nombre de plateformes et s'adresser à des groupes démographiques variés (avec une attention particulière portée aux plus jeunes Canadiens). Les participants ont mentionné les médias sociaux, la télévision et la radio, ainsi que des espaces physiques comme les bancs d'autobus et les panneaux d'affichage, comme autant d'endroits où le 9-8-8 pourrait être annoncé. Compte tenu de la prévalence de problèmes de santé mentale perçue chez les Canadiens à l'heure actuelle, les participants estimaient qu'il fallait s'efforcer de transmettre ce message au plus grand nombre possible de personnes. Un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il serait utile d'inclure des renseignements

complémentaires sur ce à quoi les personnes faisant appel au service peuvent s'attendre après avoir composé le 9-8-8 ou avoir envoyé un SMS à ce service. Presque tous les participants ont déclaré se sentir motivés à l'idée de transmettre des renseignements sur le 9-8-8 à leur famille, leurs amis et à d'autres personnes de leur entourage susceptibles d'avoir besoin d'aide.

Logement (acheteurs d'une première propriété dans le Secteur de l'intérieur de la C.-B., locataires de la ville de Vancouver, centre de moyenne taille de l'Ontario)

Trois groupes ont participé à des discussions portant sur le logement. Ces discussions se sont focalisées sur les initiatives récentes du gouvernement du Canada en matière de logement, les difficultés auxquelles font actuellement face les locataires, ainsi que sur les points de vue des participants quant à l'offre de logements actuelle au Canada et aux éventuelles mesures qui pourraient être adoptées pour encourager la construction d'un plus grand nombre de logements.

Initiatives en matière de logement (acheteurs d'une première propriété dans le Secteur de l'intérieur de la C.-B., locataires de la ville de Vancouver, centre de moyenne taille de l'Ontario)

Les trois groupes ont participé à des discussions portant sur une série d'initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada. En discutant de ce qu'ils considéraient comme étant les plus grands défis à relever en matière de logement et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder une plus grande attention, plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour augmenter l'offre de logements, notamment en construisant des logements abordables destinés aux Canadiens à revenu faible ou moyen. Lorsqu'on leur a demandé d'identifier les principaux obstacles auxquels ils avaient été confrontés lors de l'achat de leur première propriété, les participants du groupe composé d'acheteurs d'une première propriété résidant dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont fait état d'une série de difficultés. Au nombre de celles-ci figuraient les montants substantiels requis pour la mise de fonds, les difficultés à obtenir un prêt hypothécaire suffisamment élevé pour pouvoir se permettre d'acheter une propriété dans leur région, et les contraintes liées à la nécessité d'économiser suffisamment d'argent pour acheter une propriété dans le contexte où le coût de la vie est perçu comme étant élevé à l'heure actuelle. En discutant des mesures pouvant être prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux acheteurs potentiels d'une première propriété, les participants de ce groupe étaient d'avis qu'il fallait en faire davantage pour rendre plus abordable le prix des propriétés, et ce, au profit d'un plus grand nombre de Canadiens.

Les participants se sont ensuite vu présenter des renseignements relatifs aux nombreuses initiatives en matière de logement qui avaient récemment été annoncées par le gouvernement du Canada. En ce qui concerne le Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), si certains jugeaient cette aide utile, de l'avis général, même si l'on parvenait à tirer le meilleur parti de ce programme en épargnant jusqu'à 40 000 dollars à l'abri de l'impôt, ce montant ne suffirait probablement pas à payer une mise de fonds dans la plupart des collectivités du pays. Les avis étaient partagés en ce qui concerne l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Si d'aucuns estimaient que ce programme pouvait permettre à certains d'accéder à la propriété, les participants se demandaient ce

qu'il se passerait si les bénéficiaires de ce programme n'étaient plus en mesure d'effectuer leurs paiements ou si la valeur de leur propriété diminuait considérablement. La plupart des participants ont par ailleurs positivement accueilli la décision de bonifier l'Incitatif à l'achat d'une première propriété en le rendant plus souple et plus facilement accessible aux Canadiens vivant seuls. Aucun participant n'était d'avis que le doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CIAPH) serait d'une grande utilité, la totalité d'entre eux estimant que l'aide supplémentaire de 1 500 dollars ne changerait pas grand-chose compte tenu des coûts substantiels liés à l'achat d'une propriété dans la plupart des collectivités. Si la plupart des participants appuyaient la mesure visant à interdire temporairement aux non-Canadiens d'acheter des biens immobiliers résidentiels pendant deux ans, plusieurs estimaient qu'elle devait avoir une portée plus large et que cette interdiction devait devenir permanente. De même, si le Fonds pour accélérer la construction de logements était considéré comme un pas dans la bonne direction, certains se demandaient si l'investissement de 4 milliards de dollars serait suffisant compte tenu du nombre de logements qui, selon eux, devaient être construits pour répondre à la demande actuelle. Pour ce qui est des mesures prises par le gouvernement du Canada dans leur ensemble, très peu de participants pensaient qu'elles contribueraient véritablement à aider les éventuels acheteurs d'une première propriété. On estimait que le marché du logement dans de nombreuses collectivités était trop onéreux pour que l'une ou l'autre de ces mesures ait un effet notable.

Locataires (locataire de la ville de Vancouver, centres de moyenne taille de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur les mesures prises par le gouvernement du Canada dans le but précis de venir en aide aux locataires. Tous les membres du groupe résidant dans la ville de Vancouver étaient actuellement locataires ou à la recherche d'un logement à louer. La plupart des participants étaient d'avis que le coût des loyers à Vancouver était trop élevé, que la concurrence était trop importante par rapport aux loyers disponibles et que les propriétaires profitaient souvent de cette situation pour faire monter encore plus le coût des loyers. Plusieurs participants de ce groupe estimaient que la pénurie de nouveaux logements abordables et la popularité croissante des plateformes de location à court terme comme Airbnb avaient contribué à exacerber ce problème. En discutant des mesures pouvant être prises pour améliorer la situation des locataires à Vancouver, les participants ont suggéré certaines initiatives, comme la mise en place de plafonds sur le montant du loyer qu'un propriétaire peut exiger, la construction d'un plus grand nombre de logements dans le but spécifique de fournir des loyers abordables, et l'imposition de limites quant au nombre de propriétés qu'un particulier ou une entreprise peut posséder.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour répondre aux difficultés actuelles auxquelles sont confrontés les locataires, si un petit nombre de participants ont mentionné l'octroi, à certains ménages à faible revenu au début de 2023, d'un supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement (ACL), aucun n'avait connaissance d'autres mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard. Quant à la question de savoir ce que le gouvernement du Canada devrait faire, le cas échéant, pour venir en aide aux locataires, les participants ont recommandé des mesures comme l'imposition de plafonds sur le montant du loyer qu'un propriétaire peut exiger, la construction d'un plus grand nombre de

logements, en mettant l'accent sur l'aménagement de logements locatifs abordables, et l'augmentation de l'aide aux personnes qui peinent actuellement à s'acquitter de leur loyer mensuel.

Au vu des renseignements qui leur ont été fournis au sujet de l'Allocation canadienne pour le logement (ACL), très peu de participants se souvenaient avoir bénéficié de cette aide et un certain nombre d'entre eux remettaient en question le seuil de revenu fixé dans le cadre de cette initiative, estimant qu'il avait peut-être été fixé trop bas. Seul un petit nombre d'entre eux a déclaré avoir déjà eu connaissance de ce programme. Si quelques-uns d'entre eux s'attendaient à ce que cette aide apporte un soulagement temporaire à certains ménages au regard du coût élevé des loyers à l'heure actuelle, aucun ne pensait que cette aide pourrait avoir un quelconque impact sur les problèmes auxquels sont confrontés les locataires à long terme.

Offre de logements (acheteurs d'une première propriété du Secteur de l'intérieur de la C.-B., centres de taille moyenne de l'Ontario)

Deux groupes ont également pris part à des discussions sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour augmenter l'offre de logements au Canada. Interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos des mesures prises ou envisagées par le gouvernement du Canada pour encourager la construction d'un plus grand nombre de logements, peu d'entre eux ont pu répondre. Si la plupart d'entre eux avaient l'impression que le gouvernement fédéral s'était engagé à construire davantage de logements, y compris pour les Canadiens à faibles revenus, aucun ne se souvenait d'initiatives particulières ou de détails précis à ce sujet. La plupart des participants interrogés ont réagi positivement aux renseignements qui leur ont été fournis sur le Fonds pour accélérer la construction de logements récemment annoncée, soit un fonds de 4 milliards de dollars fournissant un financement aux administrations municipales pour les encourager à prendre des mesures visant à accroître l'offre locale de logements au sein de leurs collectivités. De l'avis général, toute mesure prise pour augmenter l'offre de logements constituait un pas dans la bonne direction. Quelques participants se sont toutefois dit préoccupés par la qualité à long terme de ces logements si ceux-ci étaient construits trop rapidement et ne respectaient pas les normes habituelles de construction. Plusieurs d'entre eux prévoyaient qu'à long terme, cette mesure aurait probablement un impact positif, mais que les communautés pourraient mettre beaucoup de temps à construire suffisamment de logements pour répondre aux besoins de leurs résidents.

Tous les participants étaient favorables à l'adoption de mesures visant à accroître l'offre de logements au sein de leurs collectivités respectives. À la question de savoir si les collectivités locales ne priorisant pas la construction d'un nombre suffisant de logements devraient être sanctionnées, les participants ont exprimé des avis partagés. Si un certain nombre d'entre eux estimaient que les communautés ne cherchant pas activement à construire davantage de logements devaient être sanctionnées, plusieurs étaient d'avis que cette question devrait être réglée au cas par cas. On a fait valoir qu'en raison de facteurs comme les stratégies de planification communautaire actuellement en place, le manque d'infrastructures essentielles, les exigences en matière de zonage et les préoccupations environnementales, il pouvait être difficile pour certaines municipalités de construire davantage de logements. À la question de savoir s'ils étaient préoccupés par la construction plus rapide d'un plus grand nombre de logements au sein de leur collectivité, certains participants se demandaient s'il y



aurait suffisamment de ressources à disposition pour la construction d'infrastructures complémentaires (comme du transport public, des hôpitaux et des écoles) qui accompagneraient nécessairement les nouveaux projets de construction de logements à grande échelle.

Interrogés sur l'impact que pouvaient selon eux avoir les règlements de zonage municipaux en ce qui concerne la construction d'un plus grand nombre de logements, la plupart d'entre eux estimaient que ces règlements avaient un impact considérable dans la mesure où ils déterminaient les types de logements pouvant être construits et l'endroit où ils pouvaient être situés. Si certains participants étaient d'avis qu'il fallait encourager les collectivités à modifier leurs règlements de zonage pour permettre la construction d'un plus grand nombre de logements, un nombre à peu près égal d'entre eux estimaient que ce n'était peut-être pas la meilleure solution. Ces participants considéraient que l'aménagement de nombreuses municipalités avait probablement été planifié en fonction de règlements de zonage existants et que leur modification pouvait avoir des conséquences indésirables sur la collectivité et le milieu ambiant. À la question de savoir ce que pourrait encore faire le gouvernement du Canada pour encourager la construction d'un plus grand nombre de logements, les participants ont recommandé un certain nombre de mesures. Au nombre de celles-ci figuraient la conversion de locaux commerciaux et de bureaux vacants en logements résidentiels, la construction de logements locatifs abordables destinés à des groupes précis dont les personnes âgées et les étudiants, et le recrutement d'un plus grand nombre de Canadiens désireux de faire carrière dans divers corps de métier afin d'assurer la construction d'un plus grand nombre de logements.

Changement climatique (nord de l'Alberta, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, régions rurales du Québec)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le changement climatique. Ces discussions ont essentiellement porté sur les récentes répercussions qu'avaient pu avoir les conditions météorologiques extrêmes dans les collectivités des participants, sur les mesures pouvant individuellement être prises pour atténuer les dangers du changement climatique et sur la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt de grande ampleur qui ont récemment sévi dans de nombreuses régions du pays.

Impacts communautaires (nord de l'Alberta, régions rurales de l'Alberta, régions rurales du Québec)

Tous les trois groupes ont pris part à une discussion portant sur le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes (feux de forêt, inondations de grande ampleur et tempêtes de vent) qui ont affecté plusieurs régions du pays, y compris leurs régions respectives. Tous les participants de ces groupes estimaient que le gouvernement fédéral devait se focaliser sur le changement climatique en tant que priorité importante et nombre d'entre eux étaient préoccupés par les effets potentiels d'un environnement instable sur leur propre vie et sur celle des générations à venir. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que les feux de forêt et les inondations catastrophiques qui avaient récemment touché leurs régions respectives étaient le résultat du

changement climatique et que ces phénomènes avaient servi à rappeler très clairement les menaces que constituait cette question.

En discutant des effets du changement climatique qu'ils avaient observés dans leurs propres collectivités, de nombreux participants du nord de l'Alberta ont mentionné les récents feux de forêt qui avaient touché leur région. Plusieurs d'entre eux se doutaient que ces feux avaient entraîné des pertes matérielles importantes dans certaines localités ainsi qu'une baisse considérable de la qualité de l'air dans leur région en raison de la fumée dégagée par ces incendies. Un certain nombre de participants de régions rurales du Québec se sont souvenus avoir été aux prises avec des problèmes liés à des inondations dans leurs localités, ainsi qu'à une mauvaise qualité de l'air en raison de la fumée provenant de feux de forêt incontrôlés avoisinants. Outre les récents dégâts causés par des feux de forêt et des inondations dans leur région, de nombreux participants de la Nouvelle-Écosse se souvenaient de l'impact dévastateur qu'avait eu l'ouragan Fiona dans leur collectivité en 2022 et craignaient que des tempêtes aussi violentes se reproduisent de plus en plus souvent dans leur région à l'avenir. Plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par l'impact que des conditions météorologiques changeantes ou extrêmes pourraient avoir sur la production agricole dans leur province et se sont demandé s'il serait encore possible de produire suffisamment de denrées alimentaires pour répondre aux besoins des Canadiens dans les décennies à venir. Très peu d'entre eux estimaient que leur collectivité était suffisamment préparée au changement climatique et seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir pris des mesures dans leur propre quotidien pour mieux se préparer à ses effets à l'avenir. Les participants ayant commencé à se préparer au changement climatique ont déclaré avoir pris des mesures comme le stockage de réserves alimentaires et d'eau en cas d'urgence, la plantation d'un jardin potager et la modification d'habitudes quotidiennes pour réduire leur empreinte carbone.

Comportements à l'égard du changement climatique (régions rurales du Québec)

Les participants issus de régions rurales du Québec ont pris part à une discussion complémentaire concernant les mesures pouvant individuellement être prises pour atténuer les impacts du changement climatique. À la question de savoir si, à leur avis, il incombait à tout un chacun de contribuer à enrayer le changement climatique, la quasi-totalité d'entre eux a répondu par l'affirmative. En discutant des comportements pouvant contribuer à prévenir le changement climatique, les participants ont cité des mesures comme le recyclage et la réduction des déchets ménagers, la culture d'un jardin, l'adoption de systèmes de chauffage domestique plus efficaces sur le plan énergétique et le recours aux transports publics ou actifs plutôt qu'à sa propre voiture.

Lorsqu'il leur a été demandé si, au cours des six prochains mois, ils avaient l'intention de prendre plus de mesures, moins de mesures ou à peu près le même nombre de mesures pour faire face au changement climatique, le nombre de participants s'attendant à en prendre plus était à peu près égal à celui des participants qui seraient susceptibles d'en prendre le même nombre. Aucun participant ne prévoyait de réduire le nombre de mesures de lutte contre le changement climatique qu'il prendrait au cours des six prochains mois. Lorsqu'on leur a demandé si le fait de savoir que d'autres agissaient pour lutter contre le changement climatique les incitait à en faire autant, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, estimant que les mesures que prenaient d'autres personnes étaient source

de motivation et d'encouragement. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que les mesures prises individuellement pouvaient collectivement avoir un impact sur la réduction des effets du changement climatique, la quasi-totalité d'entre eux a répondu par l'affirmative.

Réponse aux feux de forêt incontrôlés (nord de l'Alberta)

Les participants résidant dans le nord de l'Alberta ont pris part à une discussion complémentaire portant tout particulièrement sur la réponse du gouvernement du Canada aux récents feux de forêt incontrôlés ayant touché leur région. Interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu concernant le gouvernement fédéral à ce sujet, un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que ce dernier avait déployé du personnel des Forces armées canadiennes (FAC) et recruté des pompiers à l'étranger pour qu'ils participent à l'intervention. La plupart d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait fait un excellent travail en réponse à cette situation d'urgence, estimant qu'il avait réagi rapidement et de manière décisive pour lutter contre les incendies et venir en aide aux personnes qui avaient dû quitter leur domicile.

Informés des mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse à ces feux de forêt, la plupart des participants considéraient que les mesures prises pour venir en aide aux personnes touchées par ces incendies étaient efficaces et judicieuses. À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral devait faire de plus pour remédier aux feux de forêt, les participants étaient d'avis que davantage de ressources devaient être consacrées à aider les collectivités à élaborer des plans d'intervention d'urgence afin qu'elles soient mieux préparées à ce type de phénomènes à l'avenir. Les participants estimaient également qu'il fallait investir davantage dans des programmes pour pompiers volontaires, et plusieurs d'entre eux ont fait valoir que les collectivités rurales et isolées comptaient beaucoup sur ces programmes pour se protéger contre les feux de forêt incontrôlés.

Tarification du carbone (régions rurales de la Nouvelle-Écosse)

Un groupe, composé de participants résidant dans des collectivités rurales de la Nouvelle-Écosse, a pris part à une discussion sur la récente instauration d'une taxe fédérale sur le carbone dans leur province. Presque tous les participants estimaient que la réduction de la pollution par le carbone devait être une priorité majeure sur laquelle le gouvernement du Canada devait se concentrer. Plusieurs d'entre eux estimaient que la pollution par le carbone était un vecteur important du changement climatique et qu'elle avait largement contribué à ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation du nombre d'événements météorologiques extrêmes au cours des dernières années. Si tous les participants ont déclaré avoir entendu parler de la tarification de la pollution par le carbone au Canada, plusieurs d'entre eux n'étaient pas certains qu'une tarification fédérale du carbone était actuellement en vigueur en Nouvelle-Écosse. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), le nombre de participants ayant déclaré ne pas être au courant de ce programme était plus élevé que le nombre de ceux qui l'étaient. Très peu d'entre eux ont déclaré avoir reçu un PIAC à ce jour.

En prenant connaissance des renseignements qu'ils se sont vu fournir sur l'instauration d'une tarification fédérale du carbone, la quasi-totalité d'entre eux a réagi négativement. Si plusieurs



participants ont rappelé qu'il était important de prendre des mesures pour réduire la pollution par le carbone, aucun d'entre eux n'estimait qu'une tarification du carbone était la bonne mesure à prendre à l'heure actuelle. De nombreux participants ont dit craindre que cette mesure entraîne une augmentation générale du coût de la vie et que les ménages canadiens (qu'on estime déjà en difficulté en raison du haut taux d'inflation) aient plus de mal à joindre les deux bouts. Un certain nombre de participants estimaient que cette mesure aurait un impact démesuré sur les personnes vivant en milieu rural devant parcourir de longues distances dans le cadre de leurs activités quotidiennes et n'étant pas en mesure de réduire leurs émissions, même si elles le souhaitaient.

Après avoir reçu des renseignements complémentaires sur la mise en œuvre de la tarification du carbone en Nouvelle-Écosse à compter du 1er juillet 2023, aucun participant ne pensait que ce système était susceptible d'avoir un impact positif. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis qu'au lieu d'améliorer la vie des Canadiens, la mise en œuvre d'une tarification du carbone aurait pour effet d'augmenter le coût de la vie, à la fois en raison des coûts supplémentaires directement assumés par les consommateurs et de l'augmentation prévisible des coûts encourus par les entreprises pour la fabrication et le transport de marchandises, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Canada. On s'attendait à ce que l'augmentation des coûts de fabrication et de transport se traduise en définitive par une hausse des prix d'un large éventail de biens et de services qui serait reportée sur les consommateurs. On était d'avis qu'au lieu de recourir à une tarification du carbone, le gouvernement fédéral devait plutôt consacrer davantage de ressources pour inciter les Canadiens à installer des dispositifs tels que des panneaux solaires et des thermopompes dans leurs maisons, ce qui les aiderait à réduire les émissions que produit leur ménage.

Emplois et économie (mères au travail de la région de la Montérégie au Québec)

Les participantes d'un groupe composé de mères au travail résidant dans la région de la Montérégie au Québec ont échangé leurs points de vue concernant le marché de l'emploi actuel et le coût de la vie et ont fait part de leurs expériences en tant que parents dans le contexte économique actuel. Interrogées sur leur appréciation du marché de l'emploi canadien actuel, les participantes avaient des avis partagés. Plusieurs d'entre elles avaient l'impression que le marché de l'emploi était assez vigoureux à l'heure actuelle et estimaient que beaucoup d'emplois étaient actuellement offerts dans un grand nombre de secteurs. Quelques-unes d'entre elles étaient d'avis que de nombreux Canadiens, et plus particulièrement des jeunes, ne semblaient pas désireux de travailler pour les salaires actuellement proposés par les employeurs. Un certain nombre d'entre elles ne s'en étonnaient pas et considéraient qu'il incombait aux employeurs d'offrir un salaire décent et des avantages sociaux suffisants aux travailleurs potentiels, ce qui n'était pas le cas pour un grand nombre de postes actuellement à pourvoir.

Sur la question de savoir s'il leur avait été facile ou difficile de trouver un emploi dans un domaine qui les intéressait, les participantes ont fourni des réponses variées. Si certaines d'entre elles avaient trouvé ce processus relativement facile, d'autres avaient été confrontées à des difficultés considérables. Lorsqu'on leur a demandé si leur travail leur avait posé des problèmes spécifiquement liés au fait d'être des mères au travail, plusieurs d'entre elles se sont souvenues avoir été confrontées à des



difficultés avec leur employeur alors qu'elles avaient dû concilier leur travail et la prise en charge de leurs enfants en raison d'une maladie, d'un accident ou d'une autre situation urgente. Lorsqu'on leur a demandé si, à leur avis, le marché de l'emploi canadien se porterait mieux, moins bien ou serait à peu près le même dans cinq ans, plusieurs d'entre elles s'attendaient à ce qu'il se détériore. On était d'avis que l'automatisation et l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle (IA) entraîneraient une diminution du nombre de postes auxquels pourraient prétendre des travailleurs potentiels. Quelques-unes d'entre elles ont en outre dit craindre une pénurie croissante de main-d'œuvre dans les corps de métiers, qui seraient actuellement considérés comme moins populaires auprès des jeunes Canadiens. À la question de savoir si elles pensaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière de création d'emplois de qualité, les participantes estimaient que le gouvernement du Canada pouvait en faire davantage pour améliorer les conditions d'emploi des parents au travail, notamment en instaurant des normes pour s'assurer que les employeurs approuvent et acceptent l'équilibre entre travail et vie privée nécessaire à la plupart des parents.

Concernant l'économie en général, la plupart des participantes personnes interrogées estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour ce qui est de sa gestion d'enjeux relatifs au coût de la vie, de l'inflation et de s'assurer que les Canadiens puissent continuer à joindre les deux bouts. À la question de savoir quels étaient les enjeux économiques qui les préoccupaient le plus en tant que mères au travail, la plupart des participantes ont mentionné l'augmentation générale du coût de la vie, précisant que les prix des produits de première nécessité tels que les produits d'épicerie, l'essence, les vêtements et les fournitures scolaires avaient tous considérablement augmenté ces dernières années. Plusieurs d'entre elles ont déclaré avoir pris des mesures personnelles comme de réduire les dépenses qu'elles consacraient aux loisirs et au divertissement pour elles-mêmes et leurs enfants, le report des vacances familiales, et avoir dû demander l'aide de membres de la famille pour payer des programmes postsecondaires et notamment des programmes sportifs.

À la question de savoir si elles avaient connaissance de politiques, de programmes, de services ou de prestations du gouvernement du Canada visant à venir en aide aux parents, les participantes ont mentionné des initiatives telles que l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la Prestation dentaire canadienne (PDC), ainsi qu'une série d'initiatives récentes censées aider les acheteurs potentiels d'une première propriété. Les participants ont réagi de manière très positive aux renseignements complémentaires sur l'ACE et la PDC qui et se sont montrés particulièrement satisfaits du fait que des prestations comme l'ACE soient indexées au taux d'inflation. En ce qui concerne plus particulièrement la PDC, un certain nombre de participants ne bénéficiant pas d'une prestation ou d'une assurance dentaire par l'intermédiaire de leur employeur prévoyaient que ce programme leur serait extrêmement avantageux. À la question de savoir ce que le gouvernement du Canada pouvait faire de plus pour soutenir les mères au travail, les participants ont recommandé des mesures comme l'augmentation du nombre de jours de congé de maladie auxquels ont droit les parents canadiens, l'octroi de prestations plus élevées et une augmentation du nombre de soutiens destinés aux parents d'enfants atteints de maladies rares ou présentant des problèmes de santé, ainsi qu'une hausse des seuils de revenu afin qu'un plus grand nombre de familles canadiennes puissent bénéficier de ces soutiens.



Sécurité communautaire (diaspora philippine de centres de moyenne taille et de grands centres des Prairies)

Les participants d'un groupe, composé de membres de la diaspora philippine résidant dans les Prairies, ont échangé leurs points de vue sur la sécurité au sein de leurs communautés respectives et sur ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation de la criminalité au cours de ces dernières années. Bon nombre d'entre eux ont déclaré se sentir moins en sécurité au sein de leur collectivité depuis quelque temps, et plusieurs ont signalé qu'au cours des dernières années, les crimes et délits impliquant des agressions violentes, des cambriolages et des activités de gangs ont été plus fréquents. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que le taux d'itinérance avait considérablement augmenté au sein de leur collectivité et ont émis l'hypothèse qu'une grande partie de l'augmentation perçue de la criminalité était due au fait que les personnes en situation d'itinérance (ainsi que celles souffrant de problèmes de santé mentale et de toxicomanie) s'étaient livrées à des activités illégales par désespoir.

À la question de savoir qui est responsable de la lutte contre la criminalité, un certain nombre de personnes estimaient que cette responsabilité incombait avant tout aux administrations municipales. En discutant du rôle que devrait, selon eux, jouer le gouvernement du Canada dans la lutte contre la criminalité, les participants ont mentionné des domaines comme sa supervision de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ainsi que et sa capacité à lutter contre la criminalité financière et la criminalité en ligne qui sévissent dans plusieurs ordres de gouvernement. On était d'avis que la GRC jouait un rôle particulièrement important dans l'application de la loi au sein de collectivités de plus petite taille ne disposant pas d'un corps de police local.

En discutant de ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour lutter contre la criminalité, plusieurs participants estimaient que des ressources plus importantes devaient être allouées pour s'attaquer à ce qu'ils considéraient comme étant les causes profondes du comportement criminel, et notamment pour remédier aux problèmes liés à la santé mentale et à la toxicomanie. On estimait que ces problèmes touchaient une plus grande proportion de Canadiens depuis quelque temps et que des investissements plus importants consacrés au traitement de ces problèmes permettraient probablement d'éviter que de nombreuses personnes n'adoptent des comportements criminels. Quelques participants ont également recommandé que le gouvernement fédéral prenne des mesures en vue d'une réforme plus stricte du cautionnement et d'empêcher les personnes présentant un danger de récidiver lorsqu'elles sont remises en liberté sous caution.

Questions affectant la communauté 2ELGBTQ1+ (membres de la communauté 2ELGBTQ1+ des grands centres du Canada atlantique)

Les participants d'un groupe, composé de personnes s'identifiant comme membres de la communauté 2ELGBTQ1+, ont discuté d'un certain nombre de problèmes rencontrés par la communauté 2ELGBTQ1+, ainsi que des mesures récemment prises par le gouvernement du Canada pour y remédier. Si certains d'entre eux estimaient que dans l'ensemble, le Canada était un lieu de vie inclusif et que des progrès tangibles avaient été réalisés ces dernières années en matière de protection des personnes 2ELGBTQ1+, un plus grand nombre d'entre eux ne savaient pas très bien quoi en penser. Bien que bon nombre de ces participants avaient l'impression que le Canada était plus inclusif

que de nombreux autres gouvernements dans le monde, il était également largement admis que les membres de la communauté 2ELGBTQI+ continuaient d'être victimes de discrimination dans de nombreuses régions du pays et qu'au cours des dernières décennies, les progrès pour remédier à cette situation avaient manqué de cohérence. Plusieurs d'entre eux ont fait état de ce qui, à leurs yeux, constituait une augmentation des comportements ouvertement hostiles à l'égard des communautés 2ELGBTQI+ et de leurs membres au cours des deux ou trois dernières années.

Interrogés sur les mesures à prendre pour promouvoir l'acceptation, le soutien et l'inclusion des personnes 2ELGBTQI+, certains participants ont souligné à quel point il était nécessaire de faire preuve d'une plus grande empathie et de sensibiliser davantage les Canadiens aux difficultés auxquelles ces communautés sont confrontées. On considérait également qu'il fallait davantage s'attacher à fournir un soutien proactif aux initiatives et aux programmes destinés aux communautés 2ELGBTQI+. Nombre d'entre eux estimaient que la désinformation avait contribué à ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation des comportements haineux à l'égard de la communauté 2ELGBTQI+ et estimaient que des stratégies plus exhaustives devaient être mises en place pour faire face à ce problème. De l'avis de tous les participants de ce groupe, la promotion et la protection des droits et libertés des communautés 2ELGBTQI+ constituent une priorité importante à laquelle le gouvernement du Canada devait se consacrer. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie à cet égard, la plupart des participants ont exprimé des opinions incertaines ou mitigées. Si un grand nombre d'entre eux estimaient que les objectifs du gouvernement canadien étaient ceux sur lesquels il fallait se concentrer, de l'avis général, il fallait un plan d'action plus réaliste et définitif pour les atteindre.

En discutant des mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour soutenir les membres de la communauté 2ELGBTQI+, quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il devait davantage s'attacher à instaurer un dialogue permanent et à élargir l'accès aux représentants à tous les échelons du gouvernement pour discuter de ces questions. Certains participants estimaient également que les personnes 2ELGBTQI+ devaient être mieux représentées à tous les paliers gouvernementaux, tandis que d'autres ont souligné qu'il fallait mieux faire connaître et davantage promouvoir ces communautés en dehors du Mois des Fiertés.

Prestations d'invalidité (Nord-du-Québec)

Les participants d'un groupe composé de personnes vivant dans le Nord-du-Québec ont fait part de leurs points de vue concernant les difficultés auxquelles font face les Canadiens vivant avec un handicap et le rôle que doit jouer le gouvernement fédéral pour soutenir ces personnes. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué que certains membres de leur famille ou certains de leurs amis vivaient avec un handicap. Lorsqu'il leur a été demandé de cerner les plus grandes difficultés auxquelles sont confrontées les personnes vivant avec un handicap, plusieurs participants ont mentionné des difficultés liées à l'accessibilité, et certains d'entre eux ont particulièrement mentionné les difficultés rencontrées par ces personnes lorsqu'il s'agit d'accéder à des lieux et des services publics ou d'adapter leur propre logement à leurs besoins. On estimait que ce manque d'accessibilité perçu avait souvent pour effet de marginaliser les personnes handicapées, ce qui rendait plus difficiles toute



participation et toute activité au sein de leur communauté et de la société en général. En discutant du rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada pour remédier à ces problèmes, plusieurs participants ont souligné l'importance de sensibiliser le public aux personnes vivant avec un handicap et de leur assurer une meilleure représentation dans toutes les sphères de la société. Bon nombre d'entre eux se sont dit très favorables à l'idée selon laquelle le gouvernement fédéral devrait envisager d'accorder un revenu de base aux personnes handicapées afin de répondre à leurs besoins immédiats (nourriture, logement, etc.) et de couvrir les autres frais nécessaires à l'amélioration de leur qualité de vie. Après qu'on leur eut informé que le gouvernement du Canada avait adopté une loi visant à créer une nouvelle prestation d'invalidité canadienne, laquelle prévoirait le versement direct d'un paiement mensuel aux Canadiens à faible revenu en âge de travailler et vivant avec un handicap, plusieurs participants ont réagi positivement, estimant que pour ces personnes, cette mesure serait d'un grand secours. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devait poursuivre cette initiative même si cela avait pour effet d'augmenter les taxes, tous ont répondu par l'affirmative. On estimait généralement qu'il existe d'autres moyens de réduire les dépenses publiques et que, pour le gouvernement, cette initiative constituait une dépense rentable. Un certain nombre de participants s'attendaient à ce que ce soutien ait un impact positif en ce qu'il aiderait des personnes qui, dans leur propre vie, vivent actuellement avec un handicap.

Langues officielles (anglophones de centres de taille moyenne et de principaux centres du Québec)

Les participants d'un groupe composé d'anglophones vivant au Québec ont entamé une discussion portant sur les difficultés auxquelles font face les anglophones dans une province majoritairement francophone. À la question de savoir s'ils avaient personnellement été confrontés à des difficultés sur ce plan, plusieurs participants ont évoqué des difficultés à trouver un emploi et avaient l'impression que les employeurs de leur région privilégiaient généralement l'embauche de candidats parlant couramment le français. Un certain nombre d'entre eux ont également déclaré avoir eu des difficultés à accéder à des services en anglais dans des domaines importants tels que les soins de santé, l'éducation et en ce qui a trait au traitement de permis importants, tels que le permis de conduire. Lorsqu'on leur a demandé si ces difficultés avaient affecté leur sentiment d'appartenance à leur communauté ou leur sentiment d'inclusion, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Aucun participant n'a dit avoir bon espoir que la situation des anglophones au Québec s'améliore à l'avenir, et un certain nombre d'entre eux prévoyaient de quitter la province à un moment ou à un autre en raison de ces préoccupations.

Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait en faire plus pour augmenter le nombre de ressources et de mesures de soutien disponibles en vue d'aider les non-francophones du Québec à apprendre le français et à s'imprégner de la culture de la province. À la question de savoir quels droits devraient avoir les communautés minoritaires de langue officielle (telles que les communautés francophones à l'extérieur du Québec et les communautés anglophones du Québec, on estimait qu'il fallait à tout le moins garantir un accès à tous les services publics dans les deux langues officielles. Plusieurs d'entre eux estimaient également qu'il fallait davantage mettre l'accent sur un enseignement bilingue dans l'ensemble du Canada, tant au niveau primaire et secondaire que dans les établissements



d'enseignement postsecondaire. On estimait que le fait d'encourager les jeunes Canadiens à apprendre les deux langues officielles dans le cadre de leur éducation formelle leur offrirait de meilleures possibilités sur le plan professionnel et personnel à l'avenir et contribuerait à une plus grande acceptation des deux langues dans toutes les régions du pays.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer pour garantir l'égalité de statut des anglophones au Québec, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative et tous étaient d'avis que cela devait constituer une priorité majeure à l'avenir. La plupart d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route dans ce domaine, et certains avaient l'impression que si bien des efforts avaient été déployés ces dernières années pour mieux soutenir les francophones vivant hors Québec, beaucoup moins d'attention avait été accordée à l'aide apportée aux anglophones dans la région de la capitale nationale. En discutant des mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour soutenir les communautés anglophones du Québec, les participants estimaient qu'il fallait davantage mettre l'accent sur la promotion du bilinguisme et trouver des moyens de rapprocher les anglophones et les francophones.

Défis communautaires (Nord-du-Québec, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, régions rurales du Québec.

Les participants de trois groupes ont entamé de brèves discussions sur une série de problématiques auxquelles leurs communautés respectives font actuellement face. Interrogés sur les principales difficultés auxquelles leurs collectivités étaient confrontées et qui nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, ces derniers ont fait part de toute une série de préoccupations. Au nombre de ces dernières figuraient l'inflation et le coût de la vie, le manque d'accès à des logements abordables, les enjeux liés à l'augmentation des taux d'immigration au sein des collectivités rurales, les temps d'attente dans les services de santé et la pénurie de personnel, la nécessité d'investir davantage dans l'éducation ainsi que le manque de moyens de transport en commun dans les collectivités rurales.

En discutant des industries et des secteurs les plus essentiels à leurs collectivités et régions respectives, les participants de tous les groupes ont identifié des domaines tels que l'exploitation minière, la sylviculture et les soins de santé comme étant essentiels au bien-être économique de leurs collectivités. Outre ces secteurs, un certain nombre de membres des deux groupes basés au Québec ont indiqué que le tourisme constituait un secteur important de leur économie locale, tandis que la pêche était considérée comme un secteur de premier plan par les personnes résidant en Nouvelle-Écosse. Certains participants basés en Nouvelle-Écosse ont également mentionné l'usine de pneus Michelin située dans le comté de Pictou, en Nouvelle-Écosse, comme étant un employeur clé ainsi qu'un moteur économique pour leurs collectivités.

En discutant des secteurs de leur région qui, selon eux, avaient le plus besoin d'aide du gouvernement fédéral, plusieurs d'entre eux ont mentionné les soins de santé. On estimait que pour de nombreuses personnes (et en particulier celles vivant dans des collectivités rurales) il était difficile d'obtenir des soins de santé en temps opportun, d'obtenir des rendez-vous avec des spécialistes pour des procédures et des soins importants, et à trouver un médecin de famille. Un certain nombre de



participants ont également mentionné l'agriculture, estimant que ce secteur avait fait face à des difficultés ces dernières années en raison des effets du changement climatique et de phénomènes météorologiques extrêmes, et qu'il s'agissait d'un secteur essentiel pour garantir un approvisionnement alimentaire stable et continu dans leur région. On estimait que le gouvernement fédéral devrait mettre en place des mesures plus incitatives pour encourager les jeunes Canadiens à intégrer le secteur de l'agriculture, certains craignant qu'il y ait bientôt une pénurie de main-d'œuvre dans ce domaine à mesure que les agriculteurs plus âgés commenceront à prendre leur retraite.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en juillet et en août 2023

Afin de mieux situer les groupes de discussion dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle de la recherche, nous vous présentons ci-après un bref résumé des mois de juillet et août 2023.

- Du 1er au 7 juillet
 - Le 1er juillet : Le gouvernement du Canada lance la deuxième période de prestations dentaires, qui durera jusqu'en juin 2024.
 - Le 3 juillet : Le gouvernement du Canada annonce que deux navires ont quitté Halifax, en Nouvelle-Écosse, pour participer aux efforts de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Europe de l'Est.
 - Le 4 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 10 millions de dollars en appui à des projets d'infrastructure ferroviaire dans l'est du Québec.
 - Le 4 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un financement pouvant atteindre 15 millions de dollars dans le cadre du programme d'adaptation aux changements climatiques de Ressources naturelles Canada, afin d'aider les régions et les secteurs à s'adapter aux changements climatiques.
 - Le 4 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un financement de près de 13 millions de dollars en soutien aux services de santé mentale au sein de communautés autochtones.
 - Le 5 juillet : Le gouvernement du Canada distribue un remboursement unique pour l'achat de produits alimentaires à environ 11 millions de Canadiens et de familles à revenu faible ou moyen.
 - Le 6 juillet : Le gouvernement du Canada annonce que dans le cadre du système fédéral de tarification du carbone, les Canadiens du Canada atlantique sont désormais en droit de recevoir des paiements au titre de l'Incitatif à agir pour le climat.
 - Le 6 juillet : Le gouvernement du Canada annonce qu'il entend moderniser le dépôt national de matériel de lutte contre les incendies dans le parc national Banff, afin de constituer une réserve centrale de matériel pour Agence Parcs Canada.
 - Le 6 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 20 millions de dollars pour des projets communautaires en Colombie-Britannique (C.-B.) et dans les Prairies afin de lutter contre les méfaits liés aux dépendances et à l'usage de substances.
 - [Groupe de discussion avec la population générale de la région du Grand Toronto \(6 juillet\).](#)
- Du 8 au 14 juillet
 - Le 11 juillet : Les gouvernements du Canada et de l'Alberta investissent plus de 96 millions de dollars pour connecter les collectivités rurales albertaines à Internet haute vitesse.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la communauté 2ELGBTQI+ du Canada atlantique \(11 juillet\).](#)
 - Le 12 juillet : Les gouvernements du Canada et de l'Ontario investissent 54 millions de dollars pour connecter les collectivités mal desservies de l'Ontario à Internet haute vitesse.

- Le 12 juillet : Le gouvernement du Canada annonce que la ville de Calgary recevra jusqu'à 7,7 millions de dollars au titre du Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires (FBCS) dans le cadre de la lutte contre la violence armée et les activités liées aux gangs.
- Le 12 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 450 millions de dollars pour le Fonds vert pour le climat, un mécanisme de financement de l'Accord de Paris.
- [Groupe de discussion avec la population générale du Nord-du-Québec \(13 juillet\).](#)
- Du 15 au 21 juillet
 - Le 15 juillet : Le gouvernement du Canada annonce une nouvelle voie vers la résidence permanente pour les réfugiés ukrainiens.
 - Le 16 juillet : Le gouvernement du Canada annonce qu'il a approuvé la demande d'aide fédérale du gouvernement de la Colombie-Britannique pour soutenir ses efforts en matière de lutte contre les feux de forêt dans la province.
 - Le 17 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 2,4 millions de dollars au titre du Programme juridique de partenariats et d'innovation, afin de soutenir les victimes et les survivants de violence causée par un partenaire intime.
 - Le 17 juillet : Le gouvernement du Canada investit 5,3 millions de dollars dans le volet de financement capacité communautaire et innovation (CCI) de Vers un chez-soi : La stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance, en appui à la réduction et à la prévention de l'itinérance.
 - Le 18 juillet : Les gouvernements du Canada et du Manitoba annoncent un investissement conjoint d'un million de dollars pour soutenir la formation professionnelle et le développement des ressources au sein de l'industrie agricole manitobaine.
 - [Groupe de discussion avec la population générale du nord de l'Alberta \(18 juillet\).](#)
 - Le 20 juillet : Le gouvernement du Canada annonce des sanctions supplémentaires contre de nombreuses personnes et entités russes en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.
 - Le 20 juillet : Les gouvernements du Canada et du Manitoba annoncent un financement conjoint de 180 millions de dollars pour accroître le nombre de places en garderie dans les écoles publiques et établissements d'enseignement postsecondaire de l'ensemble de la province.
 - Le 21 juillet : Les gouvernements du Canada et de la Nouvelle-Écosse, ainsi que la ville et le comté d'Antigonish, en Nouvelle-Écosse, investissent plus de 5,9 millions de dollars pour améliorer des infrastructures d'approvisionnement en eau potable.
- Du 22 au 31 juillet
 - Le 24 juillet : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'un financement de plus de 117 millions de dollars au Centre de toxicomanie et de santé mentale (CTSM) pour la mise en place d'une ligne téléphonique à trois chiffres (9-8-8) : La Ligne d'aide téléphonique en cas de crise suicidaire pour la prévention du suicide et la détresse émotionnelle.
 - Le 24 juillet : Le gouvernement du Canada annonce qu'il entame le processus de mobilisation en vue d'élaborer des règlements relatifs à la Prestation d'invalidité du Canada.

- Le 25 juillet : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de plus de 44 millions de dollars pour la prévention de la violence fondée sur le sexe et l'élaboration de solutions communautaires au Manitoba et en Saskatchewan.
- Le 25 juillet : Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba investissent près de 6,4 millions de dollars dans la recherche agricole et dans un nouveau centre de formation à l'Université du Manitoba.
- [Groupe de discussion avec des anglophones du Québec \(25 juillet\)](#)
- Le 26 juillet : Le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario investissent 22 millions de dollars pour connecter les collectivités mal desservies de l'Ontario à Internet haute vitesse.
- Le 26 juillet : Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique annoncent un investissement de plus de 395,5 millions de dollars pour soutenir l'électrification des transports en commun dans la province.
- Le 27 juillet : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 20,8 millions de dollars par l'intermédiaire de Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) pour aider les entreprises de Burnaby (C.-B.) à accroître leurs activités et à augmenter la création d'emplois dans cette ville.
- [Groupe de discussion avec des acheteurs d'une première propriété du Secteur intérieur de la C.-B. \(27 juillet\)](#).
- Le 28 juillet : Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'un financement de près de 1,7 million de dollars à cinq organisations soutenant les femmes autochtones et la communauté 2ELGBTQIA+ pour lutter contre la violence fondée sur le sexe.
- Le 31 juillet : Le gouvernement du Canada investit 37 343 \$ par l'entremise de l'Agence fédérale de développement économique pour le nord de l'Ontario (FedNor), dans le but d'agrandir le Carrefour francophone de Sudbury et soutenir l'immigration francophone en Ontario.
- Du 1er au 7 août
 - Le 1er août. Le gouvernement du Canada annonce de nouvelles voies vers la résidence permanente par l'intermédiaire du système Entrée express pour les nouveaux arrivants ayant une expérience de travail particulière ou des compétences linguistiques en français, afin de remédier aux pénuries de main-d'œuvre.
 - Le 2 août. Les gouvernements du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) annoncent un financement de 9,6 millions de dollars pour des programmes de lutte contre la violence fondée sur le sexe, dans le cadre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe.
 - Le 3 août. Le gouvernement du Canada annonce un financement de 700 000 \$ pour soutenir une ligne téléphonique d'urgence contre la violence fondée sur le sexe à Terre-Neuve-et-Labrador.
 - Le 4 août. Le gouvernement du Canada relance le processus d'inscription au programme Agri-stabilité pour aider les agriculteurs et les éleveurs albertains touchés par les feux de forêt.



- Du 8 au 14 août
 - Groupe de discussion avec la population générale de régions rurales de la Nouvelle-Écosse.
 - Groupe de discussion avec des locataires et des personnes à la recherche d'un logement à louer à Vancouver (C.-B.). (9 août).
 - Le 9 août. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 125 000 \$ pour aider la ville de Quinte West, en Ontario, à effectuer la transition de ses véhicules de transport en commun vers un parc entièrement composé de véhicules à zéro émission.
 - Le 9 août. Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 237 000 \$ pour aider à réduire les méfaits liés à la consommation d'alcool et de drogues à Sudbury, en Ontario.
 - Le 11 août. Le gouvernement du Canada annonce un financement de 400 000 \$ au titre du Fonds de formation du programme « Combattre et gérer les feux de forêt dans un climat en changement » pour appuyer la formation de pompiers supplémentaires et mieux comprendre les contraintes et les besoins dans ce domaine.
 - Le 13 août. Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 1,1 million de dollars pour soutenir cinq organismes sans but lucratif desservant principalement la communauté 2ELGBTQI+.
 - Le 14 août. Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 2,7 millions de dollars pour renforcer l'industrie du tourisme à Terre-Neuve-et-Labrador.
- Du 15 au 21 août
 - Le 15 août. Les gouvernements du Canada et de Terre-Neuve-et-Labrador annoncent un investissement supplémentaire de 10,3 millions de dollars pour permettre à plus de 1 000 foyers autochtones des régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador d'avoir accès à Internet haute vitesse.
 - Le 15 août. Le gouvernement du Canada annonce une contribution remboursable de 3,2 millions de dollars pour soutenir la maison Russet en Montérégie, au Québec.
 - Le 15 août. Le gouvernement du Canada fournit du personnel, des ressources et des fonds pour lutter contre les feux de forêt dans les Territoires du Nord-Ouest.
 - Groupe de discussion avec la population générale en Ontario (15 août).
 - Le 17 août. Le gouvernement du Canada investit 644 millions de dollars dans la construction d'une nouvelle usine qui produira les matériaux nécessaires aux batteries de véhicules électriques à Bécancour, au Québec.
 - Groupe de discussion avec des mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la région de la Montérégie au Québec (17 août).
 - Le 18 août. Le gouvernement du Canada annonce des sanctions contre des fonctionnaires et des entités du système judiciaire russe en réponse aux violations des droits de la personne et à la violence commanditée par l'État.
 - Le 21 août. Le gouvernement du Canada annonce une liste de régions dans lesquelles la disposition de report de l'impôt pour les éleveurs sera autorisée afin d'aider les collectivités de l'Ouest canadien aux prises avec la sécheresse.
- Du 22 au 31 août

- Le 22 août. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 4,8 millions de dollars pour soutenir la conservation de la biodiversité dans le sud de l'Ontario.
- Le 22 août. Le gouvernement du Canada a annoncé un financement de plus de 1,8 million de dollars pour lutter contre les méfaits de la dépendance et de l'usage de substances à Guelph, en Ontario.
- [Groupe de discussion avec les membres de la diaspora philippine des Prairies \(22 août\).](#)
- [Groupe de discussion avec la population générale de régions rurales du Québec \(23 août\).](#)
- Le 24 août. Le gouvernement du Canada annonce son plan de négociation entre les organismes de presse et les grandes plateformes en ligne après l'adoption de la *Loi sur les nouvelles en ligne* (projet de loi C-18).
- Le 24 août. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 8,3 millions de dollars pour améliorer la prestation des soins de santé aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre.
- Le 28 août. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario annoncent un financement de 219 millions de dollars pour permettre à plus de 66 000 foyers du sud de l'Ontario d'avoir accès à Internet haute vitesse.
- Le 30 août. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 4 millions de dollars pour soutenir l'industrie automobile des véhicules électriques (VE) dans le sud de l'Ontario.
- 30 août.
- Le 30 août. Le gouvernement du Canada a annoncé un investissement de 6 millions de dollars, par l'entremise de FedNor, dans le cadre de 13 initiatives dans le nord de l'Ontario.
- Le 30 août. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 29,4 millions de dollars, au titre du Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro de Ressources naturelles Canada, pour la livraison et l'installation de plus de 1 500 bornes de recharge pour VE au Québec.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion portant sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une série d'annonces et d'initiatives diverses ont été mentionnées, notamment :

- La réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt de grande ampleur qui ont sévi dans plusieurs régions du pays, notamment en Colombie-Britannique, en Alberta, au Québec et en Nouvelle-Écosse. Bon nombre de participants avaient suivi la situation de près et se souvenaient d'avoir entendu dire que le gouvernement fédéral s'était efforcé d'apporter un soutien financier et des fournitures essentielles aux collectivités et aux personnes touchées par les feux de forêt. Les participants se sont également souvenus d'avoir entendu dire que le personnel des Forces armées canadiennes (FAC) avait été déployé pour participer à l'intervention, et que des pompiers du monde entier étaient venus au Canada pour soutenir l'effort de lutte contre ces incendies;
- La décision de la Banque du Canada d'augmenter le taux d'intérêt directeur de 25 points de base le 12 juillet 2023. Plusieurs participants ont exprimé leur inquiétude de voir cette hausse augmenter le coût de la vie pour de nombreux ménages canadiens qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts;
- L'octroi d'un remboursement unique des frais d'épicerie (dans le cadre du crédit trimestriel pour la taxe sur les produits et services/taxe sur les services harmonisés [TPS/TVH]) aux Canadiens admissibles à faible revenu afin de les aider à faire face à l'augmentation du coût des produits d'épicerie ces dernières années. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le seuil de revenu pour cette initiative était trop bas et que le remboursement aurait dû être accessible à un plus grand nombre de Canadiens;
- L'adoption du projet de loi C-18 (la *Loi sur les nouvelles en ligne*) et la réponse subséquente de Meta et Google selon laquelle les plateformes retireraient et bloqueraient le contenu des nouvelles pour les Canadiens sur leurs plateformes. Plusieurs d'entre eux ont indiqué avoir suivi cette question de près, quelques-uns s'inquiétant de ne plus pouvoir accéder aux actualités canadiennes sur certains sites Web et plateformes de médias sociaux;
- L'octroi d'un financement fédéral de 1,5 million de dollars à Fierté Canada Pride pour soutenir les festivals de la Fierté à travers le Canada et protéger ces événements contre les comportements haineux et discriminatoires. Les participants du groupe composé de membres de la communauté 2ELGBTQI+ étaient particulièrement au courant de cette mesure;
- La mise en place d'une tarification fédérale du carbone à partir du 1er juillet 2023 au Canada atlantique. Plusieurs participants résidant dans les provinces maritimes ont fait remarquer que cette initiative augmenterait encore davantage leurs factures d'énergie et de carburant et rendrait le coût de la vie encore plus inabordable à l'avenir;

- L'investissement de 10,3 millions de dollars supplémentaires par le gouvernement du Canada, au titre du Fonds pour la large bande universelle, afin d'offrir un accès Internet à haute vitesse à plus de 1 000 foyers autochtones de Terre-Neuve-et-Labrador.

Les participants ont en outre évoqué les mesures et initiatives suivantes du gouvernement du Canada sur la scène internationale :

- La participation du premier ministre et d'autres fonctionnaires fédéraux au sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui s'est tenu à Vilnius, en Lituanie, les 11 et 12 juillet 2023;
- L'apport continu d'une aide financière et militaire à l'Ukraine, ainsi que des initiatives visant à fournir un foyer temporaire sûr aux Ukrainiens déplacés par le conflit. Bien que la plupart des participants se soient montrés en faveur de ces mesures fédérales, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait consacrer davantage d'attention et de ressources à l'aide apportée aux Canadiens vivant au Canada plutôt qu'à des objectifs internationaux.

Humeur/sentiment du public (mères au travail de la région de la Montérégie [Québec], diaspora philippine de centre de moyenne taille et de grands centres des Prairies)

Deux groupes de participants ont été invités à répondre à quelques questions complémentaires concernant leurs attentes et leurs préoccupations en ce qui a trait à leur vie au Canada dans les années à venir. À la question de savoir ce qui, le cas échéant, les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, les participants ont fourni un éventail de réponses. Plusieurs participants du groupe composé de membres de la diaspora philippine ont exprimé des avis positifs sur ce qu'ils considéraient comme étant des taux d'immigration en hausse au Canada. Ces derniers estimaient que l'arrivée d'un plus grand nombre de travailleurs qualifiés en provenance de l'étranger serait bénéfique pour l'économie du pays et contribuerait à remédier aux pénuries de main-d'œuvre perçues dans des secteurs clés comme ceux des soins de santé et de l'éducation. Quelques-uns d'entre eux, qui étaient eux-mêmes des immigrants, ont exprimé l'opinion selon laquelle les possibilités économiques et sociales offertes aux personnes vivant au Canada étaient en général bien plus nombreuses que dans d'autres régions du monde. Dans le même ordre d'idées, plusieurs participantes du groupe composé de mères au travail de la région de la Montérégie, au Québec, ont fait part de leur optimisme quant à la possibilité pour leurs enfants de grandir dans un pays qui accorde la priorité à la diversité et à la promotion des droits de l'homme et des libertés. Quelques-unes d'entre elles ont plus particulièrement mentionné ce qu'elles considéraient comme étant la protection par le gouvernement du Canada des droits reproductifs des femmes et son engagement à défendre ses citoyens contre la violence et la discrimination fondées sur le sexe. Un certain nombre de participantes des deux groupes ont également mentionné les divers soutiens et prestations offerts aux Canadiens, notamment les soins de

santé universels, les programmes de retraite comme le régime enregistré d'épargne-retraite (REER), et les prestations de maternité et parentales offertes aux familles canadiennes.

Au sujet de leurs préoccupations concernant la vie au Canada à l'avenir, plusieurs d'entre elles ont relevé des difficultés liées au coût de la vie et se demandaient s'il leur serait financièrement possible, à eux et aux générations futures, de continuer de vivre au Canada. Un certain nombre d'entre elles se sont montrées particulièrement préoccupées par le marché du logement et doutaient que leurs enfants puissent faire l'achat d'une propriété. Certains participants se sont dit préoccupés concernant la retraite et ne savaient pas s'ils pourraient un jour se permettre d'arrêter de travailler, surtout dans le cas où le coût de la vie demeurerait élevé pendant une période prolongée. Un certain nombre de participants des deux groupes se sont dit préoccupés par l'impact croissant d'Internet et des médias sociaux sur les générations futures. Ces derniers estimaient que de nombreux jeunes Canadiens devenaient de plus en plus dépendants des plateformes et des contenus numériques et qu'ils étaient de ce fait exposés à un plus grand nombre de propos extrémistes et haineux en ligne.

Sources d'informations (membres de la diaspora philippine de centres de taille moyenne et de grands centres des Prairies)

Les participants formant le groupe composé de membres de la diaspora philippine résidant dans les Prairies ont brièvement discuté des sources d'information qu'ils privilégient pour se tenir au courant de l'actualité. Plusieurs ont déclaré suivre régulièrement les nouvelles d'actualité sur des chaînes de télévision telles que Radio-Canada, CTV et Global News, et se servir de plateformes de médias sociaux comme Facebook, Reddit et LinkedIn. Quelques-uns d'entre eux ont également indiqué qu'ils lisaient les journaux locaux et qu'ils recevaient des nouvelles d'actualité de bouche à oreille de la part de leurs amis, de leur famille et de leurs collègues. Lorsqu'il leur a été demandé dans quelle langue ils recevaient leurs informations, la plupart d'entre eux ont indiqué qu'ils étaient essentiellement des consommateurs d'informations en anglais. Un plus petit nombre d'entre eux ont également déclaré lire et regarder occasionnellement des nouvelles produites dans d'autres langues, notamment en tagalog, en espagnol et en français. La plupart d'entre eux se fiaient à des sources d'information basées au Canada, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux se tournaient vers des médias basés aux Philippines et dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est. À la question de savoir où ils seraient susceptibles de chercher des nouvelles liées au gouvernement fédéral, la plupart ont cité des sources d'information canadiennes telles que Radio-Canada et Global News, ainsi que les sites Web officiels du gouvernement du Canada.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur divers enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada faisait bonne figure, ainsi que ceux dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Les participants ont exprimé les divers points de vue suivants sur un certain nombre d'enjeux :

- Sur l'inflation et le coût de la vie — bon nombre de participants estimaient que l'inflation et le coût de la vie figuraient parmi les principaux problèmes auxquels font actuellement face les Canadiens. On était d'avis que de nombreux ménages à revenus faibles ou moyens avaient du mal à faire face à l'augmentation du coût des produits de première nécessité, notamment des produits alimentaires et de l'essence, ainsi qu'à l'augmentation des mensualités de leur prêt hypothécaire. Quelques participants se sont montrés plus positifs, estimant que, s'il restait des difficultés à surmonter en lien avec le coût de la vie jugé élevé à l'heure actuelle, le gouvernement du Canada avait fait des progrès dans ses efforts pour réduire l'inflation et avait surpassé bon nombre de ses homologues mondiaux à cet égard;
- Sur l'immigration — plusieurs d'entre eux ont exprimé des opinions positives sur ce qu'ils considéraient comme étant l'engagement du gouvernement fédéral en matière d'immigration et sur le fait d'avoir augmenté le nombre de nouveaux immigrants arrivant au Canada au cours des dernières années. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le Canada était très accueillant à l'égard des immigrants et qu'il existait plusieurs mesures de soutien à leur disposition, dont des cours de langue, pour les aider à s'acclimater à leur communauté. Bien que toujours favorables à l'immigration, plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés du fait que le gouvernement du Canada accepte de recevoir plus de nouveaux arrivants au pays qu'il n'est possible d'en accueillir à l'heure actuelle. Ces participants estimaient que l'augmentation du taux d'immigration avait été plus rapide que la capacité des collectivités à construire les infrastructures supplémentaires nécessaires (notamment des écoles, des hôpitaux et des réseaux de transport public) pour faire face à l'augmentation de la population.
- Sur les soins de santé — de nombreux participants estimaient qu'il fallait en faire plus en matière de soins de santé, notamment en ce qui concerne les temps d'attente pour obtenir des soins d'urgence et ceux des cliniques sans rendez-vous, les difficultés rencontrées par les Canadiens pour trouver un médecin de famille et les pénuries généralisées de médecins et d'infirmières dans de nombreuses collectivités. Plusieurs d'entre eux estimaient également qu'il fallait investir davantage dans les soutiens aux personnes aux prises avec des problèmes de dépendance ou de santé mentale. D'autres ont exprimé un avis plus positif, estimant que

même si les problèmes liés aux temps d'attente et à la pénurie de travailleurs de la santé s'étaient aggravés dernièrement, le système de soins de santé était resté abordable et accessible pour la plupart des Canadiens;

- Sur le changement climatique et l'environnement — bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral s'était activement attaché à atténuer les effets du changement climatique et qu'il s'était efforcé de mettre en œuvre de nombreuses initiatives dans ce domaine. Un certain nombre d'entre eux se sont toutefois dit préoccupés par le fait que les mesures à cet égard n'étaient pas prises de façon assez urgente et que les récents phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les feux de forêt et les inondations observées dans de nombreuses régions du pays, avaient clairement mis en évidence la nécessité d'en faire plus pour lutter contre le changement climatique à l'avenir.

Les participants ont également recensé un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait jusqu'ici été satisfaisante, notamment en matière de :

- Soutien aux Canadiens — un certain nombre de participants estimaient que la performance du gouvernement fédéral avait été satisfaisante en ce qui concerne les nombreux avantages et soutiens qu'il offrait aux Canadiens. Les participants ont cité des programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la Prestation dentaire canadienne (PDC), l'assurance-emploi (AE) et la Prestation canadienne d'urgence (PCU) comme étant des initiatives dont ils bénéficiaient actuellement ou dont ils avaient précédemment bénéficié. Les participants considéraient que le processus de demande et de perception de ces prestations était généralement assez simple et rapide, ce qui permettait aux Canadiens de recevoir de l'aide en temps voulu;
- Diversité — plusieurs participants estimaient que le gouvernement du Canada avait fait de l'excellent travail pour protéger et promouvoir la diversité de sa population multiculturelle. De l'avis général, le gouvernement fédéral avait travaillé d'arrache-pied pour renforcer la protection de groupes particuliers, notamment de femmes, de minorités visibles, de peuples autochtones et de membres de la communauté 2ELGBTQI+ contre les propos et les comportements haineux. Un certain nombre de participants du groupe composé de Canadiens membres de la communauté 2ELGBTQI+ ont exprimé leur satisfaction quant aux aides financières accordées par le gouvernement fédéral pour soutenir la programmation au sein de leurs communautés (notamment les manifestations des Fiertés), quelques-uns d'entre eux ayant d'ailleurs eux-mêmes bénéficié de ces aides;
- Aide internationale — les participants ont également estimé que le gouvernement du Canada avait bien agi en fournissant une aide militaire et financière à l'Ukraine, et en intervenant lors de crises humanitaires, notamment lors des tremblements de terre de grande ampleur qui ont secoué la Turquie et la Syrie en février 2023. De l'avis général, le Canada jouit d'une solide réputation sur la scène internationale et est généralement bien perçu dans le monde entier.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer, et notamment en matière de :

- Logement : Un grand nombre de participants ont cité le logement comme autre domaine auquel le gouvernement fédéral doit accorder une plus grande priorité. On estimait qu'il était devenu de plus en plus difficile de trouver un logement sûr et abordable dans de nombreuses communautés canadiennes, et que les coûts élevés du logement avaient eu des conséquences négatives pour les locataires ainsi que pour les éventuels acheteurs d'une propriété. Plusieurs participants se sont dit préoccupés par leur propre situation en matière de logement, dont un certain nombre avaient vu leurs paiements hypothécaires augmenter de manière substantielle au cours de la dernière année. Quelques-uns d'entre eux avaient également l'impression que le taux d'itinérance avait considérablement augmenté au sein de leurs collectivités au cours des dernières années;
- Accès aux nouvelles d'actualités — quelques participants se sont dit préoccupés par les ramifications que pourrait avoir la mise en œuvre du projet de loi C-18 (*Loi sur les nouvelles en ligne*), et notamment par les annonces faites ultérieurement par Meta et Google selon lesquelles les contenus d'actualités destinés aux Canadiens recourant à leurs plateformes seraient interdits. On estimait que cela compliquerait la tâche de ceux qui se fient aux médias sociaux pour se tenir au courant de l'actualité. Un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait prendre des mesures pour rétablir l'accès aux nouvelles d'actualité sur ces plateformes.
- Réconciliation — un certain nombre de personnes estimaient que le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande priorité à la réconciliation avec les peuples autochtones. Les participants étaient d'avis que des mesures plus importantes devaient être prises pour garantir que toutes les populations autochtones aient accès à de l'eau potable et aux mêmes services fédéraux que tous les autres Canadiens. On estimait également qu'il fallait en faire plus pour enquêter sur le cas des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées (FFADA).

Lorsqu'il leur a été demandé de cerner les principaux enjeux auxquels, selon eux, le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, beaucoup ont réitéré la nécessité de se concentrer sur des domaines comme l'inflation et le coût de la vie, le logement, les soins de santé, l'immigration (y compris la construction des infrastructures nécessaires pour faire face à un afflux migratoire), ainsi que le changement climatique. Un certain nombre de participants estimaient également qu'il fallait mettre davantage l'accent sur l'aide apportée aux groupes vulnérables comme ceux des personnes âgées, des personnes vivant avec un handicap et des personnes souffrant de problèmes liés à la santé mentale et à la dépendance. Certains d'entre eux considéraient que le gouvernement fédéral devait s'efforcer d'augmenter les quantités de biens et de produits fabriqués au Canada et utiliser une plus grande partie des réserves de pétrole et de gaz du pays afin de devenir plus autonome sur le plan énergétique. On estimait qu'en prenant ces mesures, les Canadiens seraient à l'avenir moins vulnérables aux perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et dans le secteur de l'énergie à l'échelle mondiale.

Les participants résidant dans le nord de l'Alberta et dans la région de la Montérégie au Québec ont fourni des avis mitigés à la question de savoir si leur opinion sur le gouvernement du Canada avait changé au fil du temps. Si la plupart des participants de la Montérégie ont déclaré que leur opinion du gouvernement fédéral s'était détériorée ces derniers temps, un grand nombre de participants du nord de l'Alberta ont indiqué que leur opinion était pour l'essentiel restée la même. Parmi ceux dont l'opinion était plus négative, on estimait qu'avec l'augmentation du taux d'inflation et du coût de la vie, il était devenu plus difficile de voir le gouvernement du Canada d'un œil positif. Ceux dont l'opinion était pratiquement demeurée la même estimaient que le gouvernement fédéral avait été relativement constant quant aux mesures prises pour remédier aux problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens et qu'il n'avait rien fait (de positif ou de négatif) qui ait significativement modifié la perception qu'ils avaient de lui. Parmi le petit nombre de participants dont l'opinion sur le gouvernement du Canada était devenue plus positive, on estimait que ce dernier avait pris des mesures dans plusieurs domaines pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie et que les perspectives économiques commençaient à s'améliorer graduellement.

Coût de la vie (région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de grands centres du Canada atlantique, acheteurs d'une première propriété du Secteur de l'intérieur de la C.-B.)

Trois groupes de participants ont entamé des discussions approfondies portant sur le coût de la vie. Tous les participants étaient d'avis que le coût de la vie avait augmenté au cours des dernières années et qu'il devait figurer parmi les priorités absolues du gouvernement du Canada. Plusieurs participants avaient l'impression qu'il était devenu de plus en plus difficile pour de nombreux ménages canadiens de joindre les deux bouts. La quasi-totalité d'entre eux a déclaré avoir changé leurs habitudes de consommation au cours de la dernière année en réaction au taux élevé d'inflation. En décrivant les mesures précises qu'ils avaient prises, bon nombre de participants ont indiqué être désormais beaucoup plus enclins qu'auparavant à acheter des produits et des produits d'épicerie sans nom et à se tenir à l'affût de bonnes affaires et de coupons de réduction. Plusieurs d'entre eux ont affirmé avoir limité leurs activités, notamment les sorties au restaurant, les concerts et autres événements, tandis qu'un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir pris des mesures comme le report de leurs vacances prévues, le report d'événements déterminants dans la vie, comme le mariage, ou la décision de ne pas acheter de propriété pour le moment. Un certain nombre de participants qui étaient propriétaires ont mentionné que l'augmentation significative de leurs paiements hypothécaires au cours de la dernière année les avait poussés à réduire drastiquement leurs dépenses dans plusieurs autres sphères de leur vie. Quelques-uns d'entre eux avaient récemment emménagé chez des proches ou loué de l'espace dans leur maison afin de réduire les dépenses mensuelles de leur ménage.

En discutant des causes de l'augmentation du coût de la vie, bon nombre de participants estimaient que cette dernière était le résultat des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et de l'augmentation des coûts du carburant et de transport que l'on croyait associées à la pandémie de



COVID-19 et à des événements mondiaux tels que le conflit en cours en Ukraine. Plusieurs d'entre eux estimaient que la hausse du taux d'immigration enregistrée ces dernières années au Canada avait contribué à l'augmentation du coût de la vie, et que cette hausse avait accentué la demande dans des secteurs comme celui du logement, dont les coûts étaient déjà considérés comme assez élevés. Toujours dans le domaine du logement, quelques participants estimaient que les récentes décisions de la Banque du Canada d'augmenter les taux d'intérêt avaient rendu le coût de la vie encore plus inabordable pour de nombreux propriétaires canadiens.

À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre l'inflation et la hausse du coût de la vie, plusieurs ont mentionné l'octroi d'un remboursement unique des frais d'épicerie, qui a récemment été accordé à certains Canadiens à faible revenu dans le cadre d'une augmentation de leur crédit trimestriel pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/TVH). Quelques-uns d'entre eux ont également mentionné des initiatives telles que la création d'un compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) non imposable pour les acheteurs potentiels d'une première propriété, ainsi que les récentes augmentations des paiements du Régime de pensions du Canada (RPC) et de la Sécurité de la vieillesse (SV). Presque tous les participants prévoyaient qu'en l'absence de mesures significatives de la part du gouvernement fédéral, le coût de la vie continuerait de se dégrader au cours de la prochaine année. Un plus petit nombre d'entre eux étaient un peu plus optimistes et estimaient que même si les prix ne diminuaient pas à court terme, il était peu probable qu'ils continuent à augmenter au même rythme que ces dernières années et que le taux d'inflation finirait par redescendre à un niveau plus équilibré et plus modeste.

Canadiens d'origine philippine (Membres de la diaspora philippine de centre de moyenne taille et de grands centres des Prairies).

L'un des groupes, composé de membres de la diaspora philippine a entamé une discussion portant sur la communauté philippine au Canada. Interrogés sur les principaux enjeux auxquels sont confrontés les Philippines et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder une plus grande priorité, plusieurs participants ont mentionné l'immigration ainsi que la nécessité de fournir un plus grand nombre de ressources (cours de langue, sensibilisation au système financier canadien et mesures de soutien en matière de culture) aux personnes nouvellement arrivées au Canada. Concernant plus particulièrement la procédure d'immigration, bon nombre d'entre eux estimaient que des efforts devaient être consentis pour accélérer le temps de traitement des demandes ainsi que pour rationaliser la procédure de reconnaissance des diplômes étrangers pour les personnes ayant effectué leurs études à l'extérieur du Canada. Sur ce dernier point, un grand nombre de participants estimaient que l'obtention d'un permis de travail au Canada dans son domaine d'expertise pouvait constituer un processus chronophage et coûteux, et que de nombreux nouveaux immigrants devaient souvent se trouver un emploi temporaire pendant la durée du processus ou accepter un poste moins bien rémunéré lorsque leurs qualifications n'étaient pas transférables. En supposant qu'il s'agissait d'une responsabilité fédérale, on était d'avis qu'en prenant des mesures pour rationaliser ce processus, le gouvernement du Canada parviendrait davantage à remédier à ce qui était perçu comme des pénuries de travailleurs de



longue date dans des domaines aussi essentiels que ceux des soins de santé, de la garde d'enfants et de l'éducation et dans lesquels on estimait que les Philippins qualifiés pourraient avoir un impact positif immédiat. Un petit nombre d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que s'il était important de veiller à ce que les nouveaux immigrants puissent travailler dans leur domaine d'expertise, il était également nécessaire de maintenir des normes élevées en ce qui concerne les diplômes et la formation requis pour travailler au Canada.

À la question de savoir s'ils considéraient que le gouvernement du Canada était attentif aux enjeux considérés importants par la communauté philippine et qu'il les comprenait, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, le gouvernement fédéral accorde une haute priorité à la protection et à la célébration de la diversité dans l'ensemble du Canada et les Philippins disposent d'un large éventail de ressources culturelles dans de nombreuses régions du pays. Quelques participants avaient un point de vue un peu plus nuancé, estimant que si les mesures de soutien destinées aux Philippins étaient généralement très présentes dans les grands centres urbains, elles l'étaient généralement moins au sein de collectivités plus rurales. Sans y avoir préalablement été invités, un plus petit nombre d'entre eux ont spontanément exprimé l'opinion selon laquelle il fallait en faire plus pour accroître les relations entre le Canada et les Philippines. Les Philippines étaient considérées comme un allié important du Canada en Asie du Sud-Est et des efforts devraient être déployés pour renforcer les liens entre les deux pays à l'avenir.

Entente sur les tiers pays sûrs (régions rurales du Québec)

Les participants résidant dans des régions rurales du Québec ont brièvement discuté de la frontière canado-américaine et notamment de l'élargissement récent de l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis (É.-U.). À la question de savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu parler de demandeurs d'asile entrant au Québec par le chemin Roxham, un grand nombre de participants ont déclaré être au courant de cette situation. Si quelques-uns d'entre eux croyaient que des mesures avaient récemment été prises pour empêcher ces traversées, aucun ne se souvenait de détails précis à ce sujet. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler de l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

En vertu de l'Entente sur les tiers pays sûrs, les demandeurs d'asile sont tenus de présenter leur demande dans le premier pays sûr où ils arrivent, à moins d'être visés par une exception prévue par l'Entente. Cette disposition s'appliquait auparavant aux personnes entrant au Canada par un poste frontalier terrestre officiel de la frontière canado-américaine. Les personnes qui entraient au Canada sans passer par un poste frontalier officiel (par exemple, par le chemin Roxham) pouvaient présenter une demande d'asile (en tant que réfugié).

En mars, le Canada et les États-Unis annonçaient un élargissement de l'Entente sur les tiers pays sûrs à l'ensemble de la frontière terrestre, incluant les voies navigables intérieures. En vertu de cet accord, toute personne franchissant la frontière par le chemin Roxham pour déposer une demande d'asile et ne répondant pas à l'une des exceptions prévues par l'Entente sera renvoyée aux États-Unis.

Les participants ont pour la plupart réagi positivement à cette information. Un certain nombre d'entre eux approuvaient cette mesure et estimaient qu'elle contribuerait à rendre le système d'immigration plus équitable, car ils considéraient que bon nombre de ces demandeurs d'asile s'étaient fait passer avant ceux qui demandaient la résidence permanente au Canada par le biais d'autres voies d'immigration. Quelques-uns d'entre eux s'inquiétaient toutefois des conséquences inattendues d'une telle mesure et craignaient que les demandeurs d'asile au Canada ne tentent d'entrer dans le pays par des moyens de plus en plus désespérés et dangereux à l'avenir.

Médias d'information (région du Grand Toronto, Nord-du-Québec, anglophones de centres de moyenne taille et de grands centres du Québec, centres de moyenne taille de l'Ontario)

Quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur l'industrie de l'information au Canada. Lorsqu'on leur a demandé combien de temps ils passaient généralement à lire, regarder ou écouter les nouvelles d'actualité, les participants ont fourni un éventail de réponses. Si la plupart d'entre eux ont déclaré écouter les nouvelles pendant environ 30 minutes à 1 heure par jour, certains ont déclaré les écouter beaucoup moins (10 à 15 minutes par jour), tandis que d'autres ont indiqué suivre les actualités tout au long de la journée. Un petit nombre de participants ont indiqué que, s'ils suivaient assidûment les nouvelles auparavant, ils s'étaient sentis saturés par le caractère des nouvelles diffusées pendant la pandémie de COVID-19 qu'ils considéraient comme négatives et ils n'y prêtaient désormais plus autant d'attention qu'avant. En précisant leurs principales sources d'information, les participants ont surtout déclaré recourir à la télévision, aux sites Web d'information et aux plateformes de médias sociaux pour se tenir au courant de l'actualité. Les participants ont plus particulièrement mentionné des organes d'information comme Radio-Canada, Global News, CP24, CNN et la BBC comme étant leurs sources habituelles d'informations télévisées ou numériques, tandis que ceux qui avaient recours aux médias sociaux ont indiqué qu'ils utilisaient des plateformes telles que Facebook, X (anciennement Twitter), Instagram et TikTok et qu'un plus petit nombre d'entre eux avaient recours à d'autres plateformes, comme Reddit et LinkedIn. La radio, le bouche-à-oreille entre amis et membres de la famille et les moteurs de recherche comme Google constituaient autant d'autres moyens de suivre l'actualité. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que certaines sources d'information étaient plus fiables que d'autres, les participants s'accordaient largement à dire que les nouvelles diffusées par les médias traditionnels étaient généralement plus fiables que celles figurant sur les médias sociaux.

Certains participants ont fait valoir que les nouvelles d'actualités diffusées sur les médias sociaux pouvaient souvent être rédigées par la personne qui les publiait et qu'elles se fondaient davantage sur des opinions que sur des faits. En ce qui concerne plus particulièrement la fiabilité des différentes plateformes de médias sociaux, les participants ont indiqué faire davantage confiance aux nouvelles diffusées sur des plateformes telles que X (anciennement Twitter) et LinkedIn qu'à celles diffusées sur Facebook, Instagram et TikTok. Quelques-uns d'entre eux ont indiqué que si Facebook était moins fiable en ce qui a trait aux informations nationales ou mondiales, il s'avérait une source fiable pour obtenir des renseignements importants et en temps opportun sur leur communauté locale ou leur région.

Invités à faire part de leurs impressions sur l'évolution de l'industrie des médias d'information au cours de la dernière décennie, un grand nombre de participants estimaient que les nouvelles étaient maintenant davantage axées sur l'opinion et qu'elles étaient devenues plus sensationnalistes au cours des dernières années. On estimait que presque tous les médias semblaient avoir leur propre point de vue et qu'il était donc parfois difficile de faire la part de ce qui est vrai ou faux. Plusieurs d'entre eux ont également commenté la nature plus instantanée des nouvelles aujourd'hui, estimant que cela résultait de l'avènement des médias sociaux et de la capacité des utilisateurs à publier en temps réel des mises à jour sur les événements. On considérait qu'en raison de l'énorme quantité de nouvelles publiées sur les médias sociaux et de ce que l'on percevait comme une prévalence croissante de désinformation et de mésinformation sur ces plateformes, il était difficile de prendre toute nouvelle au pied de la lettre. Presque tous les participants étaient d'avis que les Canadiens disposent aujourd'hui de beaucoup plus de moyens d'accéder aux informations qu'il y a dix ans et la plupart d'entre eux avaient l'impression qu'il y a un plus grand nombre de médias en activité au Canada aujourd'hui que par le passé. Sur ce dernier point, quelques-uns d'entre eux ont précisé que s'il y avait sans doute un plus grand nombre de médias aujourd'hui, le nombre médias reconnus respectant des pratiques journalistiques exemplaires avait vraisemblablement diminué. Bon nombre de participants vivant dans des centres plus ruraux ou de taille moyenne estimaient que la couverture médiatique des événements locaux au sein de leur collectivité était beaucoup moins importante et que la plupart des nouvelles qu'ils recevaient étaient principalement axées sur les événements nationaux ou mondiaux. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient qu'il y avait plus, moins ou à peu près le même nombre d'emplois en journalisme aujourd'hui qu'il y a dix ans, certains participants estimaient qu'il y en avait probablement moins, tandis que la plupart d'entre eux estimaient ne pas être suffisamment renseignés sur ce secteur pour pouvoir fournir une estimation à ce sujet. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

Entre 2008 et 2020, les recettes totales provenant de la diffusion télévisuelle, de la radio, des journaux et des revues ont chuté de près de 6 milliards de dollars. Depuis 2008, 474 organes d'information ont fermé leurs portes dans 335 localités au Canada. Au moins un tiers des emplois en journalisme au Canada ont disparu entre 2010 et 2016.

En discutant des raisons de ce déclin, bon nombre de participants estimaient qu'il était principalement attribuable au recours croissant des Canadiens à Internet et aux médias sociaux pour s'informer sur l'actualité. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'avec l'accès instantané à des nouvelles provenant de partout au Canada et du monde entier au moyen d'appareils comme les téléphones intelligents, il n'était plus nécessaire de produire localement des nouvelles télévisées ou des nouvelles de la presse écrite. Un certain nombre d'entre eux ont également mentionné la popularité croissante de ce qu'ils qualifiaient de journalisme amateur. On estimait qu'en raison de l'essor des médias sociaux au cours de la dernière décennie, il était désormais plus facile pour des particuliers sans formation journalistique ni qualifications de se rallier des abonnés parmi les utilisateurs de ces plateformes et que, dans certains cas, ces particuliers recueillaient plus de visionnements que des médias plus traditionnels. Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure cette diminution du nombre de médias canadiens les préoccupait, seul un petit nombre d'entre eux s'est dit inquiet à ce sujet. Bien que quelques participants se soient dits préoccupés par le fait que la diminution du nombre d'organes d'information puisse conduire à une réduction du nombre de sources légitimes d'informations à disposition des Canadiens, la plupart d'entre eux estimaient que cela ne constituerait pas un problème, tant que les principaux organes d'information, tels que Radio-Canada, CTV et Global News, continuaient de fournir des nouvelles d'actualité fiables. Sur la question de savoir s'ils étaient préoccupés par l'impact de cette problématique sur des collectivités de plus petite taille (y compris les communautés autochtones et les communautés minoritaires de langue officielle), la plupart des répondants estimaient qu'il y aurait toujours des moyens pour les résidents de ces régions d'accéder à des nouvelles traitant de questions locales, y compris sur les médias sociaux par l'intermédiaire d'utilisateurs de confiance basés au sein de leur collectivité. Si peu d'entre eux estimaient qu'ils seraient personnellement affectés par cette diminution du nombre d'organes d'information canadiens, certains participants pensaient que ce problème pourrait davantage affecter les générations plus âgées, qui, selon eux, se fient probablement davantage à la télévision et aux journaux locaux pour s'informer.

Lorsqu'on leur a demandé si la protection et le soutien de l'industrie canadienne de l'information devaient constituer une priorité pour le gouvernement fédéral, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. S'il était largement admis que le gouvernement du Canada devait continuer à veiller à ce que le plus grand nombre de Canadiens aient accès à l'information dans la langue officielle de leur choix, seul un petit nombre de participants estimait que l'industrie de l'information en général devait constituer une priorité absolue à l'heure actuelle. De l'avis général, la plupart des Canadiens ont accès à de nombreuses sources d'information sur diverses plateformes et le gouvernement fédéral devrait se consacrer à des problèmes plus urgents, comme celui de l'accès à des logements abordables et du coût de la vie. Si un grand nombre de participants était convaincu que le gouvernement du Canada avait récemment pris des mesures à cet égard, peu d'entre eux se souvenaient des détails de ces mesures. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu fournir les renseignements suivants :

Récemment, le gouvernement du Canada a adopté une loi obligeant certaines grandes plateformes numériques à payer les médias pour des nouvelles présentées sur leurs plateformes. Le gouvernement canadien estime que les plateformes numériques tirent profit de la diffusion de contenus d'actualité sur



leurs plateformes, à la fois directement (publicités diffusées avant, après ou en fonction de nouvelles) et indirectement (mobilisation des utilisateurs, affinement des données, publicité ciblée ultérieure), et qu'il est donc important que ces géants du numérique offrent une compensation équitable aux médias.

Les réactions des participants à cette information étaient mitigées. Alors que la plupart des participants résidant dans le Nord-du-Québec y étaient favorables, presque tous ceux de la région du Grand Toronto et des centres de taille moyenne de l'Ontario s'y opposaient. Parmi ceux qui étaient favorables à cette mesure, on estimait que des nouvelles d'origine locale et des pratiques journalistiques rigoureuses étaient essentielles pour tenir les gens au courant de ce qui se passait autour d'eux et que si aucune mesure n'était prise pour protéger ces organes d'information, le nombre de médias officiels au Canada diminuerait à l'avenir. On était également d'avis que le contenu des nouvelles que les gens consultent actuellement était en grande partie déterminé par la publicité et les algorithmes sur les médias sociaux et que si cette tendance se maintenait, l'accès à certains points de vue ou à des opinions divergentes pourrait être supprimé ou difficile. Les participants s'opposant à cette mesure estimaient que l'exigence selon laquelle les plateformes numériques devaient payer pour les nouvelles d'actualité qui y sont diffusées pourrait avoir pour conséquence involontaire de réduire le nombre d'informations auxquelles ont accès les Canadiens, en particulier ceux d'entre eux s'informant principalement par le biais des médias sociaux. Quelques-uns d'entre eux ont indiqué que cela semblait déjà se produire à la suite des décisions de Meta et potentiellement de Google de ne plus héberger de contenu d'actualités sur leurs plateformes au Canada. Quelques-uns d'entre eux se sont dit d'avis qu'au lieu de constituer un inconvénient, il était bénéfique pour les médias canadiens que leurs nouvelles soient relayées sur les médias sociaux et estimaient que cela augmentait considérablement la portée de leurs contenus et pouvait avoir pour avantage supplémentaire d'inciter davantage d'utilisateurs à se rendre sur les sites Web exploités par les médias d'information en question. Parmi les participants dont l'avis était plus incertain, on se demandait combien les plateformes de médias sociaux devraient payer aux médias d'information en vertu de cette nouvelle réglementation, et si ces paiements devaient directement être versés aux médias d'information en tant que tels.

Prévention du suicide (Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de grands centres du Canada atlantique, nord de l'Alberta)

Avis sur le contenu : Veuillez noter que la section suivante traite du suicide et de la détresse émotionnelle et qu'elle peut heurter la sensibilité de certains lecteurs.

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la prévention du suicide et la mise en place du 9-8-8, un numéro de téléphone à trois chiffres destiné à venir en aide aux personnes souffrant de détresse émotionnelle et aux prises avec des idées suicidaires. Dans un premier temps, les participants se sont vu fournir les renseignements suivants :

Le gouvernement du Canada, en collaboration avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), travaille actuellement à la mise en œuvre du 9-8-8, un numéro à trois chiffres pour la prévention du suicide et la détresse émotionnelle. Le numéro n'est pas encore en service au Canada. Il sera mis en service le 30 novembre 2023.

Les participants se sont vu présenter un certain nombre d'énoncés potentiels conçus pour promouvoir et fournir des renseignements concernant le service 9-8-8 et ont été informés du fait que ces énoncés apparaîtraient probablement dans des publicités, sur les médias sociaux ou sur d'autres plateformes numériques. Les participants se sont vu présenter le premier énoncé suivant :

Si vous êtes aux prises avec des pensées suicidaires ou une détresse émotionnelle, vous pouvez obtenir de l'aide. Composez le 9-8-8 pour obtenir une assistance 24/7/365. Il est également possible d'appeler ou d'envoyer un SMS au 9-8-8 si l'on s'inquiète pour un être cher qui pourrait avoir des pensées suicidaires et besoin de soutien.

La plupart d'entre eux ont positivement réagi et estimaient qu'il serait extrêmement bénéfique qu'un tel service soit mis en place. On estimait que le 9-8-8 serait facile à mémoriser et qu'un grand nombre de Canadiens envisageraient probablement d'utiliser ce service en cas de crise émotionnelle. Bien qu'ayant réagi positivement à la mise en place d'un service 9-8-8, un petit nombre de participants estimait que pour certains, la formulation numérique (24/7/365) utilisée dans la déclaration pouvait être difficile à comprendre. Quelques-uns d'entre eux ont également déclaré avoir le sentiment qu'il fallait davantage mettre l'accent sur la confidentialité du service. Un certain nombre d'entre eux ont réagi positivement à l'inclusion des SMS comme méthode d'accès au service, estimant qu'il s'agissait probablement d'un moyen de solliciter de l'aide privilégié par de nombreuses personnes, en particulier parmi les jeunes Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé de nous expliquer ce que signifiait pour eux le terme « détresse émotionnelle », la plupart des participants l'interprétaient comme faisant référence aux situations dans lesquelles une personne se sent de plus en plus désespérée et envisage potentiellement de s'infliger des blessures. On estimait que, si elle n'était pas traitée, la détresse émotionnelle pouvait dégénérer et entraîner des situations critiques. Quelques-uns d'entre eux ont déclaré avoir éprouvé une détresse émotionnelle dans le passé et avoir fait appel à des services de prévention du suicide tels que le 9-8-8 pour obtenir de l'aide. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la suppression du terme « détresse émotionnelle » améliorerait l'énoncé, certains participants estimaient que cette suppression rendrait le message plus clair, tandis qu'un plus grand nombre d'entre eux estimait important de l'inclure. Ces participants estimaient que l'inclusion du terme « détresse émotionnelle » dans le message pourrait inciter un plus grand nombre de personnes en situation de crise, mais n'ayant pas encore d'idées suicidaires, à solliciter de l'aide. En encourageant les personnes en détresse émotionnelle à appeler, on estimait que le service 9-8-8 pourrait contribuer à éviter que des crises de santé mentale ne dégénèrent en actes d'automutilation. À la question de savoir s'ils considéraient que des termes comme « se sentir suicidaire » ou « sentiments suicidaires » trouveraient un plus large écho chez les gens que « pensées suicidaires », la plupart d'entre eux ont indiqué une préférence pour « pensées suicidaires ». Pour plusieurs participants, ces autres formulations étaient moins directes et ne traduisaient pas un sentiment d'urgence aussi fort que « pensées suicidaires ». En discutant des moyens d'améliorer cet énoncé, un certain nombre de participants ont suggéré de le rendre plus chaleureux et plus empathique, en mettant l'accent sur la

capacité du service 9-8-8 à fournir une personne à qui parler qui aide les gens en détresse à surmonter leurs difficultés sans porter de jugement.

Les participants se sont ensuite vu présenter le premier énoncé suivant :

Au Canada, environ 12 personnes meurent chaque jour des suites d'un suicide. Si vous ou une personne que vous connaissez avez des pensées suicidaires ou êtes en situation de crise, vous pouvez obtenir de l'aide. Composez le 9-8-8 ou envoyez un message texte à ce numéro pour obtenir l'aide d'un intervenant compétent.

Les réactions à cette déclaration ont été mitigées, la plupart se concentrant sur le premier énoncé et l'utilisation d'une donnée statistique pour véhiculer le message. Si certains participants estimaient que cette donnée statistique ajoutait de la légitimité à l'énoncé et qu'elle était convaincante et parvenaient à faire comprendre de manière efficace la gravité de la situation, d'autres pensaient qu'elle était froide et qu'elle pouvait donner l'impression qu'on réduisait les personnes qui se suicident à un simple chiffre. Quelques participants ont suggéré qu'au lieu d'inclure une donnée statistique sur le nombre de personnes qui se suicident chaque jour, le message pourrait se concentrer sur le nombre de personnes qui chaque jour demandent de l'aide en s'adressant au service 9-8-8. Plusieurs d'entre eux ont réagi plus positivement à la dernière partie du message, et se réjouissaient de l'inclusion de renseignements sur les intervenants qualifiés assurant le service. On considérait que cela inspirerait davantage confiance et procurerait une plus grande tranquillité d'esprit à ceux qui envisagent de faire appel aux services. À la question de savoir s'il existait selon eux une différence entre les termes « crise » et « détresse émotionnelle », certains étaient d'avis que le terme « crise » traduisait un plus grand sentiment d'urgence et était davantage orienté vers l'action. Si les deux énoncés leur paraissent efficaces, certains participants ont toutefois réitéré leur préférence pour le terme « détresse émotionnelle », estimant qu'il avait plus d'impact et qu'il encouragerait un plus grand nombre de personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale à recourir à ce service.

Les participants ont ensuite été invités à partager leurs points de vue sur un certain nombre de caractéristiques essentielles du service. De l'avis de tous, il était important de mettre l'accent sur la confidentialité du service, car cela contribuerait à rassurer les personnes ayant besoin d'aide en leur donnant la garantie que leurs conversations se dérouleraient en toute sécurité et en toute confidentialité. Quelques-uns d'entre eux ont ajouté qu'en raison de ce qu'ils considéraient comme une stigmatisation permanente des problèmes de santé mentale, le maintien et la promotion de la confidentialité constituaient probablement un facteur clé incitant les personnes à recourir à ce service. Très peu de participants connaissaient le terme « tenant compte des traumatismes », et plusieurs d'entre eux estimaient que cette expression n'avait que peu de chances de trouver écho auprès du grand public. Parmi le petit nombre de participants qui connaissaient ce terme, certains ont indiqué que le fait que le 9-8-8 soit un service « tenant compte des traumatismes » augmentait le degré de confiance qu'ils avaient à l'égard du service et des intervenants qualifiés qui en assurent la prestation. Si certains participants ont fait valoir qu'il était important que le service soit inclusif d'un point de vue culturel, un plus grand nombre d'entre eux estimaient qu'il ne s'agissait probablement pas d'une priorité absolue pour les personnes en situation de crise émotionnelle. Bien qu'ils aient jugé l'inclusivité du service comme étant bénéfique, la plupart des participants estimaient que l'accent

devait être mis sur l'aide à apporter aux personnes appelant ou envoyant des SMS au 9-8-8 pour résoudre leurs problèmes immédiats, plutôt que de veiller à ce que l'aide fournie corresponde à leur culture et à leurs antécédents particuliers. Si quelques-uns d'entre eux estimaient que la gratuité de ce service allait de soi et qu'il n'était pas nécessaire d'insister sur ce point, d'autres avaient un point de vue différent. Parmi ces participants, certains ont indiqué que le coût était souvent un facteur dissuasif pour de nombreuses personnes souhaitant obtenir de l'aide en matière de santé mentale et qu'il était important de faire valoir la gratuité du service.

Les participants se sont ensuite vu présenter le troisième énoncé suivant :

Un soutien gratuit et confidentiel en matière de santé mentale est disponible à tout moment, partout au Canada. Cela comprend la prévention du suicide 9-8-8 et le soutien en cas de crise associés au 9-8-8, ainsi que d'autres soutiens hors crise en matière de santé mentale sur le site [Canada.ca/santé mentale](http://Canada.ca/santé_mentale).

Si un certain nombre de participants ont favorablement accueilli la formulation plus générale et l'inclusion des services de santé mentale hors crise dans cet énoncé, bon nombre d'entre eux estimaient que l'accent initialement mis sur la prévention du suicide et la promotion du service 9-8-8 était moins important. Plusieurs d'entre eux estimaient que le service 9-8-8 ne se démarquait pas suffisamment d'autres éléments tels que le lien vers le site Web du gouvernement du Canada, ce qui avait pour conséquence de réduire l'impact de cet énoncé. Nombreux sont ceux qui estimaient que ce dernier contenait trop de renseignements et que, par conséquent, pour ceux qui à qui il s'adressait, le message général de promotion du service 9-8-8 ne serait pas clair. Certains participants au sein du groupe basé dans le nord de l'Alberta ont favorablement accueilli la disponibilité du service en tout temps et depuis n'importe quel endroit du Canada, estimant que cela serait rassurant pour les personnes résidant en zone rurale ou dans des collectivités éloignées. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que l'énoncé indiquait clairement les mesures à prendre (appeler le 9-8-8 ou recourir à d'autres soutiens non critiques) en fonction de l'état de la santé mentale d'une personne, plusieurs participants ont répondu par la négative. On était d'avis que lorsqu'une personne est en état de crise de santé mentale, il est souvent difficile de déterminer quelle mesure prendre ou la gravité de la situation. De ce fait, on estimait que des efforts pourraient être consentis pour rendre cet énoncé plus clair et plus succinct, en mettant davantage l'accent sur la ligne 9-8-8.

Les participants se sont ensuite vu présenter le quatrième énoncé suivant :

Lorsque vous appelez le 9-8-8, notre priorité est de vous aider à rester en sécurité et de faire en sorte que vous vous sentiez soutenu(e). On ne fera appel aux services d'urgence, comme le 9-1-1, que si vous êtes en danger de mort ou si vous vous infligez des blessures graves. Le recours aux services d'urgence n'est nécessaire que dans un très petit nombre de cas.

À la question de savoir s'il était à leur avis important de faire la distinction entre les services du 9-8-8 et ceux du 9-1-1, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux estimaient toutefois que l'ajout du 9-1-1 était source de confusion supplémentaire et que les personnes en situation de crise risquaient de ne pas savoir à quel service s'adresser. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'en incluant des mentions du 9-1-1 et qu'en sachant que les services



d'urgence pourraient être appelés, certaines personnes pourraient être réticentes à recourir au service 9-8-8, de peur que cela ne se produise. Des inquiétudes ont également été exprimées quant au fait que la mention explicite de l'automutilation dans l'énoncé puisse inciter des personnes en détresse émotionnelle à envisager de passer à l'acte. En discutant des moyens qu'ils emploieraient pour améliorer ce message, un grand nombre de participants ont affirmé que les références au 9-1-1 devraient être supprimées et que l'accent ne devait être mis que sur la promotion du service 9-8-8.

En se focalisant sur le service 9-8-8 de manière plus générale, on a demandé aux participants à quels types de documentation promotionnelle, d'inforessources ou de publicités sur le 9-8-8 ils seraient le plus susceptibles de prêter attention. De l'avis général, ces renseignements devraient être présentés sur un grand nombre de plateformes et s'adresser à des groupes démographiques variés (avec une attention particulière portée aux jeunes Canadiens). Les participants ont mentionné les médias sociaux, la télévision et la radio, ainsi que les espaces physiques tels que les bancs d'autobus et les panneaux d'affichage, comme autant d'endroits où le 9-8-8 pourrait faire l'objet d'une publicité. Ils estimaient qu'étant donné la prévalence perçue des problèmes de santé mentale chez les Canadiens à l'heure actuelle, il fallait s'efforcer d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'il serait utile d'inclure des renseignements supplémentaires sur ce à quoi les personnes faisant appel au service peuvent s'attendre après avoir appelé ou envoyé un SMS au 9-8-8. Quelques-uns d'entre eux se demandaient si des solutions seraient prévues pour permettre à ceux qui n'ont pas accès à un téléphone de se prévaloir de ces services. Presque tous les participants ont déclaré se sentir motivés à l'idée de fournir des renseignements sur le 9-8-8 à leur famille, leurs amis et d'autres personnes de leur entourage susceptibles d'avoir besoin d'aide.

Les participants de la région du Grand Toronto (RGT) et du Canada atlantique se sont vu remettre une liste de noms potentiels à donner au service 9-8-8. Au nombre de ces noms figuraient :

- *9-8-8 : Parlons suicide;*
- *9-8-8 : Ligne d'assistance téléphonique en cas de crise suicidaire*
- *9-8-8 : Appelez ou envoyez un SMS pour obtenir de l'aide en cas de crise suicidaire*

Dans les deux groupes, « 9-8-8 : Ligne d'assistance téléphonique en cas de crise suicidaire » a recueilli le plus haut niveau d'approbation, bon nombre de participants estimant qu'il s'agissait de l'option la plus directe et informative. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que « 9-8-8 : Parlons suicide » faisait trop décontracté pour un sujet aussi grave et que cette option risquait de rebuter d'éventuels utilisateurs du service. Bien que la plupart des participants se soient montrés favorables à l'accent mis sur la possibilité d'envoyer des SMS dans la formulation « 9-8-8 : Appelez ou envoyez un SMS pour obtenir de l'aide en cas de crise suicidaire », un certain nombre d'entre eux estimaient que cette option était trop longue comme nom à donner au service 9-8-8.

Logement (premiers acheteurs d'une propriété dans le Secteur de l'intérieur de la C.-B., locataires de la ville Vancouver, centre de moyenne taille de l'Ontario)

Trois groupes ont participé à des discussions portant sur le logement. Ces discussions se sont focalisées sur les initiatives récentes du gouvernement du Canada en matière de logement, les difficultés auxquelles font actuellement face les locataires, ainsi que sur les points de vue des participants quant à l'offre de logements actuelle au Canada et les éventuelles mesures qui pourraient être adoptées pour favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements.

Initiatives en matière de logement (acheteurs d'une première propriété dans le Secteur de l'intérieur de la C.-B., locataires de la ville Vancouver, centre de moyenne taille de l'Ontario)

Tous les trois groupes ont pris part à des discussions portant sur une série d'initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit concernant les politiques du gouvernement fédéral en matière de logement, seul un petit nombre de participants a répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui en avaient eu connaissance, quelques participants ont plus particulièrement mentionné la création de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. En discutant des principaux défis liés au logement qui, selon eux, requièrent une plus grande attention de la part du gouvernement du Canada, plusieurs participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour augmenter l'offre de logements, notamment en construisant des logements abordables pour les Canadiens à faible et moyen revenu. S'exprimant sur la question du logement de manière plus générale, un certain nombre de participants estimait que des efforts devaient être consentis pour limiter le rôle du logement résidentiel en tant qu'outil d'investissement et pour désormais considérer le logement davantage comme un service public et un bien de première nécessité. Lorsqu'on leur a demandé d'identifier les principaux obstacles auxquels ils avaient été confrontés lors de l'achat de leur première propriété, les participants du groupe composé d'acheteurs d'une première propriété résidant dans le Secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique (C.-B.) ont fait état d'une série de difficultés. Au nombre de celles-ci figuraient les montants substantiels requis pour la mise de fonds, les obstacles rencontrés pour obtenir un prêt hypothécaire suffisamment élevé pour pouvoir se permettre d'acheter une propriété dans leur région, et les contraintes liées à la nécessité d'économiser suffisamment d'argent pour acheter une propriété dans le contexte d'un coût de la vie perçu comme étant élevé à l'heure actuelle. Au sujet des mesures pouvant être prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux acheteurs potentiels d'une première propriété, les participants de ce groupe étaient d'avis qu'il fallait en faire davantage pour rendre plus abordable le prix des propriétés au profit d'un plus grand nombre de Canadiens. On était d'avis que sans une diminution substantielle du coût du logement résidentiel, de nombreuses

personnes continueraient d'être exclues du marché. On estimait également que des mesures devraient être prises pour réduire les taux d'intérêt imposés aux acheteurs d'une première propriété, afin de leur faciliter l'obtention d'un prêt hypothécaire et l'achat d'une propriété.

Les participants se sont ensuite vu présenter de nombreuses initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada. Les renseignements suivants ont été fournis à tous les groupes :

- *Mise en place du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété permettant aux Canadiens d'épargner jusqu'à 40 000 dollars à l'abri de l'impôt et destinés à les aider à acheter leur première propriété.*
- *L'incitatif à l'achat d'une première propriété, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada offrant 5 ou 10 % en mise de fonds pour l'achat d'une première propriété;*
- *Élargissement de l'incitatif à l'achat d'une première propriété permettant une plus grande souplesse et une plus grande facilité d'accès pour les Canadiens vivant seuls.*
- *Doublement du crédit d'impôt pour les acheteurs d'une première propriété afin de procurer jusqu'à 1 500 dollars en soutien direct aux acheteurs d'une propriété en vue de compenser les coûts de clôture liés à l'achat d'une première propriété.*
- *Investissement de 200 millions de dollars afin d'élaborer et de développer des projets de location avec option d'achat.*

Les participants de la ville de Vancouver se sont vu présenter une autre série d'initiatives (les participants du Secteur de l'intérieur de la C.-B. se sont également vu présenter des renseignements portant sur l'initiative visant à interdire les offres à l'aveugle) :

- *Interdiction des offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle empêchent les acheteurs éventuels de connaître l'offre d'autres acheteurs).*
- *L'interdiction aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans (aussi connue sous le nom d'interdiction d'achats immobiliers par des étrangers) pour s'assurer que les habitations servent de demeure à des Canadiens plutôt que de constituer des avoirs financiers pour des investisseurs étrangers;*
- *Instauration d'un impôt sur la revente précipitée d'une propriété pour dissuader les investisseurs d'acheter en masse des propriétés dans le but de les revendre rapidement à un prix plus élevé;*
- *Taxe sur la cession d'un contrat de vente relativement à des habitations nouvellement construites ou ayant fait l'objet de rénovations afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des habitations qu'ils laisseront ensuite inhabitées (la cession d'un contrat de vente implique qu'un vendeur vende ses droits relatifs à une propriété avant que l'acheteur en prenne possession).*
- *Création d'un nouveau Fonds de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements afin d'éliminer les obstacles et stimuler la croissance de l'offre de logements, avec pour objectif de créer au moins 100 000 nouveaux d'un bout à l'autre du pays.*

Les participants ont fait part de diverses opinions sur ces initiatives. Au sujet du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), certains d'entre eux estimaient que cette initiative pouvait être utile, tandis que d'autres étaient généralement d'avis que même si l'on pouvait tirer le meilleur parti de ce programme en épargnant jusqu'à 40 000 dollars à l'abri de l'impôt, cela ne suffirait probablement pas à payer une mise de fonds dans la plupart des collectivités canadiennes. Plusieurs d'entre eux étaient en outre d'avis que, dans la conjoncture économique que nous connaissons, il pourrait être très difficile d'épargner et que, par conséquent, peu de ménages à revenus faibles ou moyens pourraient recourir à ce programme. Les avis étaient partagés concernant l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Si certains participants estimaient que ce programme pouvait permettre à certains Canadiens d'accéder à la propriété, d'autres se demandaient ce qui se passerait si les personnes recourant à ce programme n'étaient plus en mesure d'effectuer leurs paiements ou si la valeur de leur propriété diminuait considérablement. La plupart d'entre eux ont salué la décision d'élargir le programme de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, en le rendant plus souple et plus facile d'accès pour les Canadiens vivant seuls. De l'avis général, les personnes vivant seules ont encore plus de difficultés à acheter une propriété et tout soutien en ce sens serait utile. Aucun d'entre eux n'était d'avis que le doublement du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation (CELIAPP) serait d'une grande utilité, estimant que l'aide supplémentaire de 1 500 dollars ne changerait pas grand-chose compte tenu des coûts substantiels liés à l'achat d'une propriété dans la plupart des collectivités. Bien qu'un certain nombre de participants estimaient que l'augmentation des investissements dans des initiatives de location-achat pouvait constituer un moyen utile pour ceux qui n'ont pas les moyens de verser une mise de fonds substantielle pour se constituer un avoir immobilier, quelques-uns émettaient des réserves à propos de ce programme. Parmi ces participants, la question se posait de savoir s'ils perdraient tous les capitaux qu'ils avaient accumulés si leur situation changeait (en raison d'une perte d'emploi ou d'un déménagement) et qu'ils ne pouvaient plus participer au programme. Si la plupart des participants appuyaient la mesure visant à interdire temporairement aux non-Canadiens d'acheter des biens immobiliers résidentiels pendant deux ans, plusieurs estimaient que cette mesure devait avoir une portée plus large et que cette interdiction devait devenir permanente. De même, si on considérait que le Fonds pour accélérer la construction de logements constituait un pas dans la bonne direction, certains participants se demandaient si l'investissement de 4 milliards de dollars serait suffisant compte tenu du nombre de logements qui, selon eux, devaient être construits pour répondre à la demande actuelle. Bien que leurs réactions aient été pour la plupart positives, quelques-uns d'entre eux ont spécifiquement formulé des commentaires concernant les initiatives visant à interdire les offres à l'aveugle, à instaurer un impôt sur la revente précipitée d'une propriété, et à imposer une taxe sur la cession d'un contrat de vente relativement à des habitations nouvellement construites ou ayant fait l'objet de rénovations.

Tous les groupes se sont vu fournir des renseignements supplémentaires concernant le CELIAPP :

Le nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété permet aux éventuels acheteurs d'une première propriété d'épargner jusqu'à 40 000 \$ à l'abri de l'impôt. À l'instar du régime enregistré d'épargne-retraite (REER), les cotisations seront déductibles d'impôt et les retraits destinés à l'achat d'une première maison, y compris les retraits de revenus d'investissement, ne seront pas imposables, comme dans le cas d'un compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Il n'y aura aucun impôt à payer sur les cotisations et aucun impôt à payer sur les retraits.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la création du CELIAPP contribuerait à faciliter l'accès à la propriété, plusieurs participants ont réitéré leur opinion selon laquelle, bien que ce programme soit utile, les prix des logements sont généralement trop élevés et il est trop difficile d'épargner à l'heure actuelle pour que cette initiative ait un quelconque impact tangible. En considérant l'ensemble de ces initiatives, très peu d'entre eux estimaient qu'elles aideraient grandement les éventuels acheteurs d'une propriété, estimant que le marché du logement dans de nombreuses villes était trop cher pour que l'une ou l'autre de ces mesures puisse avoir un effet significatif.

Locataires (locataires de la ville de Vancouver, centres de moyenne taille de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur les mesures prises par le gouvernement du Canada dans le but précis de venir en aide aux locataires. Les participants du groupe de la ville de Vancouver ont été recrutés du fait qu'ils étaient actuellement locataires ou qu'ils cherchaient activement un logement à louer. Tous estimaient que la situation sur le marché locatif au sein de leur collectivité était très difficile. Il était largement admis que les coûts de location à Vancouver étaient trop élevés, qu'il y avait trop de concurrence concernant les logements locatifs disponibles et que les propriétaires profitaient souvent de cette situation pour faire grimper encore plus les coûts de location. Plusieurs participants de ce groupe estimaient que la pénurie de nouveaux logements abordables et la popularité croissante des plateformes de location à court terme telles qu'Airbnb avaient contribué à exacerber ce problème. Tous étaient d'avis que la situation s'était dégradée au cours des dernières années. Au sujet des mesures pouvant être prises pour améliorer la situation des locataires à Vancouver, les participants ont mentionné des initiatives potentielles comme la fixation de plafonds sur le montant du loyer pouvant être demandé par les propriétaires, la construction d'un plus grand nombre de logements dans le but spécifique de fournir des logements locatifs abordables, et l'imposition de limites sur le nombre de propriétés qu'un particulier ou une entreprise peut posséder pour s'assurer que le logement demeure accessible à un plus grand nombre de personnes.

Les deux groupes de participants se sont vu demander quel échelon de gouvernement était, selon eux, le mieux à même de remédier aux problèmes auxquels sont actuellement confrontés les locataires. La quasi-totalité des participants estimait qu'il s'agissait d'une responsabilité incombant aux gouvernements provinciaux. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que le logement relevait principalement de la compétence des provinces et des territoires et pensaient que les gouvernements à cet échelon seraient probablement les mieux outillés pour mettre en œuvre des changements dans ce domaine. Certains d'entre eux estimaient également qu'il incombait au gouvernement fédéral de résoudre les problèmes liés au logement (tant pour les locataires que pour les propriétaires), et que ce dernier devrait se charger d'élaborer une politique nationale du logement et de fournir des ressources financières supplémentaires aux provinces/territoires pour la construction d'un plus grand nombre de logements. On estimait que les municipalités avaient également un rôle important à jouer dans ce domaine, en raison de leur connaissance probablement plus approfondie des besoins particuliers de leurs collectivités respectives.



Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour remédier aux problèmes auxquels sont confrontés les locataires, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Si un petit nombre d'entre eux ont mentionné l'octroi d'un supplément unique de 500 dollars à l'Allocation canadienne pour le logement (ACL) à certains ménages à faible revenu au début de l'année 2023, aucun n'était au courant d'autres mesures prises par le gouvernement fédéral en ce sens. Au sujet des mesures que le gouvernement du Canada devrait envisager de prendre pour soutenir les locataires, les participants ont notamment rappelé la nécessité de plafonner le montant des loyers que les propriétaires peuvent exiger, de construire davantage de logements en mettant l'accent sur la construction de logements locatifs abordables, et d'accroître le soutien apporté aux personnes ayant actuellement du mal à payer leur loyer mensuel. Les participants se sont ensuite vu fournir les renseignements suivants concernant l'ACL :

En 2020, dans le cadre de la Stratégie nationale pour le logement, le gouvernement du Canada a mis en place l'Allocation canadienne pour le logement, afin d'aider les locataires à faible revenu à faire face aux coûts du logement. Les locataires à faibles revenus reçoivent cette prestation chaque mois; le montant varie selon la province. En 2022, le gouvernement du Canada a annoncé qu'un supplément à l'Allocation canadienne pour le logement serait mis à la disposition des locataires à faible revenu résidant au Canada, lesquels pourraient recevoir un paiement unique de 500 \$.

Très peu d'entre eux se souvenaient avoir bénéficié de cette aide et un certain nombre d'entre eux s'interrogeaient sur le seuil de revenu fixé dans le cadre de cette initiative, estimant qu'il avait peut-être été fixé trop bas. Si un petit nombre d'entre eux prévoyaient que cette aide apporterait un soulagement temporaire à certains ménages relativement aux coûts élevés des loyers actuels, aucun des participants ne pensait que cette aide pourrait avoir un impact sur les problèmes rencontrés par les locataires sur le long terme. Très peu d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en prenant cette mesure. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait plutôt se concentrer sur des mesures consistant à augmenter l'offre de logements, à imposer des restrictions plus importantes sur les locations de courte durée et à réglementer (y compris en fixant un éventuel plafond) les montants du loyer qu'un propriétaire peut exiger. On considérait qu'en prenant ces mesures, le gouvernement du Canada pourrait contribuer à garantir un marché locatif plus équitable et plus abordable.

Offre de logements (acheteurs d'une première propriété du Secteur de l'intérieur de la C.-B., centre de taille moyenne de l'Ontario)

Deux groupes ont également pris part à des discussions sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour augmenter l'offre de logements au Canada. Interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos des mesures déjà prises ou envisagées par le gouvernement du Canada pour encourager la construction d'un plus grand nombre de logements, peu d'entre eux ont pu répondre. Si la plupart d'entre eux avaient l'impression que le gouvernement fédéral s'était engagé à construire davantage de logements, y compris pour les Canadiens à faibles revenus, aucun ne se souvenait d'initiatives ou de détails précis à ce sujet. Pour faciliter la discussion, les participants ont été



informés que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé la création du Fonds pour accélérer la construction de logements, un fonds de 4 milliards de dollars destiné à encourager les administrations municipales à prendre des mesures pour augmenter l'offre de logements au sein de leur collectivité. La plupart d'entre eux ont réagi positivement à cette information, estimant que toute mesure visant à augmenter l'offre de logements constituait un pas dans la bonne direction. Certains participants se sont toutefois dit préoccupés par la qualité à long terme de ces logements s'ils sont construits trop rapidement ou s'ils ne respectent pas les procédures habituelles en matière de construction. Plusieurs d'entre eux prévoyaient qu'à long terme, cette mesure aurait probablement un impact positif, mais que les collectivités pourraient mettre beaucoup de temps à construire suffisamment de logements pour répondre aux besoins de leurs résidents. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par le fait que les logements construits demeureraient inabordable pour de nombreux Canadiens et que des mesures devaient être prises pour faire en sorte que les Canadiens à revenu faible ou moyen puissent avoir accès aux logements nouvellement construits.

Tous étaient favorables à l'adoption de mesures visant à accroître l'offre de logements au sein de leurs collectivités respectives. À la question de savoir si les collectivités locales n'accordant pas la priorité à la construction d'un nombre suffisant de logements devraient être sanctionnées, les participants ont exprimé des avis partagés. Si un certain nombre d'entre eux estimaient que les communautés ne cherchant pas activement à construire davantage de logements devraient être sanctionnées, plusieurs pensaient que cette question devrait être réglée au cas par cas. On était d'avis qu'en raison de facteurs comme les stratégies de planification communautaire existantes, le manque d'infrastructures nécessaires, les exigences en matière de zonage et les préoccupations environnementales, il pouvait être difficile pour certaines municipalités de construire davantage de logements et qu'elles ne devraient pas être pénalisées pour autant. Quelques participants se sont également demandé s'il incombait aux municipalités de construire davantage de logements, réaffirmant qu'à leur avis, il s'agissait avant tout d'une responsabilité provinciale. À la question de savoir s'ils s'inquiétaient de la construction plus rapide d'un plus grand nombre de logements au sein de leur collectivité, un certain nombre d'entre eux ont réaffirmé leur crainte que ces logements puissent ne pas être de bonne qualité et que pour un grand nombre de personnes vivant sur les lieux, les logements construits ne soient toujours pas abordables. Certains participants se demandaient également s'il y aurait suffisamment de ressources disponibles pour construire les infrastructures supplémentaires (comme des transports publics, des hôpitaux et des écoles) qui accompagneraient nécessairement les nouveaux projets de construction de logements à grande échelle. En ce qui concerne plus particulièrement le zonage municipal, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

Les règlements municipaux de zonage régissent l'utilisation des terrains dans votre collectivité. Ils sont établis par les autorités municipales et précisent exactement comment les terrains peuvent être utilisés, où les bâtiments et autres structures peuvent être construits, quels types de bâtiments sont autorisés ainsi que l'usage qui peut en être fait.

À la question de savoir quel impact, le cas échéant, les règlements de zonage municipaux pourraient avoir sur la construction d'un plus grand nombre de logements, la plupart ont répondu qu'ils avaient une influence significative, car ils déterminaient les types de logements pouvant être construits ainsi



que leur emplacement. Si certains participants étaient d'avis qu'il fallait encourager les collectivités à modifier leurs règlements de zonage pour permettre la construction d'un plus grand nombre de logements, un nombre à peu près égal d'entre eux considéraient que ce n'était peut-être pas la meilleure solution. Ces participants estimaient que l'aménagement de nombreuses municipalités avait probablement été planifié en fonction de règlements de zonage existants et que leur modification pouvait avoir des conséquences indésirables sur la collectivité et le milieu environnant. Si quelques-uns d'entre eux craignaient une densification accrue dans leur quartier, la plupart d'entre eux estimaient que cela était acceptable à condition que l'offre d'un plus grand nombre de logements abordables soit augmentée. Interrogés sur ce que pourrait encore faire le gouvernement du Canada pour encourager la construction d'un plus grand nombre de logements, les participants ont recommandé un certain nombre de mesures. Au nombre de celles-ci figuraient la conversion de locaux commerciaux et de bureaux vacants en logements résidentiels, la construction de logements locatifs abordables destinés à des groupes précis, dont les personnes âgées et les étudiants, et le recrutement d'un plus grand nombre de Canadiens désireux de faire carrière dans divers corps de métier afin d'assurer la construction d'un plus grand nombre de logements.

Changement climatique (nord de l'Alberta, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, régions rurales du Québec)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le changement climatique. Ces discussions ont tout particulièrement porté sur les récents impacts du changement climatique qu'avaient observé les participants au sein de leur collectivité, les mesures pouvant être individuellement prises pour atténuer les dangers du changement climatique, ainsi que sur la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt de grande ampleur qui sévissaient dans plusieurs coins du pays.

Impacts communautaires (nord de l'Alberta, régions rurales de l'Alberta, régions rurales du Québec)

Tous les trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le changement climatique et les récents phénomènes météorologiques extrêmes (feux de forêt, inondations majeures, tempêtes de vent) qui avaient affecté différentes parties du pays, y compris leurs régions respectives. Tous les participants de ces groupes estimaient que le gouvernement fédéral devait se focaliser sur le changement climatique en tant que priorité importante et nombre d'entre eux étaient préoccupés par les effets potentiels d'un environnement instable sur leur propre vie et sur celle des générations à venir. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que les feux de forêt et les inondations qui avaient récemment touché leurs régions respectives étaient le résultat du changement climatique et que ces phénomènes avaient servi à rappeler très clairement les menaces associées au changement climatique.

Bien que toujours favorables à l'adoption de mesures visant à atténuer les effets de ce dernier, un petit nombre de participants estimaient que des initiatives comme la transition du pétrole et du gaz vers des sources d'énergie davantage renouvelables devraient être mises en œuvre de façon très progressive. On estimait qu'une transition trop rapide dans ce domaine entraînerait probablement des conséquences financières négatives pour les Canadiens et l'économie canadienne.

Au sujet des effets du changement climatique que les participants avaient observés au sein de leur propre collectivité, de nombreux participants du nord de l'Alberta ont mentionné les récents feux de forêt. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que ces récents incendies avaient entraîné des pertes matérielles importantes dans certaines collectivités, ainsi qu'une baisse considérable de la qualité de l'air en raison de la fumée produite. Un certain nombre de participants de régions rurales du Québec se souvenaient avoir été confrontés à des problèmes liés aux inondations dans leur région ainsi que de la mauvaise qualité de l'air due à la fumée dégagée par des feux de forêt avoisinants. Outre les récents dégâts causés par les feux de forêt et les inondations dans leur région, de nombreux participants de la Nouvelle-Écosse se souvenaient de l'impact dévastateur de l'ouragan Fiona dans leur collectivité en 2022 et craignaient que des tempêtes aussi violentes se reproduisent de plus en plus souvent dans leur localité à l'avenir. Plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par l'impact que des conditions météorologiques changeantes ou extrêmes pourraient avoir sur la production agricole dans leur province et se sont demandé s'il serait encore possible de produire suffisamment de denrées alimentaires pour répondre aux besoins des Canadiens dans les décennies à venir. À cet égard, quelques participants vivant dans des collectivités rurales ont exprimé des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire dans leur région, notamment en cas d'événements climatiques extrêmes ayant pour effet de perturber les chaînes d'approvisionnement et de rendre difficile le transport de denrées alimentaires et d'autres biens essentiels dans la région. Très peu d'entre eux estimaient que leur collectivité était suffisamment préparée au changement climatique et seul un petit nombre d'entre eux ont déclaré avoir pris des mesures dans leur propre vie pour mieux se préparer à ses effets à l'avenir. Les participants ayant commencé à se préparer au changement climatique ont déclaré avoir pris des mesures comme le stockage de réserves alimentaires et d'eau en cas d'urgence, la plantation d'un jardin potager et la modification de leurs habitudes quotidiennes pour réduire leur empreinte carbone. Certains participants de Nouvelle-Écosse ont également déclaré avoir acheté une génératrice ou une thermopompe pour s'assurer de toujours pouvoir chauffer leur maison en cas de pannes de courant causées par des tempêtes de vent ou d'autres événements météorologiques potentiels.

À la question complémentaire de savoir s'il était important que le gouvernement fédéral aide les communautés à se préparer au changement climatique, la quasi-totalité des participants résidant dans des régions rurales du Québec ont répondu par l'affirmative. Bien que peu de participants aient eu connaissance d'actions récentes du gouvernement du Canada dans ce domaine, un petit nombre d'entre eux se sont rappelé son engagement à planter 2 milliards d'arbres au Canada sur une période de dix ans. Au sujet des mesures complémentaires pouvant être prises pour réduire les effets du changement climatique, certains participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour réglementer les activités industrielles de grandes entreprises, estimant que ces dernières étaient responsables d'une part importante des émissions de carbone produites au Canada.

Comportements à l'égard du changement climatique (régions rurales du Québec)

Les participants des régions rurales du Québec ont pris part à une discussion complémentaire sur les mesures pouvant être prises à titre individuel pour atténuer les effets du changement climatique. À la question de savoir s'ils pensaient qu'il était de la responsabilité de tout un chacun de contribuer à enrayer le changement climatique, la quasi-totalité d'entre eux a répondu par l'affirmative. Au sujet des comportements individuels pouvant contribuer à prévenir le changement climatique, les participants ont recensé des mesures à prendre comme le recyclage et la réduction des déchets ménagers, la culture d'un jardin, l'adoption de systèmes de chauffage domestique plus efficaces sur le plan énergétique et le recours aux transports en commun ou actifs plutôt qu'à sa propre voiture. Les participants s'accordaient à dire que le recyclage et le jardinage étaient en général des mesures plus faciles à mettre en œuvre que la réduction de la consommation d'énergie ou l'utilisation des transports en commun (en particulier au sein de collectivités rurales dans lesquelles les options en matière de transport peuvent être très limitées). Quelques-uns d'entre eux ont indiqué qu'il était difficile dans leur collectivité de recycler certains types de produits, tels que les appareils électroniques, en raison de l'absence de programmes de recyclage pour ce type d'articles.

À la question de savoir si, au cours des six prochains mois, ils avaient l'intention de prendre plus, moins ou à peu près le même nombre de mesures de lutte contre le changement climatique, le nombre de participants s'attendant à en prendre plus était à peu près égal à celui des participants qui continueraient probablement à en prendre autant. Un certain nombre de ceux qui prévoyaient d'en faire plus avaient l'intention de prendre des mesures pour réduire leur consommation et faire du compostage à plus grande échelle. La plupart de ceux qui ne s'attendaient pas à ce que leur comportement change de manière significative estimaient qu'ils faisaient déjà tout ce qu'ils pouvaient à titre individuel pour contribuer à atténuer les effets du changement climatique. Aucun participant ne prévoyait de réduire le nombre de mesures de lutte contre le changement climatique qu'il prendrait au cours des six prochains mois. La plupart d'entre eux estimaient que le nombre de mesures prises par d'autres Canadiens pour lutter contre le changement climatique à l'heure actuelle était insuffisant. Lorsqu'on leur a demandé si le fait de savoir que d'autres agissaient pour lutter contre le changement climatique les inciterait à en faire autant, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, soutenant que les mesures que prenaient d'autres personnes étaient source de motivation et d'encouragement. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que les mesures prises individuellement pouvaient collectivement avoir un impact sur la réduction des effets du changement climatique, la quasi-totalité d'entre eux a répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'une transition à long terme vers des sources d'énergie renouvelables, y compris l'utilisation généralisée de véhicules électriques (VE), aurait un impact significatif dans la lutte contre le changement climatique. Quelques-uns d'entre eux se sont montrés plus sceptiques, estimant que les VE comportaient leurs propres inconvénients environnementaux en raison des matériaux nécessaires à la fabrication de leurs batteries et des difficultés liées à leur recyclage.



Réponse aux feux de forêt incontrôlés (Nord de l'Alberta)

Les participants résidant dans le nord de l'Alberta ont pris part à une discussion complémentaire portant tout particulièrement sur la réponse du gouvernement du Canada aux récents feux de forêt incontrôlés qui ont impacté leur région. Interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu concernant le gouvernement fédéral à cet égard, un certain nombre d'entre eux avaient l'impression que le gouvernement fédéral avait déployé du personnel des Forces armées canadiennes (FAC) et recruté des pompiers à l'étranger pour participer à l'intervention. La plupart d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada s'était montré très efficace pour répondre à cette situation d'urgence et qu'il avait réagi rapidement et de manière décisive pour combattre les incendies et venir en aide aux personnes qui avaient dû quitter leur domicile. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une amélioration significative par rapport aux réponses à de précédents feux de forêt, comme ceux de Fort McMurray en 2016, où ils considéraient que le gouvernement fédéral avait été beaucoup moins efficace dans ses interventions. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter des renseignements sur les mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse aux récents feux de forêt dans la région :

- *Collaboration avec les provinces et les organisations à but non lucratif pour compléter les dons, ce qui a permis de récolter 20 millions de dollars pour soutenir des groupes communautaires en Alberta;*
- *Octroi d'une aide financière aux provinces touchées pour les aider à faire face aux coûts liés aux mesures d'intervention et pour couvrir jusqu'à 90 % de leurs coûts de rétablissement admissibles;*
- *Déploiement des forces armées canadiennes pour aider à combattre les incendies, à planifier, à coordonner et à effectuer d'autres tâches liées au processus de réponse;*
- *Utilisation des réserves nationales de fournitures médicales d'urgence, d'équipements et de produits pharmaceutiques pour aider les provinces touchées;*
- *Aide apportée aux personnes impactées par les feux de forêt pour qu'elles aient accès à des prestations comme celles de l'assurance-emploi, de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada;*
- *Mise en œuvre d'un programme pilote de formation de deux ans visant à former davantage de sapeurs-pompiers;*

Bien que les participants aient déclaré ne pas être au courant de la majorité de ces initiatives, la plupart d'entre eux estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction lorsqu'il s'agissait d'aider les personnes touchées par les feux de forêt. Certains d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait en faire plus pour informer les Albertains de ces mesures et estimaient que la plupart d'entre eux n'étaient pas au courant de ces initiatives et des soutiens pouvant leur être offerts. À la question de savoir ce que le gouvernement fédéral devrait faire de plus pour combattre les feux de forêt, les participants étaient d'avis que des ressources plus importantes devraient être consacrées à aider les collectivités à élaborer des plans d'intervention d'urgence afin qu'elles soient mieux préparées à ce type d'événements à l'avenir. Les participants estimaient également qu'il fallait investir davantage dans des programmes pour pompiers volontaires, et plusieurs d'entre eux ont fait valoir que les collectivités rurales et isolées comptaient beaucoup sur ces programmes pour se protéger contre les feux de forêt incontrôlés.

Tarification du carbone (régions rurales de la Nouvelle-Écosse)

Les participants d'un groupe composé de personnes résident dans des collectivités rurales de la Nouvelle-Écosse, ont pris part à une discussion sur la récente mise en place d'une taxe fédérale sur le carbone dans leur province. La quasi-totalité d'entre eux estimait que la réduction de la pollution par le carbone devait être une priorité importante sur laquelle le gouvernement du Canada devait se concentrer. Plusieurs d'entre eux estimaient que la pollution par le carbone était un vecteur important du changement climatique et qu'elle avait largement contribué à ce qu'ils considéraient être une augmentation du nombre d'événements météorologiques extrêmes au cours des dernières années. Quelques participants plus jeunes estimaient qu'il était essentiel de prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique afin de protéger leur future qualité de vie. Si tous les participants ont déclaré avoir entendu parler de la tarification de la pollution par le carbone au Canada, plusieurs d'entre eux n'étaient pas certains qu'une tarification fédérale du carbone était actuellement en vigueur en Nouvelle-Écosse. Certains d'entre eux avaient entendu dire qu'un système fédéral de tarification du carbone serait bientôt mis en place dans la province, mais ils ne savaient pas s'il l'avait été officiellement. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), le nombre de participants ayant déclaré ne pas être au courant de ces paiements était plus élevé que le nombre de ceux qui l'étaient. Parmi ceux qui étaient au courant, on pensait que les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC) étaient essentiellement des rabais que les ménages canadiens recevraient du gouvernement fédéral pour tenir compte des coûts supplémentaires liés à la tarification fédérale du carbone. Très peu d'entre eux ont déclaré avoir reçu un PIAC à ce jour. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter les renseignements suivants :

En 2016, le gouvernement du Canada annonçait un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système de tarification distinct pour les industries. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer la tarification fédérale sur la pollution ou proposer leur propre système, pour autant qu'ils respectent la norme établie par le gouvernement fédéral.

Si plusieurs participants ont rappelé qu'il était important de prendre des mesures pour réduire la pollution par le carbone, aucun d'entre eux n'estimait qu'une tarification du carbone constituait la bonne mesure à prendre à l'heure actuelle. De nombreuses personnes ont dit craindre que cette mesure entraîne une augmentation générale du coût de la vie et que les ménages canadiens (dont on estime qu'ils sont déjà en difficulté en raison du haut taux d'inflation) aient plus de mal à joindre les deux bouts. Un certain nombre de participants estimaient que cette initiative aurait un impact démesuré sur les personnes vivant en milieu rural devant parcourir de longues distances dans le cadre de leurs activités quotidiennes et n'étant pas en mesure de réduire leurs émissions, même si elles le souhaitent. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que cette mesure contribuerait peu à la réduction des émissions de carbone en général et ne pensaient pas qu'elle devait être maintenue par le

gouvernement du Canada. Les participants se sont ensuite vu présenter les renseignements complémentaires suivants sur la mise en œuvre du système de tarification du carbone en Nouvelle-Écosse :

À compter du 1er juillet 2023, la Nouvelle-Écosse a commencé à utiliser le système de tarification fédéral. En vertu de ce système, tous les produits issus de la tarification de la pollution par le carbone restent dans la province ou le territoire dans laquelle ou dans lequel ils ont été perçus. Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, parfois appelés « remises sur la tarification de la pollution ». Les paiements seront versés trimestriellement. Un ménage composé de 4 personnes recevra 248 \$ par trimestre.

Ce système a pour but d'encourager les Canadiens à réduire leurs émissions, tout en leur donnant la possibilité de décider quand et comment le faire. L'idée étant que plus un ménage procède à des changements (par exemple, en recourant à d'autres moyens de transport, en effectuant le passage d'une fournaise au gaz naturel à une thermopompe électrique), plus il économisera en n'ayant pas à payer la redevance sur les combustibles. En outre, la plupart des ménages reçoivent plus d'argent sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat que ce qu'ils paient en vertu de la redevance sur les combustibles.

À la question de savoir si cette approche de la tarification de la pollution par le carbone leur paraissait judicieuse, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Bon nombre de participants étaient d'avis qu'au lieu d'améliorer la vie des Canadiens, ce système augmenterait considérablement le coût de la vie, à la fois en ce qui concerne les coûts supplémentaires payés directement par les consommateurs et les coûts de fabrication et de transport des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur du Canada, qui, selon eux, augmenteraient. On s'attendait à ce que l'augmentation des coûts de fabrication et de transport se traduise en définitive par une hausse des prix qui serait reportée sur les consommateurs pour un large éventail de biens et de services. On était d'avis qu'au lieu de fixer un prix pour le carbone, le gouvernement fédéral devait plutôt consacrer davantage de ressources pour inciter les Canadiens à installer des dispositifs tels que des panneaux solaires et des thermopompes dans leurs maisons, ce qui les aiderait à réduire les émissions produites par leur ménage. Les participants estimaient que même si des initiatives comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes avaient été utiles, pour beaucoup, les montants accordés n'étaient souvent pas suffisants pour leur permettre d'entreprendre ce type de projets de rénovation. En ce qui concerne plus particulièrement la nécessité de fournir des soutiens supplémentaires aux Canadiens vivant dans des régions rurales, les participants ont été informés de ce qui suit :

Pour les résidents de petites collectivités et de collectivités rurales, les paiements de l'Incitatif à agir pour le climat comprennent un supplément rural de 10 % (c'est-à-dire un supplément de 10 % à leurs paiements), car les Canadiens de ces collectivités ne disposent pas nécessairement des mêmes options pour réduire leurs émissions, en particulier en matière de transport.

Bien qu'un certain nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada avait fait un pas dans la bonne direction en prenant en considération les difficultés supplémentaires auxquelles sont confrontées les personnes vivant dans des collectivités rurales lors de l'élaboration de cette initiative, aucun participant n'a indiqué que cette mesure avait changé son point de vue concernant la



tarification fédérale du carbone. La plupart des participants ont réaffirmé que ce programme était trop coûteux et qu'il aurait un impact négatif pour les Néo-Écossais en rendant la vie plus chère à court et à long terme. On était également d'avis que plutôt que d'augmenter les montants du PIAC versés aux personnes vivant en milieu rural, le gouvernement fédéral devrait davantage se concentrer sur l'expansion des réseaux de transport public au sein de ces collectivités. On estimait qu'à long terme, cela contribuerait davantage à réduire les émissions de carbone.

Marché de l'emploi (mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie, au Québec)

Les participantes d'un groupe composé de mères au travail résidant dans la région de la Montérégie au Québec ont échangé leurs points de vue concernant le marché de l'emploi actuel et le coût de la vie et ont fait part de leurs expériences en tant que parents dans la conjoncture économique que nous connaissons. Interrogées sur leur appréciation du marché de l'emploi canadien actuel, les participantes avaient des avis partagés. Plusieurs d'entre elles avaient l'impression que le marché de l'emploi était assez vigoureux, estimant qu'un grand nombre d'emplois étaient actuellement offerts dans un grand nombre de secteurs. On considérait qu'il ne s'agissait pas d'une pénurie d'emplois, mais plutôt d'une pénurie de travailleurs pour les occuper. Quelques-unes d'entre elles estimaient qu'un grand nombre de Canadiennes, et de jeunes en particulier, ne semblaient pas désireuses de travailler pour les salaires actuellement offerts par les employeurs. Un certain nombre d'entre elles estimaient que cette situation était compréhensible, estimant qu'il incombait aux employeurs d'offrir un salaire décent et des avantages sociaux suffisants aux travailleurs potentiels et que ce n'était pas le cas pour un grand nombre de postes.

Sur la question de savoir s'il leur avait été facile ou difficile de trouver un emploi dans un domaine qui les intéressait, les participantes ont fourni des réponses variées. Si certaines d'entre elles avaient trouvé ce processus relativement simple, d'autres avaient fait face à des difficultés considérables. Parmi ces dernières, quelques-unes d'entre elles étaient d'avis que leur statut d'immigrante récente au Québec avait nui à leurs perspectives d'emploi en raison de leur manque d'expérience de travail dans la province. À la question de savoir si, dans le cadre de leur travail, elles avaient rencontré des difficultés directement liées au fait d'être des mères au travail, plusieurs se sont souvenues avoir été confrontées à des problèmes avec leur employeur dans des situations où elles devaient concilier leur travail et la prise en charge de leurs enfants à la suite d'une maladie, d'un accident ou en raison d'une autre situation d'urgence. Quelques-unes d'entre elles avaient l'impression que les mères au travail étaient souvent désavantagées lors du processus d'embauche en raison des préoccupations que pouvaient avoir les employeurs quant à leur capacité à concilier leur carrière professionnelle et leurs responsabilités parentales.

Lorsqu'on leur a demandé si, à leur avis, la situation sur le marché du travail canadien serait meilleure, pire ou à peu près la même dans cinq ans, plusieurs d'entre elles prévoient qu'elle empirerait. On était d'avis que l'automatisation et l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle (IA) entraîneraient



une diminution du nombre de postes auxquels pourraient prétendre des travailleuses potentielles. En outre, quelques-unes d'entre elles ont dit craindre une pénurie croissante de main-d'œuvre dans les corps de métiers, qui à leur avis jouiraient d'une moins grande popularité auprès des jeunes Canadiens. Un nombre légèrement plus petit d'entre elles s'attendaient à ce que la situation sur le marché de l'emploi demeure relativement inchangée, tandis que très peu d'entre elles prévoient qu'elle s'améliorerait. Lorsqu'on leur a demandé si la perspective d'un impact négatif de l'automatisation et de l'IA sur leur propre emploi les préoccupait, la plupart d'entre elles ont répondu par la négative, estimant que l'IA avait ses limites et qu'elle continuerait à nécessiter l'intervention et la supervision de l'homme pour fonctionner correctement. À la question de savoir si elles pensaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est de la création d'emplois de qualité, la plupart des participantes se sont montrées incertaines. Plusieurs d'entre elles n'étaient pas au courant des mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, tandis que d'autres n'avaient pas cherché d'emploi depuis longtemps et doutaient de l'attrait des postes actuellement à pourvoir. On était d'avis que le gouvernement du Canada pouvait en faire plus pour améliorer les conditions d'emploi des parents au travail, notamment en instaurant des normes visant à s'assurer que les employeurs soutiennent et acceptent l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée nécessaire à la plupart des parents. À la question de savoir si elles étaient au courant de ce que le gouvernement fédéral faisait actuellement pour venir en aide aux travailleurs, un certain nombre d'entre elles avaient l'impression qu'il avait octroyé toute une série d'indemnités pour frais d'études et de formation, et de subventions salariales pour aider les travailleurs dans certains secteurs, bien qu'aucune d'entre elles ne se souvienne de détails précis à ce sujet.

Concernant l'économie en général, la plupart des participantes interrogées estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route dans sa gestion des problématiques relatives au coût de la vie, à l'inflation et à la nécessité de veiller à ce que les Canadiens puissent continuer à joindre les deux bouts. Un certain nombre d'entre elles estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire plus pour réduire l'inflation. Concernant les mesures particulières pouvant être prises, quelques participantes ont recommandé au gouvernement fédéral de réduire ses dépenses et de s'efforcer d'équilibrer le budget, estimant que les dépenses publiques élevées pendant et après la pandémie de COVID-19 avaient été un facteur clé de l'augmentation du coût de la vie. Un petit nombre d'entre elles avaient une opinion plus positive, estimant que des problèmes comme le niveau élevé de l'inflation et l'augmentation du coût de la vie s'étaient fait sentir à l'échelle mondiale et que le gouvernement du Canada avait mieux géré l'économie que bon nombre de ses pairs. À la question de savoir quels étaient les enjeux économiques qui les préoccupaient le plus en tant que mères au travail, la plupart des participantes ont mentionné l'augmentation générale du coût de la vie, précisant que les prix des produits de première nécessité tels que les produits d'épicerie, l'essence, les vêtements et les fournitures scolaires avaient tous considérablement augmenté ces dernières années. Plusieurs d'entre elles ont déclaré avoir pris des mesures comme la réduction des dépenses de loisirs et de divertissement pour elles-mêmes et leurs enfants, le report des vacances familiales et avoir été obligées de demander l'aide de membres de la famille pour payer des programmes postsecondaires et notamment des programmes sportifs. Quelques-unes d'entre elles ont plus particulièrement mentionné le coût du logement comme sujet de préoccupation, certaines indiquant qu'elles avaient

récemment reporté leur projet d'achat d'une propriété parce qu'elles craignaient de ne pas être en mesure de payer la mise de fonds et d'assumer des paiements hypothécaires plus élevés qu'elles ne l'avaient d'abord prévu.

Lorsqu'on leur a demandé si elles croyaient que le gouvernement du Canada comprenait les enjeux économiques qui leur importaient le plus, les participantes étaient aussi nombreuses à le croire que celles qui étaient d'un avis contraire. Parmi celles qui estimaient que le gouvernement fédéral comprenait les enjeux auxquels ils étaient confrontés, on considérait que les prestations et les programmes qu'il avait proposés démontraient qu'il faisait de son mieux pour aider les Canadiens qui avaient du mal à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Parmi celles qui n'étaient pas du même avis, on estimait que si le gouvernement du Canada était conscient que de nombreux ménages étaient actuellement en difficulté, il sous-estimait la gravité de la situation et devait prendre des mesures plus substantielles pour remédier à ces problèmes. Lorsqu'on leur a demandé si elles se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral concernant le coût de la vie, quelques participantes avaient l'impression qu'il avait récemment bonifié plusieurs des prestations accordées aux Canadiens dans le but de pallier au taux d'inflation. Lorsqu'on leur a demandé si elles étaient au courant du récent remboursement unique accordé par le gouvernement fédéral pour aider les Canadiens à couvrir leurs frais d'épicerie, plusieurs d'entre elles ont répondu par l'affirmative. La quasi-totalité d'entre elles estimait toutefois que les montants versés dans le cadre de cette aide étaient insuffisants et que cette dernière n'avait pas été mise à la disposition d'un nombre suffisant de ménages pour avoir un impact tangible sur le coût trop élevé des produits d'épicerie à l'heure actuelle. Dans le même ordre d'idées, un petit nombre d'entre elles estimaient que le gouvernement fédéral devait envisager de plafonner les prix des produits de première nécessité, tels que les produits alimentaires et l'essence, afin de s'assurer que pour les ménages canadiens, ces produits demeurent abordables.

À la question de savoir si elles avaient connaissance de politiques, de programmes, de services ou de prestations du gouvernement du Canada visant à venir en aide aux parents, les participantes ont mentionné des initiatives telles que l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), la Prestation dentaire canadienne (PDC), ainsi qu'une série d'initiatives récentes censées être destinées à venir en aide aux acheteurs potentiels d'une première propriété. Toutes les participantes ont indiqué qu'elles connaissaient déjà l'ACE et la plupart d'entre elles connaissaient la PDC. Pour faciliter la conversation, les participantes se sont vu présenter les renseignements suivants au sujet de ces programmes :

L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un montant mensuel non imposable versé aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'ACE est indexé en fonction de l'inflation.

Le gouvernement du Canada met en œuvre la Prestation dentaire canadienne (PDC) pour aider à réduire les coûts des soins dentaires de familles admissibles dont le revenu est inférieur à 90 000 dollars.



Les participantes ont réagi très positivement à ces renseignements, plusieurs d'entre elles estimant qu'il était particulièrement important que des prestations comme L'ACE soient indexées en fonction du taux d'inflation. En ce qui concerne plus particulièrement la PDC, un certain nombre de participantes ne bénéficiant pas d'une prestation ou d'une assurance dentaire par l'intermédiaire de leur employeur prévoient que ce programme leur serait d'un grand secours. À la question de savoir ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus pour soutenir les mères au travail, les participantes ont recommandé des mesures comme l'augmentation du nombre de jours de congé de maladie auxquels ont droit les parents canadiens, l'octroi de prestations plus élevées et une augmentation du nombre de mesures de soutien destinées aux parents d'enfants atteints de maladies rares ou présentant des problèmes de santé, ainsi qu'une hausse des seuils de revenu afin qu'un plus grand nombre de familles canadiennes puissent bénéficier de ces soutiens.

Sécurité communautaire (Diaspora philippine de centres de taille moyenne et de grands centres des Prairies)

Les participants d'un groupe de membres de la diaspora philippine résidant dans les Prairies ont fait part de leurs points de vue sur la sécurité de leurs communautés respectives et sur l'augmentation perçue de la criminalité au cours des dernières années. Bon nombre d'entre eux ont déclaré se sentir moins en sécurité au sein de leur collectivité depuis quelque temps, et plusieurs ont signalé qu'au cours des dernières années, les crimes et délits impliquant des agressions violentes, des cambriolages et des activités de gangs ont été plus fréquents. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression que le taux d'itinérance avait considérablement augmenté au sein de leur collectivité et ont émis l'hypothèse qu'une grande partie de l'augmentation perçue de la criminalité était due au fait que les personnes en situation d'itinérance (ainsi que celles souffrant de problèmes de santé mentale et de toxicomanie) s'étaient livrées à des activités illégales par désespoir. Un plus petit nombre de participants, et principalement ceux résidant dans des centres de taille moyenne, ont déclaré se sentir relativement en sécurité au sein de leur collectivité, et estimaient que la criminalité avait surtout augmenté dans les grands centres urbains.

À la question de savoir qui est responsable de la lutte contre la criminalité, un certain nombre de participants estimaient que cette responsabilité incombait avant tout aux administrations municipales. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que les gouvernements provinciaux/territoriaux avaient un rôle à jouer pour veiller à ce que la criminalité soit combattue sur leur territoire de compétence. Plusieurs d'entre eux considéraient que tous les Canadiens avaient un rôle à jouer dans la lutte contre la criminalité, et estimaient qu'il était de la responsabilité de chacun de faire respecter et de respecter la loi, et de sensibiliser les jeunes Canadiens à l'importance d'agir ainsi. Interrogés sur le rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada dans la lutte contre la criminalité, les participants ont mentionné sa supervision de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ainsi que sa capacité à lutter

contre la criminalité financière et la cybercriminalité qui sévissent dans plusieurs territoires de compétence. On était d'avis que la GRC jouait un rôle particulièrement important dans l'application de la loi au sein de collectivités de plus petite taille ne disposant pas d'un corps de police local. Au sujet des mesures récentes prises par le gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité, quelques-uns d'entre eux se souvenaient avoir entendu parler de l'annonce de la *Stratégie du Régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes 2023-2026*. Plusieurs d'entre eux étaient également au courant des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral pour réduire les crimes commis avec des armes à feu au Canada. Les participants étaient à peu près aussi nombreux à se dire favorables à de nouvelles initiatives de contrôle des armes à feu de la part du gouvernement fédéral que ceux qui ne l'étaient pas.

Au sujet de ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour lutter contre la criminalité, plusieurs participants estimaient que des ressources plus importantes devaient être allouées pour s'attaquer à ce qu'ils considéraient comme étant les causes profondes du comportement criminel, et notamment pour remédier aux problèmes liés à la santé mentale ainsi qu'aux dépendances et à l'usage de substances. On estimait que ces problèmes affectaient une plus grande proportion de Canadiens depuis quelque temps et que des investissements plus importants consacrés au traitement de ces problèmes permettraient probablement d'éviter que de nombreuses personnes ne recourent à des comportements criminels. Il a été ajouté que les traitements en matière de santé mentale et de dépendances devraient être proposés en tenant compte des particularités culturelles, car dans de nombreuses cultures (y compris chez les Philippins), les problèmes de santé mentale sont encore fortement stigmatisés. Quelques participants ont également recommandé que le gouvernement fédéral prenne des mesures en vue d'une réforme plus stricte du cautionnement et d'empêcher les personnes présentant un danger de récidiver lorsqu'elles sont remises en liberté sous caution.

Problèmes affectant la communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ des grands centres du Canada atlantique)

Les participants d'un groupe composé de personnes s'identifiant comme membres de la communauté 2ELGBTQI, ont discuté d'un certain nombre de problèmes affectant la communauté 2ELGBTQI+, ainsi que des mesures récemment prises par le gouvernement du Canada pour y remédier. Si certains d'entre eux considéraient que le Canada était généralement un lieu de vie inclusif et que des progrès avaient été réalisés ces dernières années en matière de protection des membres de la communauté 2ELGBTQI+, un plus grand nombre d'entre eux n'avaient pas d'avis tranché sur la

question. Bien que bon nombre de ces participants avaient l'impression que le Canada était plus inclusif que de nombreux autres gouvernements dans le monde, il était également largement admis que les membres de la communauté 2ELGBTQI+ continuaient d'être victimes de discrimination dans de nombreuses régions du pays et qu'au cours des dernières décennies, les progrès réalisés pour remédier à cette situation avaient manqué d'uniformité. Plusieurs d'entre eux ont mentionné ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation des manifestations d'hostilité à l'égard des communautés 2ELGBTQI+ et de leurs membres au cours des deux ou trois dernières années. Si certains d'entre eux estimaient que cette augmentation perçue de propos et de comportements discriminatoires était attribuable à une plus grande visibilité des personnes 2ELGBTQI+ ces dernières années, d'autres étaient d'avis que cette augmentation s'inscrivait dans ce qu'ils considéraient comme une animosité croissante tendant à se manifester à l'égard de cette communauté dans la plupart des pays du monde.

Interrogés sur les mesures à prendre pour promouvoir l'acceptation, le soutien et l'inclusion des personnes appartenant à la communauté 2ELGBTQI+, certains participants ont souligné à quel point il était nécessaire de faire preuve d'une plus grande empathie et de sensibiliser davantage les Canadiens aux difficultés auxquelles ces communautés sont confrontées. On considérait également qu'il fallait davantage s'attacher à fournir un soutien proactif aux initiatives et aux programmes destinés aux communautés 2ELGBTQI+. Nombre d'entre eux estimaient que la désinformation avait contribué à ce qui était perçu comme une augmentation des comportements haineux à l'égard de la communauté 2ELGBTQI+ et pensaient que des stratégies plus exhaustives devaient être mises en place pour faire face à ce problème. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il fallait tout particulièrement mettre l'accent sur la sensibilisation des médecins aux problèmes des personnes 2ELGBTQI+ et redoubler d'efforts pour améliorer l'accès à des soins de santé axés sur l'affirmation de genre. Un certain nombre de participants ont également recommandé que des initiatives soient définies pour améliorer la compréhension des Canadiens à l'égard des personnes intersexuées et des difficultés auxquelles, cette communauté doit selon eux, généralement faire face. On a fait remarquer que les personnes intersexuées subissaient souvent des pressions pour se présenter comme des hommes ou des femmes et que, de l'avis de bon nombre de participants, cette approche binaire à l'égard du genre ne correspondait pas à leur propre vécu expérientiel.

De l'avis de tous les participants de ce groupe, la promotion et la protection des droits et libertés des communautés 2ELGBTQI+ constituent une priorité importante à laquelle le gouvernement du Canada devrait se consacrer. À la question de savoir s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie à cet égard, la plupart d'entre eux avaient des avis incertains ou partagés. Bien qu'un grand nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada faisait des efforts pour améliorer la vie des Canadiens 2ELGBTQI+, ils étaient nombreux à penser qu'il fallait un plan d'action plus réaliste et définitif sur la manière d'y parvenir. Un certain nombre d'entre eux considéraient également que le gouvernement fédéral devait prendre des mesures davantage proactives pour favoriser une meilleure intégration de ces communautés à la société canadienne dans son ensemble. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie, certains étaient d'avis que l'augmentation du financement et de la visibilité des communautés 2ELGBTQI+, ainsi que le soutien public du gouvernement fédéral aux causes des

personnes 2ELGBTQI+ (comme les événements des Fiertés) ont grandement contribué à promouvoir les droits des personnes 2ELGBTQI+ au Canada.

En discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet des actions récentes du gouvernement du Canada pour venir en aide aux personnes 2ELGBTQI+, les participants qui étaient au courant de l'investissement de 75 millions de dollars dans des organismes communautaires desservant les personnes 2ELGBTQI+ et défendant leurs intérêts étaient aussi nombreux que ceux qui ne l'étaient pas. Bien que tous aient favorablement accueilli cette initiative, quelques-uns ont exprimé des inquiétudes quant à la part de ce financement qui serait allouée aux organisations dirigées par des personnes 2ELGBTQI+ par rapport aux organisations qui ont pour simple mission de faciliter la programmation destinée aux communautés 2ELGBTQI+. Seul un petit nombre de participants étaient au courant de l'adoption du projet de loi C-16, une loi visant à reconnaître l'expression et l'identité de genre comme un droit de la personne et à protéger les personnes de diverses identités de genre contre la discrimination et la propagande haineuse. Bien que certains d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un geste symbolique important, de l'avis général, la discrimination fondée sur le genre persistait dans de nombreuses régions du Canada, même avec cette nouvelle législation. Quelques participants ont indiqué avoir entendu parler du projet de loi C-4 : *Une loi modifiant le Code criminel* (thérapie de conversion). Bien que la plupart d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une mesure positive, plusieurs étaient d'avis que cette mesure aurait dû être prise il y a plusieurs décennies. Si certains d'entre eux étaient au courant que Santé Canada avait récemment levé l'interdiction des dons de sang de la part d'hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), d'autres se demandaient si cette interdiction avait vraiment été levée ou simplement modifiée, et avaient l'impression qu'elle était toujours en vigueur à certains égards.

Interrogés sur ce que le gouvernement fédéral pouvait faire de plus pour soutenir les personnes 2ELGBTQI+, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la création de canaux officiels permettant à ces communautés de discuter des problèmes auxquels elles font face avec des représentants du gouvernement fédéral. Certains participants estimaient également que les membres des communautés 2ELGBTQI+ devaient être mieux représentés à tous les échelons du gouvernement, tandis que d'autres ont souligné la nécessité de mieux faire connaître et davantage promouvoir ces communautés en dehors du mois des Fiertés. Les participants ont de nouveau évoqué des mesures comme un renforcement de l'éducation et de la formation des personnes œuvrant dans le secteur de la santé afin de les sensibiliser aux difficultés particulières auxquelles sont confrontées les communautés 2ELGBTQI+, de même que la nécessité d'une application plus rigoureuse des normes d'égalité de traitement en milieu de travail concernant les personnes 2ELGBTQI+.

Prestations d'invalidité (Nord-du-Québec)

Les participants d'un groupe composé de personnes vivant dans le Nord-du-Québec ont fait part de ses points de vue concernant les difficultés auxquelles font face les Canadiens en situation de handicap et le rôle du gouvernement fédéral pour soutenir ces personnes. Un certain nombre de ces participants ont déclaré que des membres de leur famille ou des amis vivaient avec un handicap. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de ce que le gouvernement du Canada avait récemment fait pour soutenir les Canadiens vivant avec un handicap, très peu d'entre eux l'étaient. On estimait que, même si un certain nombre de soutiens étaient susceptibles d'être offerts, il était peu probable que ces derniers fournissent une aide suffisante pour faire face aux coûts élevés et aux difficultés considérables auxquelles sont confrontées les personnes vivant avec un handicap.

Lorsqu'il leur a été demandé de cerner les principales difficultés auxquelles sont confrontées ces personnes, plusieurs participants ont mentionné des problèmes liés à l'accessibilité, et certains d'entre eux ont souligné les difficultés rencontrées par ces personnes lorsqu'il s'est agi d'accéder à des lieux et à des services publics ou d'adapter leur propre logement pour répondre à leurs besoins. On estimait que ce manque perçu d'accessibilité avait souvent pour effet de marginaliser les personnes vivant avec un handicap, en entravant leur participation et leur dynamisme au sein de leur collectivité et de la société en général. En discutant du rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer pour faire face à ces difficultés, plusieurs participants ont souligné l'importance d'une sensibilisation accrue à la situation des personnes vivant avec un handicap et d'une plus grande représentation de ces personnes dans tous les secteurs de la société. Bon nombre d'entre eux se sont dit très favorables à l'idée selon laquelle le gouvernement fédéral devait envisager d'accorder un revenu de base aux personnes handicapées afin de répondre à leurs besoins immédiats (nourriture, logement, etc.) et de couvrir les autres frais nécessaires à l'amélioration de leur qualité de vie. Un grand nombre de participants estimaient également qu'il incombait au gouvernement du Canada de veiller à ce que les personnes vivant avec un handicap puissent se trouver un emploi et le conserver, et estimaient que cela était essentiel à leur bien-être financier, physique et mental. On estimait que sans mécanismes de soutien en ce sens, l'accès des personnes vivant avec un handicap à des possibilités d'emploi pourrait s'avérer très difficile. Quelques-uns d'entre eux ont recommandé que le gouvernement fédéral accorde des subventions salariales et des avantages fiscaux aux employeurs qui embauchent des Canadiens en situation de handicap.

Pour poursuivre la discussion, les participants se sont vu informer que, selon la dernière Enquête canadienne sur l'incapacité de 2017, près de 23 % des personnes vivant avec un handicap et en âge de travailler vivaient dans la pauvreté, contre environ 9 % des personnes sans handicap. La plupart d'entre eux estimaient que cela était logique, étant donné qu'ils avaient l'impression que de nombreuses personnes vivant avec un handicap n'avaient accès qu'à des emplois moins bien rémunérés (à condition d'être aptes à travailler) tout en devant faire face à des dépenses accrues liées à leur état de santé. Après qu'on leur eut annoncé que le gouvernement du Canada avait adopté une loi visant à



créer une nouvelle prestation d'invalidité canadienne, laquelle prévoirait le versement direct d'un paiement mensuel aux Canadiens à faible revenu en âge de travailler et souffrant d'un handicap, plusieurs participants ont réagi positivement à cette information, estimant que pour ces personnes, cette mesure serait d'un grand secours. Quelques-uns d'entre eux ont dit craindre que des personnes sans handicap puissent tenter de se prévaloir de cette prestation et espéraient qu'un processus de demande rigoureux soit mis en œuvre pour éviter que cela ne se produise. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devait poursuivre cette initiative même si cela avait pour effet d'augmenter les taxes, tous ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, il existait d'autres moyens de réduire les dépenses publiques et que, pour le gouvernement, cette initiative constituait une dépense rentable.

En discutant des personnes que devrait cibler cette initiative au sein de la communauté des personnes handicapées dans son ensemble, les participants étaient d'avis qu'elle devrait se focaliser sur les personnes présentant un handicap physique les empêchant de travailler et qui auraient sans quoi beaucoup de difficulté à générer un revenu. On estimait que cette initiative aiderait de nombreuses personnes vivant avec un handicap à se sortir de la pauvreté et à participer activement à la société. Un certain nombre de participants s'attendaient à ce que ce soutien ait un impact positif en ce qu'il aiderait des personnes qui, dans leur propre vie, vivaient actuellement avec un handicap. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que cette initiative ait un impact global positif sur l'économie, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Il a toutefois été ajouté que même si ce programme ne présentait pas d'avantages économiques, il était néanmoins important que le gouvernement du Canada le maintienne, étant donné les avantages considérables qu'il serait susceptible d'apporter aux personnes vivant avec un handicap sur le plan de la santé physique et mentale.

Langues officielles (anglophones de centres de moyenne taille et de grands centres du Québec)

Les participants d'un groupe composé d'anglophones vivant au Québec ont pris part à une discussion portant sur les difficultés auxquelles font face les anglophones dans une province majoritairement francophone. À la question de savoir s'ils avaient personnellement été confrontés à des difficultés sur ce plan, plusieurs participants ont évoqué des difficultés à trouver un emploi et avaient l'impression que les employeurs de leur région privilégiaient généralement l'embauche de candidats parlant couramment le français. Un certain nombre d'entre eux ont également déclaré avoir eu des difficultés à accéder à des services en anglais dans des domaines importants tels que les soins de santé, l'éducation et le traitement de permis essentiels, tels que le permis de conduire. À la question de savoir si ces difficultés avaient eu un impact sur leur sentiment d'appartenance à leur communauté ou d'inclusion au sein de celle-ci, plusieurs d'entre eux ont répondu par l'affirmative, bien que quelques-uns d'entre eux estimaient que les gens vivant dans leur région se montraient généralement moins bien disposés à l'égard des anglophones. Quant à savoir si leur expérience en tant qu'anglophones au

Québec avait changé avec le temps, peu de participants estimaient que c'était le cas, la plupart d'entre eux affirmant que les difficultés auxquelles ils avaient été confrontés avaient persisté pendant toute la durée de leur séjour dans la province. Un petit nombre d'entre eux ont indiqué que même après avoir essayé d'apprendre le français et de devenir bilingues, ils se sentaient toujours exclus de leurs communautés respectives à certains égards. Aucun participant n'a affirmé avoir bon espoir de voir la situation des anglophones au Québec s'améliorer avec le temps, et un certain nombre d'entre eux prévoyaient de quitter la province à un moment ou à un autre en raison de ces préoccupations.

Bien que la plupart d'entre eux se soient dit suffisamment à l'aise en français pour conserver leur emploi ou tenir une conversation, très peu ont indiqué parler couramment la langue. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait en faire plus pour augmenter le nombre de ressources et de mesures de soutien disponibles en vue d'aider les non-francophones du Québec à apprendre le français et à s'imprégner de la culture de cette province. Sur ce dernier point, quelques participants ont indiqué que, même après avoir appris le français, il leur avait été difficile de communiquer en raison d'un manque de compréhension du jargon et de connaissance des expressions couramment utilisées, et estimaient que l'on pouvait en faire plus pour éduquer les nouveaux arrivants au Québec à ce sujet. À la question de savoir quels droits devraient avoir les communautés minoritaires de langue officielle (c'est-à-dire les communautés francophones hors Québec et les communautés anglophones du Québec), les participants estimaient qu'il leur fallait à tout le moins avoir la garantie que tous les services publics seraient offerts dans les deux langues officielles. Plusieurs d'entre eux estimaient également qu'il fallait davantage mettre l'accent sur un enseignement bilingue partout au Canada, tant au niveau primaire et secondaire que dans les établissements d'enseignement postsecondaire. On estimait que le fait d'encourager les jeunes Canadiens à apprendre les deux langues officielles dans le cadre de leur éducation formelle leur offrirait de meilleures possibilités sur le plan professionnel et personnel à l'avenir tout en contribuant à une plus grande acceptation des deux langues dans toutes les régions du pays.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer pour garantir l'égalité de statut des anglophones au Québec, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative et tous étaient d'avis que cela devait constituer une priorité majeure à l'avenir. La plupart d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route dans ce domaine, et certains avaient l'impression que si bon nombre d'efforts avaient été déployés ces dernières années pour mieux soutenir les francophones vivant hors Québec, beaucoup moins d'attention avait été accordée à l'aide apportée aux anglophones dans la région de la capitale nationale. Dans le cadre d'une discussion portant sur les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour soutenir les communautés anglophones du Québec, les participants estimaient qu'il fallait davantage mettre l'accent sur la promotion du bilinguisme et trouver des moyens de rapprocher les anglophones et les francophones. Si la plupart d'entre eux estimaient important de continuer à protéger et à promouvoir ce qu'ils percevaient comme étant la culture et l'histoire uniques du Québec, ils ne pensaient pas que cela était lié à la prédominance du français dans la province. Dans le même ordre d'idées, beaucoup d'entre eux s'attendaient à ce qu'une augmentation du bilinguisme partout au Québec serve à unir (plutôt qu'à diviser) les francophones et les anglophones de la province, en leur permettant de trouver un terrain d'entente et de bâtir des communautés plus soudées à l'avenir.

Défis pour les collectivités (Nord-du-Québec, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, régions rurales du Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à de brèves discussions sur une série de problématiques auxquelles leurs collectivités respectives sont actuellement confrontées. Interrogés sur les principales difficultés auxquelles leurs collectivités étaient confrontées et qui nécessitaient une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, les participants ont fait part de toute une série de préoccupations. Au nombre de ces dernières figuraient l'inflation et le coût de la vie, le manque d'accès à des logements abordables, les difficultés liées à l'augmentation des taux d'immigration dans les collectivités rurales, les temps d'attente dans les services de santé et la pénurie de personnel, la nécessité d'investir davantage dans l'éducation ainsi que le manque de moyens de transport en commun au sein des collectivités rurales. Un certain nombre de participants résidant en Nouvelle-Écosse ont indiqué que l'effort de redressement à la suite des récentes inondations de grande ampleur dans leur propre région constituait un problème majeur.

En discutant des industries et des secteurs les plus essentiels à leurs collectivités et régions respectives, les participants de tous les groupes ont identifié des domaines tels que l'exploitation minière, la sylviculture et les soins de santé comme étant indispensables au bien-être économique de leurs collectivités. Outre ces secteurs, un certain nombre de membres des deux groupes basés au Québec ont mentionné le tourisme comme secteur important de leur économie locale, tandis que la pêche était considérée comme un secteur de première importance par les participants résidant en Nouvelle-Écosse. Certains participants basés en Nouvelle-Écosse ont également mentionné l'usine de pneus Michelin dans le comté de Pictou comme employeur et moteur économique clé de leur collectivité. Les participants résidant dans des régions rurales du Québec considéraient l'agriculture comme un élément important de leur économie locale. En mentionnant les secteurs qui, selon eux, avaient le plus besoin de l'aide du gouvernement fédéral dans leur région, plusieurs d'entre eux ont cité les soins de santé. On estimait que de nombreuses personnes (et en particulier celles vivant dans des collectivités rurales) éprouvaient actuellement des difficultés à recevoir des soins en temps opportun, à accéder à des spécialistes pour des procédures et des rendez-vous importants, et à trouver un médecin de famille. Quelques participants de la Nouvelle-Écosse avaient l'impression que des mesures avaient été prises par le gouvernement du Canada pour inciter un plus grand nombre de médecins et d'infirmières à venir exercer au Canada atlantique. Un certain nombre de participants ont également mentionné l'agriculture, estimant que ce secteur avait connu des difficultés ces dernières années en raison des effets du changement climatique et de phénomènes météorologiques extrêmes, et qu'elle était essentielle pour garantir un approvisionnement alimentaire dans leur région. On estimait que le gouvernement fédéral devrait mettre en place des mesures plus incitatives pour encourager les jeunes Canadiens à se diriger dans le secteur agricole, certains craignant qu'il y ait bientôt une pénurie de main-d'œuvre dans ce domaine au fur et à mesure que les agriculteurs plus âgés commenceront à prendre leur retraite. Quelques participants ont également désigné le camionnage et le transport, la

garde d'enfants et les petites entreprises comme autant de secteurs nécessitant un soutien accru de la part du gouvernement du Canada.

Les participants résidant dans des régions rurales du Québec se sont vu poser quelques questions complémentaires relatives à l'emploi dans leur région. À la question de savoir s'il y avait actuellement des pénuries de main-d'œuvre au sein de leurs collectivités respectives, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Les participants ont désigné des secteurs comme ceux des soins de santé, de l'éducation, de l'agriculture et du transport comme autant de domaines dans lesquels les employeurs avaient, selon eux, de la difficulté à recruter des travailleurs qualifiés. En discutant des raisons à l'origine de ces pénuries, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'elles étaient dues à l'augmentation du nombre de départs à la retraite parmi les Canadiens plus âgés et au manque de nouveaux travailleurs pour les remplacer. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que le manque de logements abordables dans leur collectivité avait dissuadé de nouveaux travailleurs de venir s'installer dans la région. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait prendre des mesures pour recruter, à l'étranger, des travailleurs de ces secteurs afin qu'ils viennent travailler dans leur communauté. Dans le même ordre d'idées, les participants estimaient qu'il fallait en faire plus pour accélérer la procédure de reconnaissance des diplômes étrangers et permettre aux personnes ayant fait leurs études à l'étranger de travailler plus facilement au Canada.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaires de recrutement français

Questionnaire de recrutement - juillet

Bureau du Conseil privé

Questionnaire de recrutement – juillet 2023

Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	13 juillet	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Territoire nordique québécois	Population générale	MP



Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal

CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. POUR TOUS LES LIEUX : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui	REMERCIER ET CONCLURE
Non	CONTINUER

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd'hui?

Anglais	REMERCIER ET CONCLURE
Français	CONTINUER
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude]	REMERCIER ET CONCLURE
Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Territoire nordique québécois	<p>Les villes du territoire nordique québécois (régions administrative Nord-du-Québec, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et Côte-Nord) peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limitées à):</p> <p><u>Nord-du-Québec</u> : Chibougamau, Matagami, Baie-d'Hudson, Chisasibi, Lebel-sur-Quévillon, Baie-James, Inukjuak, Mistissini.</p> <p><u>Saguenay–Lac-Saint-Jean</u> : Saguenay, Albanel, Saint-Félicien, Dolbeau-Mistassini, Alma, Bégin, Chambord, Girardville, Hébertville, l'Anse-Saint-Jean, Lamarche, Notre-Dame-de-Lorette, Roberval.</p> <p><u>Côte-Nord</u> : Baie-Comeau, Port-Cartier, Sept-Îles, Havre-Saint-Pierre,</p>	CONTINUER – GROUPE 3

	Blanc-Sablon, Pakuashipi, La Romaine, Mingan. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 19 ans	CONTINUER
20 à 35 ans	CONTINUER
36 à 44 ans	CONTINUER
45 à 54 ans	CONTINUER
55 à 64 ans	CONTINUER
65 ans ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.



7. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

8. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

9. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

10. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

11. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

12. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.13**

12a. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

12b. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

12c. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés? **TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

13. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2022 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.



14. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

- Administrations publiques
- Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- Arts, spectacle et loisirs
- Autres services, sauf les administrations publiques
- Commerce de détail
- Commerce de gros
- Construction
- Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
- Fabrication
- Finance et assurances
- Gestion de sociétés et d'entreprises
- Hébergement et services de restauration
- Industrie de l'information et industrie culturelle
- Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
- Services d'enseignement
- Services immobiliers et services de location et de location à bail
- Services professionnels, scientifiques et techniques
- Services publics
- Soins de santé et assistance sociale
- Transport et entreposage
- Sans emploi
- Aux études à temps plein
- À la retraite
- Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

15. DEMANDER À TOUS LES GROUPES Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

- Blanc
- Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
- Chinois
- Noir
- Latino-américain
- Philippin
- Arabe
- Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
- Coréen ou japonais
- Autochtone
- Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.



16. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du [INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR] expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au [1-800-xxx-xxxx] pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement - août

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – août 2023 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
4	17 août	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Montréal	Mères qui travaillent, âgées de 25 à 50 ans	MP
6	23 août	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Centres de petite taille au Québec	Population générale	MP



Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal

CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. POUR TOUS LES LIEUX : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Montréal	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limitées à):</p> <p>Boucherville, Brossard, Châteauguay, Longueuil, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Salaberry-de-Valleyfield and Vaudreuil-Dorion.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 4
Centres de petite taille	<p>Petites villes = Population <49 999</p> <p><u>Pour les petites villes :</u> Dollards-des-Ormeaux, Saint-Eustache, Vaudreuil-Dorion, Salaberry-de-Valleyfield, Rouyn-Noranda, Boucherville, l'Assomption.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 6

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE
--	--	-----------------------

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 19 ans	SI GROUPE 4 = REMERCIER ET CONCLURE L'AUTRE GROUPE = CONTINUER
20 à 24 ans	SI GROUPE 4 = REMERCIER ET CONCLURE L'AUTRE GROUPE = CONTINUER
25 à 35 ans	CONTINUER
36 à 44 ans	CONTINUER
45 à 54 ans	CONTINUER
55 à 64 ans	SI GROUPE 4 = REMERCIER ET CONCLURE L'AUTRE GROUPE = CONTINUER
65 ans ou plus	SI GROUPE 4 = REMERCIER ET CONCLURE L'AUTRE GROUPE = CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

7. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4** Êtes-vous mère d'enfants dépendants de moins de 18 ans?

Oui **CONTINUER À LA Q.7a**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**



7a. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4 Combien d'enfants avez-vous?

1 **CONTINUER À LA Q.7b**

2 **CONTINUER À LA Q.7b**

3 ou plus **CONTINUER À LA Q.7b**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DES ENFANTS.

7b. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4 Dans quelle tranche d'âge se situe votre ou vos enfant(s)?

0-4

5-9

10-14

15-17

ASSURER UN BON MÉLANGE EN MATIÈRE DES ÂGES DES ENFANTS.

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

REMERCIER ET CONCLURE GROUPE 4

Aux études à temps plein

REMERCIER ET CONCLURE GROUPE 4

À la retraite

REMERCIER ET CONCLURE GROUPE 4

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____



CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

8a. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 4 Travaillez-vous à temps plein ou à temps partiel ?

Temps plein **CONTINUER GROUPE 4**
Temps partiel **CONTINUER GROUPE 4**

**PAS PLUS QUE DEUX RÉPONDANTS QUI TRAVAILLENT À TEMPS PARTIEL.
TEMPS PLEIN = 35 HEURES OU PLUS PAR SEMAINE
TEMPS PARTIEL = MOINS DE 35 HEURES**

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**
Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler » ?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années ?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne ?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.15**

14a. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

14b. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
4 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

14c. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés? **TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA**

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

15. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2022 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER



RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE
--	------------------------------

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

- 16. DEMANDER À TOUS LES GROUPES** Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

- 17.** Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

- 18.** La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui
Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Questionnaires de recrutement anglais

Questionnaire de recrutement - juillet

Privy Council Office Recruiting Script – July 2023 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Thu, July 6 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Greater Toronto Area	General Population	MP
2	Tue, July 11 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Major Centres Atlantic Canada	2ELGBTQI+	DN
4	Tue, July 18 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Northern Alberta	General Population	TBW
5	Tue, July 25 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Mid-size and Major Centres Quebec	Anglophones in QC	DN
6	Thu, July 27 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Interior B.C.	First-time home buyers	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Greater Toronto Area	<p>Cities include:</p> <p>City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King).</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION .NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Major Centres Atlantic Canada	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p><u>Nova Scotia:</u> Halifax <u>New Brunswick:</u> Greater Moncton Area, Greater Saint John Area <u>Newfoundland & Labrador:</u> St. John’s</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Northern Alberta	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Fort McMurray, Grand Prairie, Peace River, Slave Lake, Cold Lake, Whitecourt, Athabasca, Grimshaw, Fairview, Rainbow Lake, Wembley.</p> <p>NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Mid-size and Major Centres Quebec	<p>Cities could include:</p> <p>Major Centres = Population of 100 000+ <u>Pour les grandes villes :</u> Montréal, Gatineau, Québec City, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p>	CONTINUE – GROUP 5

	<p>Mid-size = Population of 50 000-100 000 Pour les villes de taille moyenne : Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateaugay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
Interior B.C.	<p>Cities include (but not limited to):</p> <p>Kelowna, Kamloops, Prince George, Penticton, Cranbrook, Salmon Arm, Trail, Fruitvale, Williams Lake, Dawson Creek, Nelson, Golden, Burns Lake, Lillooet.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 6
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-29	CONTINUE
30-34	CONTINUE
35-45	CONTINUE
46-49	CONTINUE
50-54	CONTINUE
55+	CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

4. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

5. ASK ONLY IF GROUP 2 Do you identify as any of the following? [INTERVIEWER TO READ ALL AND ACCEPT MULTIPLE RESPONSES]

- Lesbian
- Gay
- Heterosexual
- Man
- Woman
- Queer
- Transgender
- Bisexual
- Two-spirit
- Non-binary
- Questioning
- Genderqueer
- Intersex
- Other (Please specify): _____

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

IF RESPONDENT SELECTS 'HETEROSEXUAL' OR ONLY SELECTS EITHER 'MAN' OR 'WOMAN', THANK AND END. ENSURE A GOOD MIX. LIMIT THE NUMBER OF 'OTHER, PLEASE SPECIFY'

6. ASK ONLY IF GROUP 5 What language did you first learn as a child and still speak proficiently today?

- English **CONTINUE to Q6a**
 - French **THANK AND END**
 - Other **THANK AND END**
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. ASK ONLY IF GROUP 5 Do you regularly speak English at home?

- Yes **CONTINUE**
 - No **THANK AND END**
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**



7. ASK ONLY IF GROUP 6 Do you currently or have you previously owned a home?

- Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE TO Q7a**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. ASK ONLY IF GROUP 6 Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

- Yes **CONTINUE**
Not sure/Maybe **CONTINUE**
No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

SKEW GROUPS TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'

8. Are you familiar with the concept of a focus group?

- Yes **CONTINUE**
No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *"a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."*

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

- 1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

- Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

11. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

- Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**



11a. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

- 1-2 **THANK AND END**
- 3-5 **CONTINUE**

During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

MENTION ONLY TO GROUP 1, GROUP 2, GROUP 4 In the course of the two-hour discussion a wide variety of issues will be discussed, including some topics which you may feel are sensitive in nature. The moderator will alert you in advance and all participants are free to opt out of the conversation at any point.

12. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

- Yes **CONTINUE**
- No **SKIP TO Q.13**

12a. How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago **THANK AND END**
- More than 6 months ago **CONTINUE**

12b. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups **CONTINUE**
- 5 or more groups **THANK AND END**

On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?
TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION



ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

13. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

14. Which of the following categories best describes your total household income in 2022? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

15. Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Automotive

Construction

Educational Services

Finance & Insurance

Health Care

Social Assistance

Information and Cultural Industries

Management of Companies and Enterprises

Manufacturing

Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction



Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing
Retail Trade
Transportation and Warehousing
Utilities
Wholesale Trade
Unemployed
Full Time Student
Retired
Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.

16. ASK ALL GROUPS Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
Chinese
Black
Latin American
Filipino
Arab
Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
Korean or Japanese
Indigenous
Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

17. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:
Telephone Number:
E-mail Address:

You will receive an e-mail from [INSERT RECRUITER] with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____
DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement - août

**Privy Council Office
Recruiting Script – August 2023
English Groups**

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tue, August 8 th	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT)	Rural Nova Scotia	General population	DN
2	Wed, August 9 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Vancouver	Renters and/or those looking to rent	TBW
3	Tue, August 15 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Mid Size Centres Ontario	General population	DN
5	Tue, August 22 nd	8:00-10:00	6:00-8:00 (CDT) 7:00-9:00 (CST)	Mid-Size and Major Centres Prairies (MB and SK)	Filipino diaspora	TBW



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. IN ALL LOCATIONS: Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Rural Nova Scotia	<p>Population = <15,000</p> <p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Kentville, Sydney Mines, Amherst, Bridgewater, Yarmouth, Kingston-Greenwood, New Waterford, Antigonish, Windsor, Wolfville.</p> <p>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Vancouver	Vancouver	CONTINUE – GROUP 2
Mid-Size Centres Ontario	<p>Population: 30,000 – 99,999</p> <p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Thunder Bay, Sudbury, Peterborough, Belleville, Sarnia, Sault Ste. Marie, North Bay.</p> <p>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Mid-Size and Major Centres Prairies (MB and SK)	<p>Cities include:</p> <p>Mid-Size Centre population: 30,000 – 99,999</p> <p><u>Manitoba</u>: Brandon.</p> <p><u>Saskatchewan</u>: Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster.</p> <p>Major Centre population: 100,000+</p> <p><u>Manitoba</u>: Winnipeg</p> <p><u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina</p>	CONTINUE – GROUP 5

	ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-29	CONTINUE
30-34	CONTINUE
35-45	CONTINUE
46-49	CONTINUE
50-54	CONTINUE
55+	CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

4. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

5. **ASK ONLY IF GROUP 2** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	THANK AND END
Rent	CONTINUE Q5c
VOLUNTEERED Living at home	CONTINUE Q5a
VOLUNTEERED Other	CONTINUE Q5a
VOLUNTEERED Don't know/not sure	CONTINUE Q5a

5a. ASK ONLY IF GROUP 2 Are you in the process of looking for a primary place of residence to rent for yourself?

Yes **CONTINUE Q5b**
No **THANK AND END**

5b. ASK ONLY IF GROUP 2 What is your timeline for renting?

Looking to rent as soon as possible **CONTINUE Q5c**
Within the next 2-6 months **CONTINUE Q5c**
Looking to rent in more than 6 months **THANK AND END**

5c. ASK ONLY IF GROUP 2 What kind of residence are you renting or looking to rent?

Condo **CONTINUE – GROUP 2**
Apartment **CONTINUE – GROUP 2**
Single family home **CONTINUE – GROUP 2**
Townhome **CONTINUE – GROUP 2**
Other, please specify: _____ **CONTINUE – GROUP 2**

ENSURE A GOOD MIX.

6. ASK ONLY IF GROUP 5 Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Filipino?

Yes **CONTINUE TO Q.7**
No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7. ASK ONLY IF GROUP 5 Were you born in Canada?

Yes **CONTINUE TO Q.8 – GROUP 5**
No **CONTINUE TO Q.7a**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. ASK ONLY IF GROUP 5 How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years	CONTINUE – GROUP 5
5 to <10 years	
10 to <20 years	
20 to <30 years	
30 or more years	
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA. ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

8. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-6 **CONTINUE**

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

11. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

11a. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.



12. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

- Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.13**

12a. How long ago was the last focus group you attended?

- Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

12b. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

- 0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

12c. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

13. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent
Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

14. Which of the following categories best describes your total household income in 2022? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
\$20,000 to just under \$40,000
\$40,000 to just under \$60,000
\$60,000 to just under \$80,000
\$80,000 to just under \$100,000



\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

15. Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Automotive

Construction

Educational Services

Finance & Insurance

Health Care

Social Assistance

Information and Cultural Industries

Management of Companies and Enterprises

Manufacturing

Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction

Other Services (except Public Administration)

Professional, Scientific and Technical Services

Public Administration

Real Estate and Rental and Leasing

Retail Trade

Transportation and Warehousing

Utilities

Wholesale Trade

Unemployed

Full Time Student

Retired

Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS.

16. ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 5 Which of the following racial or cultural groups best describes you?
(multi-select)

White/Caucasian

South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

Chinese

Black

Latin American

Filipino

Arab



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)

Korean or Japanese

Indigenous

Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:
Telephone Number:
E-mail Address:

You will receive an e-mail from [INSERT RECRUITER] with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____
DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur français

GUIDE DU MODÉRATEUR JUILLET & AOÛT 2023

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.
- Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de grands centres du Canada atlantique, Nord de l'Alberta Le modérateur doit également prendre note que le thème du suicide fera l'objet d'une discussion dans la dernière partie de l'ordre du jour. Rappeler aux participants que leur participation est volontaire et qu'ils doivent se sentir libres de se retirer de la conversation s'ils ne se sentent pas à l'aise. Le modérateur le rappellera à nouveau aux participants lorsque nous aurons atteint ce point au cours de la discussion.

PERFORMANCES ET PRIORITÉS — ENJEUX ET INDUSTRIES LOCAUX (25 minutes) Territoire du Nord québécois

- Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer?
- À votre avis quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - Quels sont les principaux enjeux au sein de votre communauté auxquels le gouvernement devrait tout particulièrement accorder la priorité?
 - Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour résoudre ces problèmes?
- Quels sont les secteurs d'activité et les industries les plus importants pour votre communauté?
 - Quels sont les secteurs et les industries de votre communauté qui, pour vous, ont le plus besoin d'aide?
 - Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour soutenir ces secteurs d'activité et ces industries?

- Lorsqu'il s'agit de s'engager auprès de la population du territoire nordique québécois, d'écouter leurs préoccupations et d'y répondre, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou la mauvaise voie?
 - À votre avis, y a-t-il de meilleures façons dont le gouvernement fédéral pourrait s'engager auprès de la population du territoire nordique québécois? Si oui, quelles sont-elles?

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-20 minutes) Région du Grand Toronto, membre de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique, Nord de l'Alberta, territoire du Nord québécois, anglophones du Québec, acheteurs d'une première du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de tailles moyennes de l'Ontario, Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan) (Manitoba et Saskatchewan), mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec, centres de petite taille du Québec

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique, Nord de l'Alberta, territoire nordique québécois, anglophones du Québec, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de taille moyenne de l'Ontario, diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan) Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - Régions rurales de la Nouvelle-Écosse, Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec Où en avez-vous [entendu, lu, ou vu] cette [nouvelle/information]?
 - Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan) Quelles sont vos principales sources d'actualités? (Par exemple, nouvelles télévisées, radio, médias sociaux, ami ou famille)
 - Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan) Obtenez-vous principalement des nouvelles de sources en langue anglaise ou dans une autre langue?
 - SI DANS UNE AUTRE LANGUE : Quelle(s) langue(s)?
 - Avec quelle fréquence vous tournez-vous vers des sources dans d'autres langues?
 - Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan) Obtenez-vous principalement des nouvelles des médias canadiens ou des médias d'un autre pays?
 - SI UN AUTRE PAYS : Quel(s) pays?



- **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** Si vous cherchez des nouvelles du gouvernement fédéral, vers quelle source vous tourneriez-vous en premier? Pourquoi?

DÉFIS POUR LES COLLECTIVITÉS (20 minutes) **Régions rurales de la Nouvelle-Écosse, centres de petite taille du Québec**

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre communauté locale...

- Quels sont les enjeux importants auxquels votre collectivité est confrontée et sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer?
- Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté locale?
- Quels sont les secteurs d'activités et les industries de votre région qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide?
 - NOTE AU MODÉRATEUR : POUR DEUX OU TROIS DES SECTEURS IMPORTANTS CITÉS DEMANDER
 - À votre connaissance le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur.
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs?
- **Régions rurales de la Nouvelle-Écosse** Quels sont les secteurs et les industries auxquels vous souhaiteriez que le gouvernement du Canada accorde une priorité?
- Les pénuries de main-d'œuvre posent-elles problème au sein de votre collectivité?
 - SI OUI : Ces pénuries de main-d'œuvre touchent-elles certains secteurs en particulier?
 - SI OUI : Lesquels?
 - À quoi sont dues ces pénuries de main-d'œuvre à votre avis?
 - Quelles sont, selon vous, les solutions pouvant être envisagées pour aider à limiter les pénuries de main-d'œuvre?

[HUMEUR/SENTIMENT DU PUBLIC] (10 minutes) **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan), mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec**

Maintenant [penchons-nous/j'aimerais aborder un sujet plus vaste

- **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** Lorsque vous pensez à votre avenir au Canada, qu'est-ce qui vous rend optimiste?



- **Diaspora philippine de grands centres et de centres de taille moyenne des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** D'autre part, y a-t-il des choses qui vous inquiètent ou vous préoccupent quant à votre avenir au Canada?
 - SI OUI : Lesquels?
- **Mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec** En tant que parent, qu'est-ce qui, le cas échéant, vous rend optimiste quant à l'avenir de vos enfants au Canada?
- **Mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec** Y a-t-il quelque chose qui vous fait craindre pour l'avenir de vos enfants au Canada?
 - SI OUI : Quoi?

PERFORMANCES ET PRIORITÉS (10-40 minutes) **Nord de l'Alberta, anglophones du Québec, acheteurs d'une première du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de taille moyenne de l'Ontario, diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan), mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec**

Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, régions rurales de la Nouvelle-Écosse Et maintenant [laissons de côté les enjeux communautaires; j'aimerais passer à la désignation et à l'examen de certains enjeux, et]) en pensant plus largement au gouvernement du Canada...

- À votre avis, qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien à l'heure actuelle?
 - **Mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec** Si vous repensez aux dernières années, quelles sont les choses que le gouvernement du Canada a faites de bien?
- Sur quels plans le gouvernement fédéral doit-il s'améliorer? Pourquoi dites-vous cela?
- **Mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec** Votre opinion du gouvernement du Canada s'est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps? Pourquoi?
- **Nord de l'Alberta** L'opinion que vous avez du gouvernement du Canada a-t-elle changé au cours de la dernière année?
- **Nord de l'Alberta, régions rurales de la Nouvelle-Écosse, locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan), centres de petite taille du Québec** À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? [Pourquoi?]
 - **Nord de l'Alberta** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en matière de changement climatique?

- **Nord de l'Alberta** Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par le changement climatique? Pourquoi dites-vous cela?
- **Nord de l'Alberta** Le changement climatique a-t-il un impact quelconque sur la faune et la flore et entraîne-t-il des phénomènes météorologiques extrêmes, de températures extrêmes, des inondations, des sécheresses ou des incendies de forêt?
 - **Nord de l'Alberta** SI OUI : Quels sont ses impacts?
 - **Nord de l'Alberta** SI NON : Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - **Nord de l'Alberta** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Croyez-vous qu'il existe un lien entre le changement climatique et la fréquence et la gravité des feux de forêt au Canada?
 - **Nord de l'Alberta** SI OUI : Comment sont-ils liés?
 - **Nord de l'Alberta** SI NON : Pourquoi dites-vous cela?
- **Nord de l'Alberta** Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e) par les effets potentiels du changement climatique sur votre collectivité?
- **Nord de l'Alberta** Avez-vous constaté de quelconques effets du changement climatique au sein de votre collectivité?
 - **Nord de l'Alberta** SI OUI : Qu'avez-vous constaté?
- **Nord de l'Alberta** Dans quelle mesure votre collectivité est-elle préparée à faire face à ces potentiels impacts du changement climatique?
- **Nord de l'Alberta** Au cours des douze derniers mois, est-ce vous ou un membre de votre famille avez pris de quelconques mesures pour préparer les membres de votre ménage aux éventuels impacts du changement climatique?
- **Nord de l'Alberta** Au cours des prochaines décennies, prévoyez-vous que votre collectivité sera davantage menacée en raison du changement climatique?

Nord de l'Alberta J'aimerais maintenant parler plus particulièrement des feux de forêt...

- **Nord de l'Alberta** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet de la réponse du gouvernement du Canada concernant les feux de forêt en Alberta?
 - **Nord de l'Alberta** Comment qualifieriez-vous la réponse du gouvernement du Canada concernant les feux de forêt? Diriez-vous que sa réponse est appropriée ou inappropriée?
 - **Nord de l'Alberta** Pourquoi dites-vous cela?

Nord de l'Alberta AFFICHER À L'ÉCRAN :

Nord de l'Alberta Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour venir en aide aux personnes touchées par les feux de forêt.

- **Nord de l'Alberta** Collaboration avec les provinces et des organismes à but non lucratif pour compléter les dons, ce qui a permis de recueillir 20 millions de dollars pour soutenir les groupes communautaires de l'Alberta.
- **Nord de l'Alberta** Octroi d'une aide financière aux provinces pour les aider à assumer les frais d'intervention et couvrant jusqu'à 90 % de leurs frais de rétablissement.
- **Nord de l'Alberta** Déploiement des Forces armées canadiennes pour aider à combattre les feux de forêt, à la planification, à la coordination et à d'autres opérations en matière d'intervention.
- **Nord de l'Alberta** Le recours aux réserves nationales d'urgence (fournitures et équipements médicaux, produits pharmaceutiques) pour venir en aide aux provinces sinistrées.
- **Nord de l'Alberta** Aider les personnes touchées par les feux de forêt à bénéficier de prestations comme l'assurance-emploi, la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada.
- **Nord de l'Alberta** Mise en œuvre d'un programme pilote de formation de deux ans pour former un plus grand nombre de pompiers.
- **Nord de l'Alberta** Quelles sont vos premières réflexions au sujet de ces mesures? Aviez-vous connaissance d'une de ces mesures?
 - **Nord de l'Alberta** Diriez-vous que cette réponse est appropriée ou inappropriée? Pourquoi dites-vous cela?
 - **Nord de l'Alberta** Selon vous, le gouvernement du Canada en fait-il assez pour aider les collectivités touchées par les feux de forêt? Pourquoi dites-vous cela?
 - **Nord de l'Alberta** Que devrait faire de plus le gouvernement fédéral pour lutter contre les feux de forêt?

- **Mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec** Selon vous, quelles sont les principales problématiques ayant un impact sur les parents auxquelles le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
- **Mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie au Québec** En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dîtes-vous cela?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?
- **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des soins de santé?
 - Comment décririez-vous le système de soins de santé de votre région?
 - Quels sont les problèmes les plus urgents liés aux soins de santé au sein de votre communauté?
- **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** Selon vous, quelles sont les principales problématiques affectant les Philippins auxquelles le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
- **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** En ce qui concerne ces problématiques, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que doit faire le gouvernement du Canada pour être sur la bonne voie?
- **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan), centres de petite taille du Québec** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'immigration? Diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie quand il s'agit de gérer le système d'immigration? Pourquoi?
 - **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** Quels sont les principaux enjeux en matière d'immigration que le gouvernement fédéral devrait prioriser?
 - **Diaspora philippine de centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des délais de traitement? Qu'en est-il de la reconnaissance des titres de compétences étrangers?

Diaspora philippine, centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan) FOURNIR DES ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : La reconnaissance d'un titre de compétence étranger consiste pour le gouvernement fédéral, provincial ou territorial à déterminer qu'une licence ou un certificat obtenu à l'étranger répond aux normes en vigueur au Canada, de sorte qu'une personne puisse

occuper un emploi spécialisé. Les métiers de médecin, de comptable ou d'électricien sont des exemples d'emplois spécialisés.

- **Diaspora philippine, centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** Est-il important d'accorder la priorité à cette problématique? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Quelqu'un parmi vous a-t-il été personnellement concerné par cette question ou des membres de votre famille l'ont-ils été?
 - Selon vous, qu'a fait, le cas échéant, le gouvernement du Canada pour résoudre ce problème?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada à ce sujet?
- **Diaspora philippine, centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** De manière plus générale, pensez-vous que le gouvernement fédéral accorde suffisamment d'attention à la communauté philippine? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - **Diaspora philippine, centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** Selon vous, le gouvernement du Canada comprend-il les enjeux qui vous préoccupent le plus? Pourquoi d'êtes-vous cela?
 - **Diaspora philippine, centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** Comment le gouvernement fédéral devrait-il engager le dialogue avec la communauté philippine pour mieux comprendre les enjeux importants?
- **Diaspora philippine, centres de taille moyenne et grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)** Que devrait faire de plus le gouvernement du Canada pour soutenir la communauté philippine?
- **Centres de petite taille du Québec** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet des demandeurs d'asile qui entrent au Québec par le chemin Roxham?
- **Centres de petite taille du Québec** Est-ce que quelqu'un parmi vous a entendu parler de l'Entente entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs?
 - SI OUI : Comment expliqueriez-vous cette entente?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

En vertu de l'Entente sur les tiers pays sûrs, les demandeurs d'asile sont tenus de présenter leur demande dans le premier pays sûr où ils arrivent, à moins d'être visés par une exception prévue par l'Entente. Auparavant, cette disposition s'appliquait aux personnes entrant au Canada par un poste frontalier terrestre officiel avec les États-Unis. Les personnes qui entraient au Canada sans passer par un poste frontalier officiel (p. ex. par le chemin Roxham) pouvaient présenter une demande d'asile en tant que réfugiés.



En mars, le Canada et les États-Unis ont annoncé que l'Entente sur les tiers pays sûrs s'appliquerait désormais à toute la frontière terrestre, y compris aux voies navigables intérieures. Cela signifie que toute personne traversant la frontière par le chemin Roxham pour déposer une demande d'asile et qui n'est pas visée par une des exceptions prévues par l'Entente sera renvoyée aux États-Unis.

- **Centres de petite taille du Québec** Quelles sont vos réactions à cela?

COÛT DE LA VIE **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique**

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer?
- À votre avis quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du coût de la vie?
 - Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact sur votre comportement? Vos habitudes en tant que consommateur? Quel impact a-t-il?
 - Selon vous, quelles sont les causes de l'augmentation du coût de la vie?
- Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour faire face au coût de la vie?
- Comment pensez-vous que le coût de la vie aura évolué dans un an? Pensez-vous que la situation sera meilleure, pire ou la même qu'à l'heure actuelle? Pourquoi?

INFORMATIONS [MÉDIAS] (30 minutes) **Région du Grand Toronto, territoire du Québec nordique, Nord de l'Alberta, anglophones du Québec, centres de taille moyenne de l'Ontario**

- Combien de temps passez-vous généralement à lire, à regarder ou à écouter les actualités?
- Quelle est votre principale source de nouvelles? (Télévision, radio, médias sociaux, amis ou famille?)
 - Y a-t-il certaines sources d'actualités qui sont plus fiables et d'autres qui le sont moins? Si oui, lesquelles?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Combien d'entre vous consultent les médias sociaux pour les nouvelles?
 - Certaines plateformes sont-elles plus crédibles ou dignes de confiance que d'autres en ce qui a trait aux actualités? Pourquoi?

- **Région du Grand Toronto** À votre connaissance, le nombre d’organes de presse au Canada a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté le même au cours des dernières années?
- **Territoire du Nord québécois, anglophones du Québec, centres de taille moyenne de l’Ontario** Quelles sont vos impressions sur la façon dont l’industrie des médias a changé au cours de la dernière décennie?
 - **Territoire du Québec nordique, anglophones du Québec, centres de taille moyenne de l’Ontario** Les Canadiennes et Canadiens ont-ils plus de moyens, moins de moyens ou à peu près le même nombre de moyens d’accéder aux informations?
 - **Territoire du Québec nordique, anglophones du Québec, centres de taille moyenne de l’Ontario** Diriez-vous que la couverture de l’actualité concernant les événements de votre communauté locale est très variée?
 - **Territoire du Québec nordique, anglophones du Québec, centres de taille moyenne de l’Ontario** Diriez-vous qu’il y a plus, moins ou à peu près le même nombre d’organes d’information aujourd’hui qu’il y a dix ans? ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : Les médias comprennent des publications ou des programmes de diffusion qui fournissent des informations par le biais de différents canaux.
 - **Territoire du Nord québécois, anglophones du Québec, centres de taille moyenne de l’Ontario** Y a-t-il, à votre connaissance, plus d’emplois, moins d’emplois ou à peu près le même nombre d’emplois en journalisme aujourd’hui qu’il y a dix ans?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Entre 2008 et 2020, les recettes totales provenant de la diffusion télévisuelle, de la radio, des journaux et des revues ont chuté de près de 6 milliards de dollars. Depuis 2008, 474 médias ont fermé leurs portes dans 335 communautés à travers le Canada. Au moins un tiers des emplois en journalisme au Canada ont disparu entre 2010 et 2016.

- À votre connaissance, qu’est-ce qui explique ces tendances dans l’industrie des médias?
- Dans quelle mesure, le cas échéant, cela vous préoccupe-t-il? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - Quels impacts la diminution du nombre de médias locaux pourrait-elle avoir au Canada? Cela vous concernerait-il personnellement?
 - SI CE N’EST PAS MENTIONNÉ : Qu’en est-il des communautés rurales, éloignées, autochtones ou des communautés linguistiques en situation minoritaire?
 - Qu’est-ce qui devrait être fait, s’il y a lieu, pour remédier à ce problème?
- Dans quelle mesure le gouvernement du Canada devrait-il accorder la priorité au soutien de l’industrie des médias? Quel rôle devrait-il jouer?
 - SI CE N’EST PAS PRÉALABLEMENT MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet du gouvernement du Canada, des médias et des grandes plateformes numériques?

- **Centres de taille moyenne de l'Ontario** SI AU COURANT : Que pensez-vous de ce que vous avez entendu?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Récemment, le gouvernement du Canada a adopté une loi obligeant certaines grandes plateformes numériques à payer les médias pour des nouvelles présentées sur leurs plateformes. Le gouvernement canadien estime que les plateformes numériques tirent profit de la diffusion de contenus d'actualité sur leurs plateformes, à la fois directement (publicités diffusées avant, après ou en fonction de nouvelles) et indirectement (mobilisation des utilisateurs, affinement des données, publicité ciblée ultérieure), et qu'il est donc important que ces géants du numérique offrent une compensation équitable aux médias.

- Que vous en ayez eu connaissance ou non avant aujourd'hui, que pensez-vous de cette situation?
 - Tout compte fait, diriez-vous que vous êtes plutôt pour ou plutôt contre cette loi?
 - Quels impacts pourrait avoir cette loi?
 - Pensez-vous qu'elle puisse contribuer à résoudre les enjeux de l'industrie des médias dont nous discutons? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Est-ce que quelqu'un a des questions ou des préoccupations au sujet de cette loi?

PERFORMANCES ET PRIORITÉS —COÛT DE LA VIE (20 minutes) Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ de principaux centres du Canada atlantique

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer?
- À votre avis quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du coût de la vie?
 - Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact sur votre comportement? Vos habitudes en tant que consommateur? Quel impact a-t-il?
 - Selon vous, quelles sont les causes de l'augmentation du coût de la vie?
- Comment pensez-vous que le coût de la vie aura évolué dans un an? Pensez-vous que la situation sera meilleure, pire ou la même qu'à l'heure actuelle? Pourquoi?
 - DEMANDER : Pensez-vous que la situation sera meilleure, pire ou la même qu'à l'heure actuelle? Pourquoi?

Communauté 2ELGBTQI+ (40 minutes) Membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique

- De votre point de vue, le Canada est-il un endroit où vivre qui soit ouvert et inclusif? Pourquoi ou pourquoi pas?
- De manière générale, la société canadienne est-elle inclusive à l'endroit de la communauté 2ELGBTQI+? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Comment qualifieriez-vous le niveau d'acceptation, de soutien et d'inclusion de la société canadienne à l'égard de la communauté 2SLGBTQI+? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Les niveaux d'acceptation, de soutien et d'inclusion ont-ils changé au fil du temps? Si oui, en quoi ont-ils changé? À quoi ce changement est-il dû?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le niveau de haine à l'égard des membres de la communauté 2ELGBTQI+ a-t-il changé au fil du temps? Si oui, en quoi ont-ils changé? À quoi ce changement est-il dû?
 - Que faudrait-il faire pour promouvoir l'acceptation, le soutien et l'inclusion des personnes 2ELGBTQI+ au sein de la société canadienne?
 - Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer à cet égard? Si oui, quel devrait être son rôle?
- Quelles sont les questions les plus importantes ayant un impact sur la communauté 2ELGBTQI+ que le gouvernement du Canada devrait traiter en priorité?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en ce qui concerne la promotion et la protection des droits des membres de la communauté 2ELGBTQI+
- Comment décririez-vous la situation actuelle concernant les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+ en milieu de travail? En milieu scolaire? Au sein du système de soins de santé?
 - La situation concernant les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+ a-t-elle changé plus récemment? Si oui, en quoi ont-ils changé? À quoi ce changement est-il dû selon vous?
 - Quelles sont vos plus grandes préoccupations concernant la situation en matière de droits et de libertés des 2SLGBTQI+ au Canada aujourd'hui?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger les droits et libertés des membres de la communauté 2ELGBTQI+?
- En ce qui concerne la promotion et la protection des droits et libertés des 2SLGBTQI+, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se remettre sur la bonne voie?

- Avez-vous connaissance de démarches entreprises par le gouvernement du Canada pour protéger et promouvoir les droits et libertés des membres de la communauté 2ELGBTQI+ au Canada?
 - Plus généralement, avez-vous connaissance de démarches entreprises par le gouvernement fédéral pour soutenir la communauté 2ELGBTQI+? Quels sont vos réactions, vos sentiments ou vos pensées à ce sujet?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Êtes-vous au courant de l'investissement de 75 millions de dollars pour les organisations qui défendent les droits des communautés 2ELGBTQI+ et leur offrent des services?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et de l'adoption du projet de loi C-16, une loi visant à reconnaître l'expression et l'identité de genre comme un droit de la personne et à protéger les personnes de genre différent contre la discrimination et la propagande haineuse?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et du projet de loi C-4, une loi visant à modifier le Code criminel dans le but d'interdire la thérapie de conversion?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et que Santé Canada a levé l'interdiction du don de sang qui visait les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer ces relations avec la communauté 2ELGBTQI+?

9-8-8 (45 minutes) Membres de la communauté LEGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique, région du Grand Toronto, Nord de l'Alberta

Au cours de la discussion qui suivra, nous aborderons notamment la question de la prévention du suicide et de la détresse émotionnelle. Bien que nous ayons essayé de minimiser les risques et les désagréments potentiels, en raison de la nature sensible du sujet, si vous vous sentez mal à l'aise ou gêné de donner votre avis, n'hésitez pas à ne pas répondre aux questions posées ou à vous retirer de la discussion.

Si vous ou une personne de votre entourage traversez une crise et avez besoin de soutien, sachez qu'il existe des ressources en matière de santé mentale que vous pouvez consulter. Notre service d'assistance technique vous fournira certaines de ces ressources dans la fenêtre de clavardage maintenant. Nous enverrons également un courriel à chacun d'entre vous après le groupe de discussion contenant cette liste de ressources ainsi que des numéros de téléphone supplémentaires à composer ou pour envoyer un message texte.

LE SERVICE D'ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIRA UNE LISTE DES RESSOURCES DANS LA FENÊTRE DE CLAVARDAGE

- Parlons suicide Canada : www.parlonssuicide.ca/ OU 1-833-456-4566
- Ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être : <https://www.espoirpourlemieuxetre.ca/>
- Obtenir de l'aide : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/services-sante-mentale/sante-mentale-obtenir-aide.html>
- Espace mieux-être Canada : : <https://www.wellnesstogether.ca/fr-ca/>



À propos des ressources en matière de santé mentale...

Le gouvernement du Canada travaille actuellement, en collaboration avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), à la mise en œuvre du 9-8-8, un numéro à trois chiffres pour la prévention du suicide et la détresse émotionnelle. Le numéro n'est pas encore en service au Canada. Il sera mis en service le 20 novembre 2023.

Je vais vous présenter quelques énoncés différents que vous pourriez voir sur les médias sociaux, dans des publicités, en ligne, etc. concernant des sujets liés à la prévention du suicide et à la santé mentale. Après chaque message, nous discuterons de vos impressions.

MONTRER À L'ÉCRAN :

Énoncé 1 : Si vous êtes aux prises avec des pensées suicidaires ou une détresse émotionnelle, vous pouvez obtenir de l'aide. Composez le 9-8-8 ou envoyez un message à ce numéro pour obtenir de l'aide 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par année.

Message secondaire : Il est également possible d'appeler ou d'envoyer un SMS au 9-8-8 si l'on s'inquiète pour un être cher qui pourrait avoir des pensées suicidaires et avoir besoin de soutien.

- Qu'est-ce que ce message vous incite à faire ou à penser?
- Quelle compréhension avez-vous de la notion de « détresse émotionnelle », telle qu'elle apparaît dans ce message?
- Comment amélioreriez-vous ce message?
- Et si les mots « en détresse émotionnelle » étaient supprimés et que le message ne portait que sur les « pensées suicidaires ». Est-ce que, selon vous, cela changerait le sens du message?
- Que pensez-vous du terme « pensées suicidaires »? Existe-t-il d'autres messages similaires susceptibles de susciter l'intérêt (par exemple, « se sentir suicidaire », « sentiments suicidaires »)?

MONTRER À L'ÉCRAN :

Énoncé 2 : Au Canada, environ 12 personnes meurent chaque jour des suites d'un suicide. Si vous ou une personne que vous connaissez avez des pensées suicidaires ou êtes en situation de crise, vous pouvez obtenir de l'aide. Composez le 9-8-8 ou envoyez un message texte à ce numéro pour obtenir le soutien d'un intervenant compétent.

- Qu'est-ce que ce message vous incite à faire ou à penser?

- Dans cet énoncé, le mot « crise » est utilisé à la place de « détresse émotionnelle ». À votre avis, y a-t-il une différence entre une crise et une détresse émotionnelle?
- Comment amélioreriez-vous ce message?
- L'inclusion d'une statistique permet-elle au message d'être plus convaincant ou d'avoir un plus grand impact sur vous?
- La mention d'un « intervenant compétent » renforce-t-elle le message?

Parlons des autres caractéristiques importantes du service.

- Lesquelles des caractéristiques suivantes sont importantes à mentionner dans une publicité faisant la promotion du 9-8-8?
 - Confidentiel
 - Pourquoi/pourquoi pas?
 - Prise en compte des traumatismes
 - Pourquoi/pourquoi pas?
 - Culturellement approprié
 - Pourquoi/pourquoi pas?
 - Le terme « culturellement approprié » trouve-t-il écho chez vous?
 - Et le terme « culturellement adapté »?
 - Gratuit
 - Pourquoi/pourquoi pas?

MONTRER À L'ÉCRAN :

Énoncé 3 : Un soutien gratuit et confidentiel en matière de santé mentale est disponible à tout moment, partout au Canada. Cela comprend la prévention du suicide 9-8-8 et le soutien en cas de crise associés au 9-8-8, ainsi que d'autres soutiens hors crise en matière de santé mentale sur le site Canada.ca/santé mentale.

- Qu'est-ce que ce message vous incite à faire ou à penser?
- En ce qui concerne plus particulièrement le 9-8-8, que vous dit ce message?
- Comment amélioreriez-vous ce message?
- Trouvez-vous que ce message contient trop de renseignements?
- Les mesures à prendre en fonction de l'état de santé mentale d'une personne sont-elles claires?

MONTRER À L'ÉCRAN :

Énoncé 4 : Lorsque vous appelez le 9-8-8, notre priorité est de vous aider à rester en sécurité et à vous sentir soutenu. On ne fera appel aux services d'urgence, tels que le 9-1-1, que si vous êtes en danger de mort ou si vous vous infligez des blessures graves. Le recours aux services d'urgence n'est nécessaire que dans un très petit nombre de cas.

- À votre avis, est-il important de faire la distinction entre les services du 9-8-8 et les services du 9-1-1?
 - Ce message explique-t-il clairement la différence entre les deux et la manière dont ils sont susceptibles de se compléter?
- Comment amélioreriez-vous ce message?
- S'agit-il d'un renseignement important à inclure?

En ce qui concerne le 9-8-8 en général...

- Une fois le 9-8-8 en service, quels types de documentation promotionnelle, d'inforessources ou de publicité sur le 9-8-8 seraient les plus susceptibles de retenir votre attention?
- Quel type de renseignements aiderait quelqu'un à savoir quand appeler ou envoyer un message texte au 9-8-8?
- Seriez-vous incité à transmettre des renseignements au sujet du 9-8-8 à votre famille, à vos amis ou à une autre personne que vous connaissez, par exemple un collègue?

Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada

atlantique Je vais vous montrer quelques noms qui pourraient être donnés à ce service. Nous rappelons que le 9-8-8 sera un service fondé sur la communication orale et textuelle.

Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada

atlantique **MONTRER LES CHOIX À L'ÉCRAN :**

- Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique 9-8-8 : Parlons suicide
- Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique 9-8-8 : Ligne d'assistance téléphonique en cas de crise suicidaire
- Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique 9-8-8 : Appelez ou envoyez un message texte pour de l'aide en cas de crise suicidaire

- **Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique** Par vote à main levée, lequel de ces noms vous semble le plus approprié?
- **Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique** Combien d'entre vous sont d'avis que « 9-8-8 : Parlons suicide » convient le mieux? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - **Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique** Combien d'entre vous sont d'avis que « 9-8-8 Ligne d'assistance téléphonique en cas de crise suicidaire » convient le mieux? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - **Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres du Canada atlantique** Combien d'entre vous êtes d'avis que « 9-8-8 » en tant que nom en soi, suivi d'un message d'appel à l'action tel que « Appelez ou envoyez un message texte pour obtenir de l'aide en cas de crise suicidaire », convient le mieux? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

PRESTATIONS D'INVALIDITÉ (40 minutes) Territoire du Nord québécois

- Comment définiriez-vous ce que cela signifie que d'être une personne handicapée?
- Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement du Canada pour soutenir les Canadiennes et Canadiens handicapés? Si oui, qu'avez-vous entendu?
- À la lumière de ce que vous avez entendu, comment évaluez-vous les aides gouvernementales actuelles pour les personnes handicapées au Canada?
 - Diriez-vous que les personnes handicapées obtiennent suffisamment, pas suffisamment ou trop de soutien de la part du gouvernement? Pourquoi dites-vous cela?
- De votre point de vue, quels sont certains des principaux problèmes auxquels sont confrontés les Canadiennes et les Canadiens vivant avec un handicap?
- Quel rôle, le cas échéant, le gouvernement du Canada devrait-il jouer pour remédier à ces problèmes? **SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ** : Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer pour garantir que les personnes handicapées disposent d'un revenu de base leur permettant de répondre à leurs besoins essentiels? Pourquoi ou pourquoi pas? **ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN** : Les besoins de base peuvent comprendre le loyer, les factures et la nourriture.
 - **SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ** : Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer pour faire en sorte que les personnes handicapées puissent trouver et conserver un bon emploi? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - **SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ** : Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer pour assurer la pleine intégration sociale et économique des personnes handicapées? Pourquoi ou pourquoi pas?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Selon la dernière Enquête canadienne sur l'incapacité de 2017, près de 23 % des personnes handicapées et en âge de travailler vivent dans la pauvreté, contre environ 9 % pour les personnes n'ayant aucune incapacité.

- Que pensez-vous de cette réalité?
- Selon vous, quelles sont les principales raisons pour lesquelles les personnes handicapées sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Le gouvernement du Canada a adopté une loi visant à créer une nouvelle Prestation canadienne d'invalidité, qui permettra le versement d'une prestation mensuelle directe aux Canadiennes et Canadiens à faible revenu, en âge de travailler et handicapés.

- Que pensez-vous de cette information?
- Connaissez-vous la Prestation canadienne d'invalidité avant aujourd'hui?
- Êtes-vous pour ou contre cette initiative, ou êtes-vous plutôt « neutre »? Pourquoi?
- Avez-vous des questions concernant la Prestation canadienne d'invalidité? Si oui, quelles sont-elles?
- Est-ce que c'est une initiative que le gouvernement du Canada devrait prendre? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Que penseriez-vous si cela augmentait les taxes? Et si cela augmentait le déficit?
- Quels impacts pourrait avoir une telle prestation?
- À quelles personnes au sein de l'ensemble de la communauté des personnes handicapées cette prestation devrait-elle s'adresser?
- Aurait-elle un impact sur vous personnellement? En aurait-elle un sur vos amis ou sur votre famille?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Quels impacts pourrait avoir cette prestation dans la réduction de la pauvreté chez les personnes handicapées?
 - Dans quelle mesure avez-vous confiance que cette prestation réduira la pauvreté chez les personnes handicapées? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - Dans quelle mesure la réduction de la pauvreté chez les personnes handicapées devrait-elle être une priorité pour le gouvernement du Canada, le cas échéant? Pourquoi ou pourquoi pas?

- De quelle façon la Prestation canadienne d'invalidité pourrait-elle contribuer à promouvoir l'égalité et l'inclusion en faveur des personnes handicapées?
- Pensez-vous que la Prestation canadienne d'invalidité pourrait avoir un impact sur l'économie? Cet impact serait-il positif ou négatif?
- De tous les impacts dont nous avons discuté, quel est celui que vous considérez comme le plus important? Pourquoi?

LANGUES OFFICIELLES (50 minutes) Anglophones du Québec

- Depuis combien de temps vivez-vous au Québec?
 - Diriez-vous que la communauté dans laquelle vous vivez est majoritairement francophone ou anglophone?
- Avez-vous pu bénéficier de certaines ouvertures ou eu à faire face à des difficultés en tant qu'anglophone vivant au Québec? Lesquelles?
 - En matière d'emploi, d'éducation, de soins de santé ou d'accès à d'autres services publics ou privés
 - Quel impact votre langue a-t-elle en matière d'emploi, d'éducation, de soins de santé ou d'accès à d'autres services privés ou publics?
 - Et en ce qui concerne votre sentiment d'inclusion et d'appartenance?
- Votre expérience de la vie au Québec en tant qu'anglophone a-t-elle évolué au fil du temps?
 - SI OUI : En quoi a-t-elle changé?
 - Quels impacts ces changements ont-ils eus sur votre vie?
 - SI IMPACTS NÉGATIFS : Qu'est-ce qui pourrait être fait, le cas échéant, pour améliorer la situation?
 - Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer à cet égard?
 - SI OUI : Quel devrait être son rôle?
 - Quels impacts pourrait selon vous avoir le gouvernement du Canada?
 - Comment croyez-vous que cet enjeu évoluera à l'avenir, le cas échéant?
- Comment qualifieriez-vous vos compétences en français?
 - POUR CEUX QUI NE PARLENT PAS COURAMMENT LE FRANÇAIS : Apprendre le français est-il quelque chose que vous souhaitez et pouvez faire? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Existe-t-il suffisamment d'aides, de ressources et de possibilités vous permettant d'apprendre le français? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

- Quels sont certains des droits dont jouissent les « communautés minoritaires de langue officielle », comme les communautés francophones hors Québec et les communautés anglophones au Québec?
- Selon vous, les langues française et anglaise sont-elles menacées quelque part au Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : En quoi sont-elles menacées?
- Quelle priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder, le cas échéant, au soutien des langues française et anglaise au Canada?
 - Comment cela se traduirait-il selon vous?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la protection et la promotion des droits des communautés de langue officielle en situation minoritaire? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se remettre sur la bonne voie?
- Avez-vous des suggestions sur la façon dont le gouvernement du Canada pourrait offrir un meilleur soutien aux communautés anglophones du Québec?

LOGEMENT (60-80 minutes) Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver

Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver Lorsque vous avez été recruté(e) pour participer à ce groupe de discussion, vous avez indiqué que vous louez actuellement le logement dans lequel vous vivez ou que vous envisagez de louer un logement prochainement. Puis-je rapidement vérifier auprès de vous, par un vote à main levée :

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Combien d'entre vous êtes actuellement locataires?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Combien d'entre vous êtes à la recherche d'un logement à louer?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** QUESTIONS À POSER À CHACUN DES PARTICIPANTS : Quand prévoyez-vous d'emménager dans votre logement locatif?

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Comment décririez-vous la situation du logement au sein de votre collectivité? Et la situation en matière de location plus précisément?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Quels sont les défis les plus importants en matière de location au sein de votre collectivité? DEMANDER AU BESOIN : Abordabilité, qualité, offre
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Selon vous, qu'est-ce qui a contribué au manque d'options abordables en matière de location au sein de votre collectivité?

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Diriez-vous que la situation en matière de logement et sur le marché locatif a empiré, s'est améliorée ou est demeurée la même au cours des dernières années? QUESTIONS À POSER POUR S'ASSURER DE COUVRIR L'ABORDABILITÉ :
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** SI EMPIRÉE/AMÉLIORÉE : Qu'est-ce qui explique ces changements?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Qu'est-ce qui pourrait contribuer à améliorer la situation?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** En ce qui concerne plus particulièrement l'abordabilité, que faut-il faire, le cas échéant, pour améliorer l'accès à des logements locatifs abordables à Vancouver?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Combien de temps pensez-vous qu'il faudra pour résoudre les problèmes liés à l'inaccessibilité des logements locatifs à prix abordables à Vancouver?

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** À qui la responsabilité de relever les défis dont nous avons discuté en matière de location revient-elle principalement? DEMANDER : Le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial ou votre administration municipale? Pourquoi?

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Qui est le mieux placé pour traiter ces questions? DEMANDER : Le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial ou votre administration municipale? Pourquoi?

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les locataires?

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour soutenir les locataires?

- **Centres de moyenne taille de l'Ontario** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des politiques du gouvernement du Canada en matière de logement?

- **Centres de moyenne taille de l'Ontario** Quels sont les principaux problèmes en matière de logement auxquels le gouvernement du Canada devrait remédier? Pourquoi faut-il prioriser ces problèmes?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et si la solution passait par la construction de nouveaux logements?
- **Centres de moyenne taille de l'Ontario** Qui est le mieux placé pour remédier à ces problèmes? Pourquoi? DEMANDER : Le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial ou votre administration municipale?
- **Centres de moyenne taille de l'Ontario** À votre connaissance, le gouvernement du Canada a-t-il fait quelque chose pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les locataires?
- **Centres de moyenne taille de l'Ontario** Le cas échéant, que devrait faire le gouvernement du Canada pour soutenir les locataires?

Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de taille moyenne de l'Ontario MONTRER À L'ÉCRAN

En 2020, dans le cadre de la Stratégie nationale pour le logement, le gouvernement du Canada a mis en place l'Allocation canadienne pour logement, afin d'aider les locataires à faible revenu à faire face au coût du logement. Les locataires à faibles revenus reçoivent cette prestation chaque mois; le montant varie selon la province. En 2022, le gouvernement du Canada a annoncé qu'un complément à l'Allocation canadienne pour le logement serait mis à la disposition des locataires à faible revenu résidant au Canada, lesquels pourraient recevoir un paiement unique de 500 \$.

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de taille moyenne de l'Ontario** Que pensez-vous de cette mesure?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Avant aujourd'hui, connaissiez-vous l'Allocation canadienne pour le logement?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Saviez-vous qu'il s'agissait d'une prestation mensuelle?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de taille moyenne de l'Ontario** Cette mesure est-elle sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour ce qui est de rendre la location plus abordable?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de taille moyenne de l'Ontario** [Quelles autres/y a-t-il d'autres] mesures [aimeriez-vous/voudriez-vous] que le gouvernement du Canada prenne pour soutenir les locataires?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Espérez-vous devenir propriétaire un jour?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** SI NON : Pourquoi pas?
 - **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** SI OUI : Quelle est la probabilité que vous deveniez un jour propriétaire?

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des politiques du gouvernement du Canada [en matière de logement/visant à rendre l'accès à la propriété plus accessible pour les acheteurs d'une première propriété]?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Quels sont les principales problématiques en matière de logement auxquelles le gouvernement du Canada devrait remédier? Pourquoi faut-il prioriser ces problèmes?
 - **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Serait-ce d'aider les Canadiens à acheter leur première maison?
 - **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et si la solution passait par la construction de nouveaux logements?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Selon vous, quels sont les principaux obstacles à l'achat de votre première maison?
 - **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour vous aider à vous offrir votre première maison?
 - **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Que faut-il encore faire pour que le marché du logement au Canada devienne plus accessible?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Pour ce qui est de favoriser l'accès à la propriété pour les acheteurs d'une première maison, le gouvernement du Canada est-il dans l'ensemble sur la bonne ou la mauvaise voie? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de moyenne taille de l'Ontario Je vais maintenant vous montrer diverses initiatives que le gouvernement du Canada a prises dans le domaine du logement. [Ces initiatives se divisent en plusieurs catégories différentes, et nous allons les passer en revue une à une].

MONTRER À L'ÉCRAN :

- Mise en place du **compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété** permettant aux Canadiens d'épargner jusqu'à 40 000 dollars à l'abri de l'impôt destiné à les aider à acheter leur première propriété.
- **L'incitatif à l'achat d'une première propriété**, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada offrant 5 ou 10 % en mise de fond pour l'achat d'une première propriété;



- Prolongement de l'**incitatif à l'achat d'une première propriété** permettant une plus grande souplesse et une plus grande facilité d'accès pour les Canadiens vivant seuls.
- Doublement du **crédit d'impôt pour les acheteurs d'une première propriété** afin de procurer jusqu'à 1 500 dollars en soutien direct aux acheteurs d'une propriété en vue de compenser les coûts de clôture liés à l'achat d'une habitation.
- Investissement de 200 millions de dollars afin d'élaborer et de développer des projets de **location avec option d'achat**.
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** **Interdiction des offres à l'aveugle**. (Les offres à l'aveugle empêchent les acheteurs éventuels de connaître l'offre d'autres acheteurs).
- Que pensez-vous de chacune de ces mesures?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Parmi les mesures figurant sur cette liste, y en a-t-il que vous ne connaissiez pas?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Avez-vous des questions concernant l'une ou l'autre de ces mesures?
- **Centres de taille moyenne de l'Ontario** Ces [initiatives/mesures] visant à faciliter l'accès à la propriété sont-elles sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourriez-vous profiter de l'une ou l'autre de ces mesures personnellement?
 - Est-ce également le cas pour le nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Le nouveau compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété permet aux acheteurs potentiels d'une première propriété d'épargner [jusqu'à] 40 000 dollars à l'abri de l'impôt. [À l'instar du Régime enregistré d'épargne-retraite (REER), les cotisations seront déductibles d'impôt, et les retraits effectués pour l'achat d'une première propriété, y compris à partir de revenus d'investissement, ne seront pas imposables, comme dans le cas d'un Compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Il n'y a aucun impôt à payer sur les cotisations et aucun impôt à payer sur les retraits.

- Croyez-vous pouvoir personnellement profiter de ces mesures? Profiteraient-elles aux acheteurs d'une première propriété en général?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de moyenne taille de l'Ontario** Avez-vous des questions concernant l'une ou l'autre de ces mesures?



- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de moyenne taille de l'Ontario** Y a-t-il quelque chose [dans cette section] [que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour soutenir les acheteurs d'une première propriété?
 - **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Croyez-vous que soutenir les acheteurs d'une première propriété constitue une priorité du gouvernement du Canada? Pourquoi/pourquoi pas?

Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario Passons à la construction d'un plus grand nombre de logements...

- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des mesures prises ou prévues par le gouvernement du Canada pour encourager la construction d'un plus grand nombre de logements?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à propos du Fonds pour accélérer la construction de logements?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Le Fonds pour accélérer la construction de logements est un fonds de 4 milliards de dollars destiné à encourager les autorités municipales à prendre des mesures pour accroître l'offre de logements au niveau local.

- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Que pensez-vous de cette mesure?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Quel impact pensez-vous qu'un fond comme celui-ci aura?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Seriez-vous pour ou contre une augmentation de l'offre de logements dans votre région?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Les municipalités qui n'accordent pas la priorité à la construction d'un nombre suffisant de logements devraient-elles se voir imposer des mesures conséquentes? Pourquoi?
 - **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Quelles mesures conséquentes conviendrait-il, selon vous, d'imposer?



- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Avez-vous de quelconques préoccupations quant à l'accélération de la construction de logements au sein de votre collectivité?
 - **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Quelles sont-elles?
- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique, centres de taille moyenne de l'Ontario** Qui parmi vous sait en quoi consiste le zonage municipal? **ÉCLAIRCISSEMENTS** : Un règlement municipal de zonage contrôle l'aménagement du territoire dans votre collectivité. Il est adopté par des administrations municipales et définit précisément comment les terrains peuvent être utilisés, où des bâtiments et autres structures peuvent être situés, quels types de bâtiments sont autorisés et comment ils peuvent être utilisés.

Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver MONTRER À L'ÉCRAN :

- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver Interdiction des offres à l'aveugle** (les offres à l'aveugle empêchent les acheteurs éventuels de connaître l'offre d'autres acheteurs).
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** L'interdiction aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans (aussi connue sous le nom d'**interdiction d'achats immobiliers par des étrangers**) pour s'assurer que les habitations servent de demeure à des Canadiens plutôt que de constituer des avoirs financiers pour des investisseurs étrangers;
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Instauration d'un **impôt sur la revente précipitée d'une propriété** pour dissuader les investisseurs d'acheter en masse des propriétés dans le but de les revendre rapidement à un prix plus élevé;
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** **Taxe sur la cession d'un contrat de vente** relativement à des habitations nouvellement construites ou ayant fait l'objet de rénovations afin de dissuader les spéculateurs d'acheter des habitations qu'ils laisseront ensuite inhabitées (la cession d'un contrat de vente implique qu'un vendeur vende ses droits relatifs à une propriété avant que l'acheteur en prenne possession).
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Création d'un nouveau **Fonds de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements** afin d'éliminer les obstacles et stimuler la croissance de l'offre de logements, avec pour objectif de créer au moins 100 000 nouveaux d'un bout à l'autre du pays.
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver, centres de taille moyenne de l'Ontario** Quels pourraient être, selon vous, les éventuels impacts, le cas échéant, de [la réglementation municipale en matière de zonage sur la construction de nouvelles habitations/chacune de ces mesures]?

[L'une ou l'autre de ces mesures vous toucheraient-elle personnellement?]

- **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Pensez-vous qu'il faille encourager les municipalités à modifier leur zonage pour permettre la construction d'un plus grand nombre de logements au sein de leurs collectivités? Pourquoi?
 - **Acheteurs d'une première maison du secteur de l'intérieur de la Colombie-Britannique** Même si ces changements rendaient votre quartier plus compact et densément peuplé?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Y a-t-il quelque chose figurant dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Avez-vous des questions concernant l'une ou l'autre de ces mesures?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Ces mesures contribueront-elles à rendre les logements du marché locatif de Vancouver plus abordables? Pourquoi/pourquoi pas?
- **Locataires et personnes à la recherche d'un logement locatif à Vancouver** Qu'attendez-vous d'autre de la part du gouvernement du Canada en ce qui concerne [la construction de nouveaux logements]?

TARIFICATION DU CARBONE (40 minutes) Régions rurales de la Nouvelle-Écosse

- À quel point est-il important pour le gouvernement du Canada de réduire la pollution par le carbone au Canada? Pourquoi?
- Qu'avez-vous lu, vu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la tarification du carbone au Canada?
- À votre connaissance, existe-t-il [actuellement] une tarification du carbone en Nouvelle-Écosse?
- Avez-vous entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, parfois appelés remises de la tarification de la pollution?
 - Qu'avez-vous entendu dire à ce sujet?
 - À votre connaissance, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez reçu ce paiement?

En 2016, le gouvernement du Canada a annoncé un plan visant à assurer la tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays. La tarification du carbone comprend deux parties — une redevance sur les combustibles et un système pour les industries. Aujourd'hui, nous nous concentrerons sur la redevance sur les

combustibles qui s'applique entre autres au pétrole et au gaz. Les provinces et les territoires peuvent soit appliquer la tarification fédérale sur la pollution ou proposer leurs propres systèmes, pour autant qu'il respecte la norme établie par le gouvernement fédéral.

- Quelles sont vos réactions lorsque vous entendez cela?
 - Êtes-vous en faveur de la tarification sur la pollution par le carbone? Pourquoi ou pourquoi pas?

À compter du 1er juillet 2023, la Nouvelle-Écosse a commencé à utiliser le système de tarification fédérale. En vertu de ce système, tous les produits issus de la tarification de la pollution par le carbone restent dans la province ou le territoire dans laquelle ou dans lequel ils ont été perçus. 90 % des produits sont retournés directement aux résidents sous forme de paiement de l'Incitatif à agir pour le climat. Les paiements seront versés trimestriellement (c'est-à-dire tous les trois mois), et une famille de 4 personnes recevra 248 dollars par trimestre.

Ce système a pour but d'encourager les gens à réduire leurs émissions, tout en leur donnant la possibilité de décider quand et comment le faire. L'idée étant que plus un ménage procède à des changements (par exemple, en utilisant d'autres modes de transport, en passant d'une fournaise au gaz naturel à une pompe à chaleur électrique), plus il économisera en n'ayant pas à payer la redevance sur les combustibles. En outre, la plupart des ménages reçoivent plus d'argent sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat que ce qu'ils paient en vertu de la redevance sur les combustibles.

- Dans l'ensemble, cette approche de la tarification de la pollution est-elle sensée? Pourquoi/pourquoi pas?
 - Avez-vous des questions sur son fonctionnement? Quelles sont-elles?
 - Ce système vous semble-t-il juste? Vous semble-t-il abordable?

Pour les résidents de petites collectivités et de collectivités rurales, les paiements de l'incitation à l'action climatique comprennent un supplément rural de 10 % (c'est-à-dire un supplément de 10 % à leurs paiements), car les Canadiens de ces collectivités ne disposent pas nécessairement des mêmes options pour réduire leurs émissions, en particulier en matière de transport.

- Le fait de savoir cela change-t-il votre opinion sur la tarification de la pollution par le carbone? Pourquoi/pourquoi pas?
- Cette approche de la tarification de la pollution est-elle équitable à l'égard des Canadiens vivant dans des collectivités rurales et de petite taille? Pourquoi/pourquoi pas?
- Croyez-vous qu'un prix sur la pollution par le carbone découragera les gens de polluer? Pourquoi/pourquoi pas? Vous découragera-t-il personnellement de polluer?
 - Quels autres effets, le cas échéant, un prix sur la pollution pourrait-il avoir sur les Canadiens?
 - À court terme, pensez-vous que les coûts d'une tarification de la pollution par le carbone sont plus importants que les coûts du changement climatique pour les collectivités? Pourquoi?

- Et à long terme?
- Compte tenu de ce que vous savez maintenant, si vous deviez expliquer la tarification de la pollution et le paiement de l'Incitatif à agir pour le climat à un ami, que lui diriez-vous?

MARCHÉ DE L'EMPLOI (20 minutes) Mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie Québec

- Comment évalueriez-vous la situation sur le marché de l'emploi à l'heure actuelle? Est-elle bonne, mauvaise ou entre les deux? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Dans quelle mesure a-t-il été facile de vous trouver un emploi dans le domaine qui vous intéresse?
 - En tant que mère au travail, avez-vous été confrontée à des difficultés ou à des obstacles lorsque vous cherchiez un emploi ou pendant que vous travailliez? Si oui, quels ont été ces difficultés et ces obstacles?
- En pensant à ce que sera la situation sur le marché de l'emploi dans cinq ans, pensez-vous qu'elle sera pire, meilleure ou la même? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - En quoi la situation de l'emploi dans cinq ans pourrait-elle être différente de ce qu'elle est aujourd'hui?
 - En prenant en compte ces changements potentiels quant à l'avenir du travail, cela influence-t-il la façon dont vous percevez vos propres perspectives d'emploi?
 - SI OUI : De quelle façon?
 - SI NON : Pourquoi pas?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la création d'emplois de qualité au Canada? Et en ce qui concerne le soutien aux travailleurs?
- Avez-vous connaissance de ce que fait le gouvernement du Canada pour aider à créer des emplois, à fournir des formations axées sur des compétences ou pour soutenir les travailleurs?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour aider?

PARENTS – COÛT DE LA VIE (40 minutes) Mères au travail âgées de 25 à 54 ans de la Montérégie Québec

- En ce qui concerne le gouvernement du Canada, comment décririez-vous généralement sa gestion de l'économie?
 - Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?

- En tant que mère au travail, quels enjeux économiques vous préoccupent le plus et ont le plus d'impact sur vous?
 - Le gouvernement du Canada comprend-il les enjeux économiques qui vous préoccupent le plus et qui ont le plus d'impact sur vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de l'abordabilité et du coût de la vie?
- Que fait le gouvernement du Canada face à l'augmentation du coût de la vie?
- Pouvez-vous me donner des exemples de choses qui sont devenues moins abordables dans votre vie de tous les jours?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il des épiceries et de l'essence?
 - Avez-vous modifié certaines de vos habitudes quotidiennes en réaction à l'augmentation du coût de la vie?
- Qu'avez-vous récemment vu, lu ou entendu au sujet de ce que fait le gouvernement du Canada pour aider à faire face au coût des produits d'épicerie?
 - Quelles sont vos réactions à ce que vous avez entendu?
- À votre avis, qu'est-ce qui provoque l'augmentation des prix?
- Que peut faire le gouvernement face à l'augmentation du coût de la vie?
- Êtes-vous au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada dont bénéficient les parents?
- Qui parmi vous a entendu parler de...?
 - L'Allocation canadienne pour enfants
 - La Prestation dentaire canadienne
 - SI ENTENDU PARLER : Que savez-vous de chaque programme?

MENTIONNER : L'Allocation canadienne pour enfants (ACE) est un programme de soutien du revenu pour les familles canadiennes, calculé en fonction des moyens financiers. Il s'agit d'un versement mensuel non imposable fait aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'ACE est indexée en fonction de l'inflation.

MENTIONNER : Le gouvernement du Canada met en œuvre la Prestation dentaire canadienne (PDC) pour aider à réduire les coûts des soins dentaires pour les familles admissibles dont le revenu est inférieur à 90 000 \$.

- Quelles sont vos réactions à cette information?
 - Y a-t-il quelque chose dont vous n'étiez pas au courant auparavant?
 - Avez-vous des questions concernant l'un ou l'autre de ces programmes?
- Pour ce qui est de rendre le coût de la vie plus abordable, dans quelle mesure ces programmes auront-ils un impact, le cas échéant, sur vous et votre famille?
 - Diriez-vous que l'Allocation canadienne pour enfants et la Prestation dentaire canadienne sont des mesures importantes quant à rendre la vie plus abordable pour les parents? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour aider à soutenir les mères au travail?

SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE (25 minutes) Diaspora philippine de centres de taille moyenne et de grands centres des Prairies (Manitoba et Saskatchewan)

J'aimerais maintenant discuter des enjeux communautaires de façon plus générale.

- Direz-vous que votre communauté est sécuritaire? Pourquoi ou pourquoi pas?
- D'après ce que vous savez, le taux de criminalité dans votre communauté a-t-il augmenté, diminué ou s'il est demeuré stable?
 - S'IL A AUGMENTÉ : Qu'avez-vous remarqué plus particulièrement?
 - À quoi attribuez-vous la hausse de la criminalité? Quelles sont les causes?
- À qui revient principalement la responsabilité de lutter contre la criminalité?
 - Quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité?
- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit dans les dernières années pour lutter contre la criminalité? Fait-il quelque chose maintenant?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : A-t-il fait quelque chose en matière de contrôle des armes à feu?
 - SI AU COURANT : Que pensez-vous de ces initiatives?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : A-t-il fait quelque chose pour réduire les activités et la violence des gangs?
- Pouvez-vous penser à d'autres choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour prévenir la criminalité?
 - DEMANDER : Devrait-il offrir plus de services en santé mentale? De services de traitement en toxicomanie? Des logements?
 - Ces initiatives auraient-elles un impact? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Devraient-elles être une priorité pour le gouvernement fédéral?

IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE (25 minutes) Centres de petite taille du Québec

Je voudrais maintenant parler du changement climatique...

- Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé(e), le cas échéant, par le changement climatique? Pourquoi dites-vous cela?

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux effets potentiels du changement climatique?
 - Le changement climatique a-t-il des impacts sur des éléments comme l'agriculture, la faune et la flore et entraîne-t-il des conditions météorologiques extrêmes, des températures extrêmes, des inondations, des sécheresses ou des incendies de forêt?
 - SI OUI : À votre connaissance, quels sont ces impacts?
 - SI NON : Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

- Dans quelle mesure les impacts potentiels du changement climatique sur votre collectivité vous préoccupent-ils?

- Avez-vous constaté de quelconques impacts du changement climatique au sein de votre collectivité?
 - SI OUI : Qu'avez-vous constaté?

- Est-il important que le gouvernement fédéral aide les collectivités à se préparer aux impacts du changement climatique?
 - Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement fédéral à cet égard?
 - Que voudriez-vous qu'il fasse?

CONNAISSANCES EN MATIÈRE DE CLIMAT (30 minutes) Centres de petite taille du Québec

- Croyez-vous que chaque personne a son rôle à jouer pour ralentir le changement climatique?

NOTE AU MODÉRATEUR : Passer rapidement sur cette question.

- Quels sont les gestes que vous pourriez poser pour ralentir le changement climatique?
 - DEMANDER : Ces gestes peuvent être liés à la nourriture, aux transports, à l'utilisation de l'énergie chez soi, aux produits que nous achetons, à la manière dont nous nous débarrassons de nos déchets, etc.

- Quels sont les gestes les plus faciles à poser? Pourquoi?

- Quels sont les gestes les plus difficiles à poser? Pourquoi?
 - DEMANDER : Est-ce de ne pas savoir quels gestes poser?
 - DEMANDER : Est-ce de ne pas avoir les moyens de poser ces gestes?
 - DEMANDER : Est-ce de n'avoir aucune option écoresponsable accessible?
- Au cours des six prochains mois, avez-vous l'intention de poser plus, moins ou autant de gestes écoresponsables que maintenant? Pourquoi?
- Si vous aviez, en tant que personne, une quantité illimitée de ressources, que feriez-vous pour contribuer au ralentissement du changement climatique?
 - Pourquoi?
- À quel point croyez-vous que d'autres personnes au Canada posent des gestes pour ralentir le changement climatique?
- Si vous saviez que d'autres personnes posaient des gestes écoresponsables, seriez-vous tenté d'en faire autant? Pourquoi ou pourquoi pas?
- À main levée, combien d'entre vous pensent que leurs actions individuelles peuvent avoir un effet positif sur le changement climatique? Pourquoi ou pourquoi pas?
- À main levée, combien d'entre vous sont d'accord pour dire que regroupées, nos actions peuvent avoir un effet positif sur le changement climatique? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quels types d'actions ont le plus d'effets positifs sur le changement climatique?
- Quelles actions trouvez-vous les moins efficaces?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.
- **Région du Grand Toronto, membres de la communauté 2ELGBTQI+ des principaux centres de la Colombie-Britannique** Le modérateur ou la modératrice rappellera aux participants que nous leur enverrons un courriel de suivi contenant une liste de ressources en santé mentale.

Guide du modérateur anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE JULY & AUGUST 2023

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+, Northern Alberta Moderator to also note that the topic of suicide will be a topic of discussion in the latter part of the agenda. Remind participants that their participation is voluntary, and they should feel free to step back from the conversation if they feel uncomfortable. Moderator will remind participants again when we reach that point in the discussion.

PERFORMANCE AND PRIORITIES – LOCAL ISSUES/INDUSTRIES (25 minutes) Northern Quebec Territory

- What does the Government of Canada do well? [Why?]
- What does the Government of Canada need to improve on?
- In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - What are the top issues in your community specifically that the federal government should be prioritizing?
 - Has the Government of Canada done anything to address these issues?
- What are the most important sectors and industries for your community?
 - Which sectors and industries in your community do you feel need the most help?
 - Has the Government of Canada done anything to support these sectors and industries?
- When it comes to engaging with people in Northern Quebec, like listening and responding to their issues, would you say the Government of Canada is generally on the right or wrong track?
 - In your opinion, are there better ways for the federal government to engage with people in Northern Quebec? If yes, what are they?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-20 minutes) Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+, Northern Quebec Territory, Northern Alberta, Quebec Anglophones, Interior B.C. First-Time Home Buyers, Rural Nova Scotia, Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario, Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora, Montérégie Québec Working Mothers Aged 25-54, Small Centres Québec

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+, Northern Quebec Territory, Northern Alberta, Quebec Anglophones, Rural Nova Scotia, Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario, Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora What are your reactions to this news?
 - Rural Nova Scotia, Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Montérégie Québec Working Mothers Aged 25-54 Where did you [hear, read or see] this [news/information]?
 - Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora What are your primary sources for news? (TV news, radio, social media, friends/family)
 - Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora Do you mostly get news from English language sources or in another language?
 - Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora IF ANOTHER LANGUAGE: Which language(s)?
 - Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora How often do you turn to sources in other languages?
 - Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora Do you mostly get news from Canadian media or media from another country?
 - Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora IF ANOTHER COUNTRY: Which country(ies)?
- Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora If you were looking for federal government news, where would you go to first? Why?

COMMUNITY CHALLENGES (20 minutes) Rural Nova Scotia, Small Centres Québec

Now I'd like to focus on your local community...

- What important issues facing your community do you think the Government of Canada should focus on?
- What are the most important sectors and industries for your local community?
- Which sectors and industries in your region do you feel need the most help?
 - NOTE TO MODERATOR, FOR TWO OR THREE MAJOR SECTORS NAMED ASK:

- As far as you know, has the Government of Canada done anything to support these sectors?
 - What else can the federal government do to support these sectors?
- **Rural Nova Scotia** Which sectors and industries would you like to see the Government of Canada prioritize?
- **Small Centres Québec** Are labour shortages an issue in your community?
 - IF YES: are labour shortages affecting certain sectors in particular?
 - IF YES: Which ones?
 - What's behind these labour shortages?
 - What are some potential solutions to labour shortages?

PUBLIC [MOOD/SENTIMENT] (10 minutes) **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan)**
Filipino Diaspora, Montérégie Québec Working Mothers Aged 25-54

Now, [let's explore\I'd like to turn to] a broader topic...

- **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora** When thinking about your future living in Canada, what makes you feel optimistic?
- **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora** On the other hand, are there any things that make you feel worried or concerned about your future in Canada?
 - IF YES: What are they?
- **Montérégie Québec Working Mothers Aged 25-54** As a parent, what if anything, makes you feel optimistic about your children's future in Canada?
- **Montérégie Québec Working Mothers Aged 25-54** And are there any things that make you [feel worried or concerned] about your children's future in Canada?
 - IF YES: What are they?

PERFORMANCE AND PRIORITIES (10 - 40 minutes) **Northern Alberta, Quebec Anglophones, Interior B.C. First-Time Home Buyers, Rural Nova Scotia, Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario, Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora, Working Mothers Aged 25-54 in Montérégie, Small Centres Québec**

Rural Nova Scotia, Vancouver Renters and Those Looking to Rent Now, [moving away from community issues/I'd like to turn to identifying and discussing some issues, and] thinking more broadly about the Government of Canada...

- [In your opinion, what would you say the Government of Canada is currently doing well/what does the Government of Canada do well]?

- **Montréal Québec Working Mothers Aged 25-54** Thinking back to the past few years, what are some things the Government of Canada has done well?
- [What does/what areas do you think] the Government of Canada need to improve on? [Why/do you say that?]
- **Montréal Québec Working Mothers Aged 25-54** Has your opinion of the Government of Canada gotten better or worse over time? Why?
- **Northern Alberta** Has your opinion of the Government of Canada changed over the past year?
- **Northern Alberta, Rural Nova Scotia, Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora, Small Centres Québec** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing? [Why/is this an important issue to prioritize?]
 - **Northern Alberta** IF NOT MENTIONED: What about climate change?
- **Northern Alberta** How concerned are you, if at all, by climate change? Why do you say that?
- **Northern Alberta**
 - **Northern Alberta** Does climate change have any impact on things like wildlife, extreme weather, extreme temperatures, floods, droughts, or wildfires?
 - **Northern Alberta** IF YES: What impacts does it have?
 - **Northern Alberta** IF NO: Why do you feel this way?
 - **Northern Alberta** IF NOT MENTIONED: Do you think there is a connection between climate change and the frequency and severity of wildfires in Canada?
 - **Northern Alberta** IF YES: How so?
 - **Northern Alberta** IF NO: Why do you say that?
- **Northern Alberta** How concerned are you about the potential impacts of climate change on your community?
- **Northern Alberta** Have you seen any impacts of climate change in your community?
 - **Northern Alberta** IF YES: What have you seen?
- **Northern Alberta** How prepared, if at all, is your community to handle these potential impacts of climate change?
- **Northern Alberta** In the past 12 months, have you or a family member taken any measures to prepare your household for any potential impacts of climate change?
- **Northern Alberta** Over the next few decades, do you expect your community to be more at risk due to climate change?

Northern Alberta Now I'd like to turn specifically to wildfires...

- **Northern Alberta** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada when it comes to responding to the wildfires in Alberta?
 - **Northern Alberta** How would you describe the Government of Canada's response to the wildfires? Would you say their response has been on the right track or the wrong track?
 - **Northern Alberta** Why do you say that?

Northern Alberta SHOW ON SCREEN:

Northern Alberta The government has taken several actions to help those affected by wildfires:

- **Northern Alberta** Working with provinces and non-profits to match donations, raising \$20 million in support for community groups in Alberta.
- **Northern Alberta** Giving financial aid to affected provinces to help with response costs and covering up to 90% of their eligible recovery costs.
- **Northern Alberta** Deploying the Canadian Armed Forces to help with firefighting, planning, coordination, and other response tasks.
- **Northern Alberta** Using national emergency stockpiles of medical supplies, equipment, and pharmaceuticals to help affected provinces.
- **Northern Alberta** Helping those impacted by wildfires access benefits like Employment Insurance, Old Age Security, and the Canada Pension Plan.
- **Northern Alberta** Implementing a two-year Training Pilot program to train more firefighters.
- **Northern Alberta** What are your initial thoughts about these actions? Were you aware of any of these actions?
 - **Northern Alberta** Would you say this response is on the right track or the wrong track? Why do you say that?
 - **Northern Alberta** In your view, is the Government of Canada doing enough to help communities impacted by wildfires? Why do you say that?
 - **Northern Alberta** What more should the federal government be doing to address wildfires?
- **Montréal Québec Working Mothers Aged 25-54** In your opinion, what are the top issues impacting parents that the Government of Canada should be prioritizing?
 - **Montréal Québec Working Mothers Aged 25-54** Thinking about these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - IF WRONG TRACK: What could the federal government do to get on the right track?
- **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora** IF NOT MENTIONED: What about healthcare?
 - How would you describe the healthcare system in your area?
 - What are the most pressing challenges related to healthcare in your community?

- **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora** In your opinion, what are the top issues impacting Filipinos that the Government of Canada should be prioritizing?
- **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora** When it comes to these issues, would you say that the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why?
 - IF WRONG TRACK: What does the Government of Canada need to do to get on the right track?
- **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora, Small Centres Québec** IF NOT MENTIONED: What about when it comes to immigration?
 - **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora** Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to managing the immigration system? Why?
 - **Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora** What are the biggest immigration issues the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT [MENTIONED/RAISED]: What about processing times? What about recognizing foreign credentials?

Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino Diaspora CLARIFY AS NEEDED: Recognizing foreign credentials is when the federal, provincial, or territorial government determines that a license or certificate earned outside of Canada meets the standards in Canada, so that an individual can work in a specialized job. Examples of specialized jobs could be working as a doctor, accountant, or an electrician.

- Is it important to prioritize this issue? Why/ why not?
 - Is anyone here personally impacted or have family members impacted?
 - In your opinion, what, if anything, has the Government of Canada done to address this issue?
 - What should the Government of Canada do on this issue?
- Thinking more generally, do you feel the federal government pays enough attention to the Filipino community? Why/ why not?
 - In your opinion, does the Government of Canada understand the issues you care most about? Why do you say that?
 - How should the federal government engage with the Filipino community to better understand the important issues?
- What more should the Government of Canada do to support the Filipino community?
- **Small Centres Québec** What, if anything, have you seen, read, or heard about asylum seekers entering Quebec at Roxham Road?
- **Small Centres Québec** Has anyone heard of the Canada-US Safe Third Country Agreement?
 - IF YES: How would you explain it?



SHOW ON SCREEN:

Under the Safe Third Country Agreement, refugee claimants are required to request refugee protection in the first safe country they arrive in, unless they qualify for an exception to the Agreement. Previously, this applied to people entering Canada via an official land border crossing with the United States. Individuals who crossed into Canada outside of an official border crossing (for example, via Roxham Rd) could make an asylum (refugee) claim.

In March, Canada and the United States announced the expansion of the Safe Third Country Agreement across the entire land border, including internal waterways. This means that anyone crossing the border via Roxham Rd to make an asylum claim and don't meet one of the Agreement's exceptions, will be returned to the U.S.

- **Small Centres Québec** What are your reactions to this?

Cost of Living Interior B.C. First-Time Home Buyers

- What does the Government of Canada do well?
- What does the Government of Canada need to improve on?
- In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
- IF NOT MENTIONED ALREADY: What about the cost of living?
 - Has the rising cost of living affected your behaviour? Your spending habits? How so?
 - What do you think is behind the rising costs of living?
- What work, if any, has the Government of Canada done to address the cost of living?

How do you expect the cost of living to change a year from now? Do you think things will be better, worse, or stay the same as they are now? Why?

NEWS [MEDIA] (30 minutes) Greater Toronto Area, Northern Quebec Territory, Northern Alberta, Quebec Anglophones, Mid-Size Centres Ontario

Now I'd like to focus on news [media] more broadly, not just news related to the Government of Canada ...

- How much time do you typically spend reading, watching, or listening to the news?

- What are your primary sources for news? PROMPT FOR: TV news, radio, social media, search engines, friends/family?
 - Are there any sources that are more or less reliable for news? If yes, which ones?
 - IF NOT MENTIONED: How many of you use social media to get news? How many of you turn to search engines to get news?
 - Are some platforms more credible or trustworthy than others when it comes to news? Why? Which do you find more/less credible?
- **Greater Toronto Area** As far as you know, has the number of news outlets in Canada been going up, down, or remained the same over the past several years?
- **Northern Quebec Territory, Quebec Anglophones, Mid-Size Centres Ontario** What are your impressions of how the news media industry has changed over the last decade?
 - **Northern Quebec Territory, Quebec Anglophones, Mid-Size Centres Ontario** Do Canadians have more, fewer, or about the same number of ways to access news?
 - **Northern Quebec Territory, Quebec Anglophones, Mid-Size Centres Ontario** Would you say there is a wide variety of news coverage about events in your local community?
 - **Northern Quebec Territory, Quebec Anglophones, Mid-Size Centres Ontario** Would you say there are more, fewer, or about the same number of news outlets today as there were a decade ago? CLARIFY AS NEEDED: News media outlets include publications or broadcast programs that provide news via different channels.
 - **Northern Quebec Territory, Quebec Anglophones, Mid-Size Centres Ontario** As far as you know, are there more jobs, fewer jobs, or about the same number of jobs in journalism today than 10 years ago?

CLARIFY: [Between 2008 and 2020, overall revenue for broadcast television, radio, newspapers and magazines fell by nearly \$6 billion.] Since 2008, 474 news media outlets have closed in 335 communities across Canada. [At least one third of Canadian journalism jobs disappeared between 2010 and 2016.]

- As far as you know, [why has this been happening/what is behind these trends in the news media industry]?
- To what extent, if at all, is this concerning to you? Why do you feel this way?
 - What impacts could a decreasing number of news outlets have in Canada? Would it affect you personally?
 - IF NOT MENTIONED: What about [official/in rural, remote, Indigenous, or] [language minority/minority language] communities [– i.e. francophones outside of Quebec and Quebec Anglophones]?
 - What, if anything, should be done to deal with this issue?
- How big of a priority, if at all, should it be for the Government of Canada to support the news media industry? What role should they play?
 - IF NOT MENTIONED PREVIOUSLY: Have you seen, read, or heard anything lately about the Government of Canada, news outlets, and large digital platforms?
 - **Mid-Size Centres Ontario** IF AWARE: What are your reactions to what you heard?

CLARIFY: Recently, the Government of Canada passed a law requiring some large digital platforms to pay news outlets for news stories on these companies' platforms. [The Government of Canada says that since digital platforms benefit from sharing news content on their platforms, both directly (advertising near news) and indirectly (user engagement, data refinement, subsequent targeted advertising), it's important that these big tech companies compensate media fairly.]

- Whether you were aware of this or not before today, what are your reactions?
 - On balance, would you say you tend to support or tend to oppose this law?
 - What impacts could this law have?
 - Do you think it would help [reduce the decline of media outlets across the country/address the issues in the news media industry that we have been discussing]? Why/why not?
- Do you have any questions or concerns about this law?

PERFORMANCE AND PRIORITIES – COST OF LIVING (20 minutes) Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+

- What does the Government of Canada do well?
- What does the Government of Canada need to improve on?
- In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about the cost of living?
 - Has the rising cost of living affected your behaviour? Your spending habits? How so?
 - What do you think is behind the rising cost of living?
- What work, if any, has the Government of Canada done to address the cost of living?
- How do you expect the cost of living to change a year from now?
 - PROMPT: Do you think things will be better, worse, or stay the same as they are now? Why?

2SLGBTQI+ (40 minutes) Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+

- From your perspective, is Canada an open and inclusive place to live? Why/why not?
- Generally, is Canadian society an inclusive place for the 2SLGBTQI+ community? Why/why not?

- How would you describe the level of acceptance, support, and inclusion that Canadian society has for the 2SLGBTQI+ community? Why do you feel this way?
 - Has the level of acceptance, support, and inclusion changed over time? If yes, how so? What's behind this change?
 - IF NOT MENTIONED: Has the level of hate against the 2SLGBTQI+ community changed over time? If yes, how so? What's behind this change?
 - What should be done to promote the acceptance, support, and inclusion of 2SLGBTQI+ individuals in Canadian society?
 - Does the Government of Canada have a role to play? If yes, what should its role be?

- What are the most important issues impacting the 2SLGBTQI+ community that the Government of Canada should prioritize?
 - IF NOT MENTIONED: What about promoting and protecting 2SLGBTQI+ rights and freedoms in Canada?

- How would you describe the current state of 2SLGBTQI+ rights and freedoms?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to 2SLGBTQI+ rights and freedoms in the workplace? At school? In the healthcare system?
 - Has the state of 2SLGBTQI+ rights and freedoms changed more recently? If yes, how so? What do you think is behind this change?
 - What are your biggest concerns about the state of 2SLGBTQI+ rights and freedoms in Canada today?
 - What should the Government of Canada do to promote and protect 2SLGBTQI+ rights and freedoms?

- On promoting and protecting 2SLGBTQI+ rights and freedoms, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - IF WRONG TRACK: What could the Government of Canada do to get on the right track?

- Are you aware of any work the Government of Canada is doing to protect and promote 2SLGBTQI+ rights and freedoms in Canada?
 - More broadly, are you aware of any work the federal government has done to support the 2SLGBTQI+ community? What are your reactions, feelings, or thoughts to this?
 - IF NOT MENTIONED: What about investing \$75 million for 2SLGBTQI+ community organizations that advocate for and serve 2SLGBTQI+ communities?
 - IF NOT MENTIONED: What about passing Bill C-16, a law written to recognize gender expression and gender identity as a human right and protect gender diverse individuals from discrimination and hate propaganda?
 - IF NOT MENTIONED: What about Bill C-4, an Act to amend the criminal code to ban conversion therapy?
 - IF NOT MENTIONED: What about Health Canada lifting the ban on blood donations from men who have sex with men?

- What should the Government of Canada do to improve relations with the 2SLGBTQI+ community?

9-8-8 (45 minutes) Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+, Northern Alberta

During the following discussion, one of the topics we will address is suicide prevention and emotional distress. While we have tried to minimize any potential risks and discomfort, due to the sensitive nature of the topic, if at any time you feel uncomfortable or uneasy giving your opinion, please feel free not to answer any of the questions asked or step away.

If you or someone you know is going through a crisis and needs support, please know that there are mental health resources you can consult. Our tech support will provide you with some of these resources in the chat now. We will also send an email to each one of you after the group with this list of resources as well as additional numbers that you can call or text.

TECH SUPPORT TO PROVIDE LIST OF RESOURCES IN CHAT

- Talk Suicide Canada: www.talksuicide.ca OR 1-833-456-4566
- The Hope for Wellness Helpline: <https://www.hopeforwellness.ca/>
- Get Help Here: <https://www.canada.ca/mental-health>
- Wellness Together Canada: <https://www.wellnesstogether.ca/en-CA>

On the topic of mental health resources ...

The Government of Canada is currently working with the Centre for Addiction and Mental Health on the implementation of 9-8-8, a three-digit number for suicide prevention and emotional distress. The number is not live in Canada yet. It will launch on November 30, 2023.

I'm going to present you with a few different statements that you might see on social media, in advertisements, online, etc. regarding topics related to suicide prevention and mental health. After each message, we will discuss your impressions.

SHOW ON SCREEN:

Statement 1: If you're struggling with suicidal thoughts or in emotional distress, there is help. Call or text 9-8-8 for support 24/7/365.

Secondary message: People can also call or text 9-8-8 if they are worried about a loved one who may be thinking of suicide and need support.

- What does this message motivate you to do or think?
- What is your understanding of "emotional distress", as it appears in this messaging?

- How would you improve this message?
- What if the text “in emotional distress” was removed and the message focused only on “suicidal thoughts”? Does the meaning change for you?
- How do you feel about the term “suicidal thoughts”? Is there other similar messaging that might resonate (e.g., “feeling suicidal”, “suicidal feelings”)?

SHOW ON SCREEN:

Statement 2: Approximately 12 people in Canada die by suicide each day. If you or someone you know is having suicidal thoughts or is in crisis, there is help. Text or call 9-8-8 for support from a trained responder.

- What does this message motivate you to do or think?
- In this statement, the word “crisis” is used instead of “emotional distress”. In your opinion, is there a difference between crisis and emotional distress?
- How would you improve this message?
- Does including a statistic make the message resonate more or have a bigger impact on you?
- Does the mention of a “trained responder” add value to the message?
- Let’s talk about other important features of the service. Which of the following are important to mention in an ad promoting 9-8-8?
 - Confidential
 - Why/Why not?
 - Trauma-informed
 - Why/Why not?
 - Culturally appropriate
 - Why/Why not?
 - Does “culturally appropriate” resonate with you?
 - What about “culturally sensitive”?
 - Free
 - Why/Why not?

SHOW ON SCREEN:

Statement 3: Free, confidential mental health support is available any time, from anywhere in Canada. This includes 9-8-8 suicide prevention and crisis support, as well as other non-crisis mental health supports at Canada.ca/mental-health.

- What does this message motivate you to do or think?
- Specifically on 9-8-8, what does this message communicate to you?
- How would you improve this message?
- Do you find this message includes too much information?
- Is it clear which action to take depending on the state of someone's mental health?

SHOW ON SCREEN:

Statement 4: When you call 9-8-8, the priority is to help you stay safe and feel supported. Emergency services, such as 9-1-1, will only be called if you are at risk of dying or seriously harming yourself. Calling emergency services only happens in a very small number of cases.

- In your opinion, is it important to distinguish 9-8-8 services from 9-1-1?
 - Does this message clarify the difference between the two and how they may interact?
- How would you improve this message?
- Is this an important message to include?

Now thinking about 9-8-8 in general ...

- Once 9-8-8 is launched, what types of promotional materials, information resources or advertising about 9-8-8 would you be most likely to pay attention to?
- What kind of information would help someone know when to call or text 9-8-8?
- Would you be motivated to share information about 9-8-8 with family, friends or someone else you know, such as a colleague?

Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+ I'm going to show you a few potential names for this service. A reminder that 9-8-8 will be a talk and text-based service.

Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+ SHOW OPTIONS ON SCREEN:

- **Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+** 9-8-8 Talk Suicide
- **Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+** 9-8-8 Suicide Crisis Helpline
- **Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+** 9-8-8: Call/text for suicide crisis help
- **Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+** With a show of hands, which one of these do you think is the most suitable:
 - **Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+** How many think '9-8-8 Talk Suicide' works best? What makes you say that?
 - **Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+** How many think '9-8-8 Suicide Crisis Helpline' works best? What makes you say that?
 - **Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+** How many think '9-8-8' as a name on its own, followed by a call-to-action message such as "Call/text for suicide crisis help" works best? What makes you say that?

DISABILITIES BENEFITS (40 minutes) Northern Quebec Territory

Now I'd like to move onto a different topic...

- If you feel comfortable sharing, do you have any friends or family who live with a disability or do you, yourself have any personal experience living with a disability?
 - How would you define what it means to be a person living with a disability?
- Are you aware of anything the Government of Canada does to support Canadians living with disabilities? If so, what have you heard?
- Given what you know, how would you rate existing government supports for persons living with disabilities in Canada?
 - Do you think persons living with disabilities get enough support, not enough support, or too much support from the government? Why do you say that?
- In your view, what are some of the biggest challenges Canadians living with disabilities face?
- What role, if any, should the Government of Canada play in addressing these challenges? IF NOT MENTIONED: Does the Government of Canada have a role to play in ensuring persons with disabilities have a basic income to meet their basic needs? Why/why not? CLARIFY AS NEEDED: Basics needs might include rent, bills, and food
 - IF NOT MENTIONED: Does the Government of Canada have a role to play in ensuring persons with disabilities can find and keep good jobs? Why/why not?
 - IF NOT MENTIONED: Does the Government of Canada have a role to play in ensuring the full social and economic inclusion of persons with disabilities? Why/why not?

CLARIFY: According to the most recent Canadian Survey on Disability from 2017, nearly 23% of working-age persons with a disability are living in poverty, compared to about 9% for those without a disability.

- What are your reactions to this fact?
- What do you believe are the leading reasons behind persons with disabilities being more likely to be living in poverty?

CLARIFY: The Government of Canada has passed legislation to create a new Canada Disability Benefit, which will create a direct monthly payment to low-income Canadians with disabilities of working age.

- What are your initial reactions to this information?
- Were you aware of the Canada Disability Benefit before today?
- Do you support or oppose this initiative, or are you more neutral? Why?
- Do you have any questions about the Canada Disabilities Benefit? If yes, what are they?
- Is this something the Government of Canada should be doing? Why/why not?
 - How would you feel if it increased taxes? What about if it added to the deficit?
- What impacts could a benefit like this have?
- Who within the broader disability community should this benefit be targeted to?
- Would it impact you personally? What about your friends/family?
 - IF NOT MENTIONED: What impacts could it have on reducing poverty among persons living with disabilities?
 - How confident are you that this benefit will reduce poverty among persons with disabilities? Why do you feel this way?
 - How big of a priority, if at all, should reducing poverty among persons with disabilities be for the Government of Canada? Why/why not?
- In what ways could the Canada Disabilities Benefit contribute to promoting equality and inclusion for persons living with disabilities?
- Do you think the Canada Disabilities Benefit could have an impact on the economy? Would it be positive or negative?
- Of all the impacts we've discussed, which do you consider to be the most important? Why?

OFFICIAL LANGUAGES (50 minutes) Quebec Anglophones

- How long have you lived in Quebec?
 - Would you say that the community you live in is predominantly French or English-speaking?

- Have you encountered any opportunities or challenges as an English-speaker living in Quebec? What are they?
 - What impact does your language have on things like employment, education, healthcare, or accessing other private or public services?
 - Have you ever been unable to access these services due to a language barrier?
 - What about when it comes to your sense of inclusion or belonging?

- Has your experience living as an English-speaker in Quebec changed over time?
 - IF YES: In what ways has it changed?
 - What impacts have these changes had on your life?
 - IF NEGATIVE IMPACTS: What, if anything, could be done to make things better?
 - Does the Government of Canada have a role to play?
 - IF YES: What role should they play?
 - What impacts do you think the Government of Canada could have?
 - How do you see this issue changing in the future, if at all?

- How would you describe your ability to speak French?
 - FOR THOSE NOT FLUENT IN FRENCH: Is learning French something you feel willing and able to do? Why/why not?
 - Are there enough supports, resources, and opportunities available for you to learn French? Why do you feel this way?

- What are some of the rights that “official language minority communities,” like the French-speaking communities outside of Quebec and English-speaking communities inside Quebec, have?

- Do you think that the French or English languages are threatened anywhere in Canada? Why/why not?
 - IF YES: In what ways are they threatened?

- How big of a priority, if at all, should it be for the Government of Canada to support both the French and English languages in Canada?
 - What would that look like to you?

- Would you say the Government of Canada is on the right track or the wrong track when it comes to protecting and promoting the rights of official language minority communities? Why do you feel this way?
 - IF WRONG TRACK: What should the Government of Canada do to get on the right track?

- Do you have any suggestions on how the Government of Canada could better support English-speaking communities in Quebec?

HOUSING (60-80 minutes) Interior B.C. First-Time Home Buyers, Vancouver Renters and Those Looking to Rent

Vancouver Renters and Those Looking to Rent When you were recruited for this focus group, you indicated that you currently rent the place where you live or are looking to rent a place soon. Could I confirm quickly with you now, using a show of hands:

- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** How many of you are currently renting?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** How many of you are in the process of looking for a place to rent?
 - o **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** ASK TO EACH PARTICIPANT: When do you expect to move into your rental unit?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** How would you describe the housing situation in your community? What about renting, specifically?
 - o **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** What are the biggest challenges when it comes to renting in your community? PROMPT AS NECESSARY: Affordability, quality, supply...
 - o **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** In your opinion, what has contributed to the lack of affordable rental options in your community?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Would you say the situation with respect to housing and the rental market has worsened, improved, or stayed the same over the last few years? PROMPT TO ENSURE AFFORDABILITY IS COVERED.
 - o **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** IF WORSENERD/IMPROVED: What's behind these changes?
 - o **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** What might help improve the situation?
 - **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** When it comes to affordability specifically, what, if anything, needs to happen for the affordability of renting in Vancouver to improve?
 - o **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** How long do you think it will take to solve the issues behind the unaffordability of renting in Vancouver?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Who is most responsible for addressing the challenges we've been discussing when it comes to renting? PROMPT FOR: The federal government, the provincial government, or your municipal government? Why?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Who is best equipped to deal with these issues? PROMPT FOR: The federal government, the provincial government, or your municipal government? Why?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** To the best of your knowledge, has the Government of Canada done anything to address the issues facing renters?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** What, if anything, should the Government of Canada be doing to support renters?

- **Mid-Size Centres Ontario** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada’s policies on housing?
- **Mid-Size Centres Ontario** What are the biggest challenges in housing that the Government of Canada should be addressing? Why should these challenges be prioritized?
 - IF NOT MENTIONED: What about building more homes?
- **Mid-Size Centres Ontario** Who is best equipped to deal with these issues? Why? PROMPT FOR: The federal government, the provincial government, or your municipal government?
- **Mid-Size Centres Ontario** To the best of your knowledge, has the Government of Canada done anything to address issues facing renters?
- **Mid-Size Centres Ontario** What, if anything, should the Government of Canada be doing to support renters?

Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario **SHOW ON SCREEN:** **Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario** As part of the National Housing Strategy, the Government of Canada introduced the Canada Housing Benefit in 2020, to help low-income renters with the cost of housing. Low-income renters receive this benefit every month; the amount varies by province. In 2022, the Government of Canada announced that a top-up of the Canada Housing Benefit would be available to low-income renters in Canada, who could receive a one-time payment of \$500.

- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario** What is your reaction to this measure?
 - **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Before today, were you aware of the Canada Housing Benefit?
 - **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Were you aware that it was a monthly benefit?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario** Is this measure on the right track or the wrong track in making renting more affordable?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario** [What/Is there anything] else [would you like/you would like] to see from the Government of Canada to support renters?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Do you hope to be a homeowner one day?
 - **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** IF NO: Why not?
 - **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** IF YES: How likely do you feel it is that you will become a homeowner someday?
- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada’s policies on [housing/making homeownership more attainable for first-time home buyers]?



- **Interior B.C. First-Time Home Buyers** What are the biggest challenges in housing that the Government of Canada should be addressing? Why should these challenges be prioritized?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers** IF NOT MENTIONED: What about helping Canadians in buying their first home?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers** IF NOT MENTIONED: What about building more homes?
- **Interior B.C. First-Time Home Buyers** In your opinion, what are the biggest barriers to purchasing your first home?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers** What could the Government of Canada do to help you afford your first home?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers** What else needs to happen for the housing market in Canada to become more affordable?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** On making homeownership more attainable for first-time home buyers, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?

Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario I'm now going to show you various housing initiatives from the Government of Canada. [There are a few different categories, and we'll go through each category individually.]

SHOW ON SCREEN:

- Introducing a new **Tax-Free First Home Savings Account** to allow Canadians to save up to \$40,000, tax-free, to help buy their first home;
- The **First-Time Home Buyer Incentive**, a shared-equity mortgage with the Government of Canada which provides a 5% or 10% down payment towards the purchasing of a first home;
- Expanding the **First Time Home [Buyers'/Buyer] Incentive** to allow more flexibility and making it easier for **single Canadians** to access;
- Doubling the **First-Time Home Buyers'Tax Credit** to provide up to \$1,500 in direct support to home buyers to offset closing costs involved in buying a first home;
- Investing \$200 million to increase **rent-to-own** housing options; [and]
- **Interior B.C. First-Time Home Buyers** **Banning blind bidding** (blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding).
- What are your reactions to [each of] these measures?
- **Interior B.C. First-Time Home Buyers** Is there anything on this list that you were not aware of?

- **Interior B.C. First-Time Home Buyers** Do you have any questions about any of these measures?
- **Mid-Size Centres Ontario** Are these [initiatives/measures] on the right track or wrong track in making home ownership more attainable? Would any of these personally impact you?
 - What about the New Tax-Free First Home Savings Account?

CLARIFY: The New Tax-Free First Home Savings Account gives prospective first-time home buyers the ability to save [up to] \$40,000 on a tax-free basis. [Similar to/Like] the Registered Retirement Savings Plan (RRSP), contributions will be tax-deductible, and withdrawals to purchase a first home, including from investment income, will be nontaxable, like a Tax-Free Savings Account (TFSA). It will be tax-free in and out.

- Do you think this would personally impact you? What about new home buyers in general?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario** Do you have any questions about any of these measures?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario** Is there anything [here/in this section] that the Government of Canada should not be doing?
- **Interior B.C. First-Time Home Buyers** What else should the Government of Canada do to support first-time home buyers?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers** Do you think supporting first-time home buyers is a priority for the Government of Canada? Why/why not?

Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario Shifting over to building more homes ...

- **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada is doing or planning to do to encourage the construction of more homes?
- **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** What have you seen, read, or heard about the Housing Accelerator Fund? CLARIFY: The Housing Accelerator Fund is a \$4 billion fund that gives money to municipal governments to encourage them to take steps to increase local housing supply.
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** What are your reactions to this?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** What impact do you think a fund like this will have?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** Would you support or oppose an increase to the [local] housing supply in your area?

- **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** Should there be consequences for municipalities that don't prioritize building enough homes? Why?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** IF YES: What consequences do you think would be appropriate?
- **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** Do you have any concerns about building more homes in your community faster?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** IF YES: What are they?
- **Interior B.C. First-Time Home Buyers, Mid-Size Centres Ontario** Who here is familiar with municipal zoning? CLARIFY: A municipal zoning bylaw controls the use of land in your community. It is set by municipal governments and states exactly how land may be used, where buildings and other structures can be located, the types of buildings that are permitted, and how they may be used.

Vancouver Renters and Those Looking to Rent SHOW ON SCREEN:

- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent Banning blind bidding** (blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding);
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Banning all non-Canadians who live outside of Canada from buying houses in Canada for two years (also known as the **foreign buyers ban**) to ensure that houses are used as homes for Canadians to live in, rather than as financial assets for foreign investors;
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Introducing a **house flipping tax** to deter investors from buying up houses for the purpose of quickly re-selling them at a higher price;
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent Taxing assignment sales** of new or renovated housing to deter speculators from buying homes and leaving them vacant (an assignment sale is when a seller sells their interest in a property before they take possession);
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Launching a new **\$4 billion Housing Accelerator Fund** to remove barriers and incentivize housing supply growth, with the goal of creating at least 100,000 new homes across Canada.
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario** What impacts, if any, do you think [municipal zoning bylaws could have on building more homes/each of these measures will have]? [Would any of these measures personally impact you?]
- **Interior B.C. First-Time Home Buyers** Do you think municipalities should be encouraged to make zoning changes to allow for more homes in their communities? Why?
 - **Interior B.C. First-Time Home Buyers** What if these changes meant your neighbourhood would be more compact and populated?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?



- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Do you have any questions about any of these measures?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent** Will these measures have an impact on making the rental market in Vancouver more affordable? Why/why not?
- **Vancouver Renters and Those Looking to Rent, Mid-Size Centres Ontario** What else would you like to see from the Government of Canada when it comes to [building more homes/housing]?

CARBON PRICING (40 minutes) Rural Nova Scotia

- How important is it for the Government of Canada to reduce carbon pollution in Canada? Why?
- What, if anything, have you seen, read, or heard about carbon pollution pricing in Canada?
- As far as you know, is there a price on carbon pollution in Nova Scotia today?
- Have you heard anything about Climate Action Incentive payments, sometimes referred to as pollution price rebates?
 - What have you heard?
 - To the best of your knowledge, have you or someone else in your household received this payment?

In 2016, the Government of Canada announced a plan to put a price on carbon pollution across the country. There are two parts to carbon pollution pricing – a fuel charge and a separate system for industry. The one we'll be focusing on today is the fuel charge, which applies to things like oil and gas. Provinces and territories either use the federal price on pollution or propose their own systems, as long as it meets the standard set out by the federal government.

- What are your reactions when you hear this information?
 - Do you support putting a price on carbon pollution? Why/why not?

SHOW ON SCREEN:

Starting July 1, 2023, Nova Scotia began using the federal system. Under the federal system, all proceeds collected from the price on carbon pollution in each province will stay in that province. 90% of proceeds will be returned directly to Nova Scotians via Climate Action Incentive payments, which are sometimes referred to as pollution price rebates. Payments will go out quarterly (i.e. every 3 months), with a family of 4 receiving \$248 each quarter.

The goal of this system is to encourage people to reduce their emissions, while also giving them the flexibility to decide when and how to do it. The idea is that the more changes a household makes (e.g., using different modes of transportation, switching from a natural gas furnace to an electric heat pump), the more they will

save by not having to pay the fuel charge. At the same time, most households receive more money back through the Climate Action Incentive payments than they pay on the fuel charge.

- Overall, does this approach of pricing pollution make sense? Why/why not?
 - Do you have any questions about how it works? What are they?
 - Does it seem fair? Does it seem affordable?

For residents of small and rural communities, the Climate Action Incentive payments include a rural supplement of 10% (i.e., a 10% top up to their payments), since Canadians in these communities don't necessarily have the same options available to reduce their emissions, particularly when it comes to transportation.

- Does knowing this change how you feel about the price on pollution? Why/why not?
- Is this approach of pricing pollution fair to Canadians living in rural and smaller communities? Why/why not?
- Do you think a price on carbon pollution will discourage people from polluting? Why/why not? What about you, specifically?
 - What other impacts, if any, might a price on pollution have on Canadians?
 - In the short term, do you think the costs of a price on carbon pollution are greater than the costs of climate change to communities? Why?
 - What about in the long run?
- Based on what you now know, if you had to explain the price on pollution and the Climate Action Incentive payment to a friend, what would you tell them?

JOB MARKET (20 minutes) Montérégie Quebec Working Mothers Aged 25-54

- How would you rate the state of the job market right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why do you feel this way?
 - How easy has it been to find a job in the field you're interested in?
 - As a working mother, have there been any challenges/barriers you've encountered when searching for work or while you've been working? If yes, what have some of these challenges/barriers been?

- Thinking about five years from now, do you feel the job market will be worse, better or the same?
Why do you feel this way?
 - How do you imagine jobs might be different in five years compared to how they are now?
 - Considering these potential changes in the future of work, does this impact how you feel about your own job prospects?
 - IF YES: In which ways?
 - IF NO: Why not?
- Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating good jobs in Canada? What about when it comes to supporting workers?
- Are you aware of any work the Government of Canada is doing to help create jobs, provide skills training, or support workers?
 - What should the Government of Canada do to help?

PARENTS – COST OF LIVING (40 minutes) Montérégie Quebec Working Mothers Aged 25-54

- Generally, how would you describe the Government of Canada’s management of the economy?
 - Are they generally on the right track or the wrong track? Why?
- As a working mother, which economic issues are you most worried about and impacted by?
 - Does the Government of Canada understand the economic issues you’re most worried about and impacted by? Why/why not?
 - PROMPT AS NEEDED: What about on affordability and the cost of living?
- What is the Government of Canada doing to address the rising cost of living?
- What are examples of things that have become less affordable in your day-to-day life?
 - PROMPT AS NEEDED: What about when it comes to groceries or gas?
 - Have you changed any of your day-to-day habits in response to the rising cost of living?
- What have you seen, read or heard recently about work the Government of Canada is doing to help with the cost of groceries?
 - What are your reactions to what you’ve heard?
- What do you think is causing prices to go up?
- What can the Government do about the rising cost of living?
- Are you aware of any Government of Canada policies, programs, services, or benefits that benefit parents?

- Who here is aware of ... ?
 - The Canada Child Benefit
 - The Canada Dental Benefit
- IF AWARE: What do you know about each program?

PROMPT: The Canada Child Benefit (CCB) is a means-tested income support program for Canadian families. It is delivered as a tax-free monthly payment available to eligible Canadian families to help with the cost of raising children. The CCB is indexed to inflation.

PROMPT: The Government of Canada is implementing a Dental Benefit to help lower dental costs for eligible families earning less than \$90,000.

- What are your reactions to this information?
 - Was there anything you weren't previous aware of?
 - Do you have any questions when it comes to any of these programs?
- When it comes to affordability and the cost of living, how big of an impact, if any, will these programs have on you and your family?
 - Would you consider the Canada Child Benefit, and the Canada Dental Benefit as important affordability measures for parents? Why/why not?
- What else should the Government of Canada do to help support working mothers?

COMMUNITY SAFETY (25 minutes) Mid-Size & Major Centres Prairies (Manitoba & Saskatchewan) Filipino
Diaspora

Now turning to community safety ...

- Do you feel that your community is safe? Why/why not?
- As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community?
 - IF INCREASE: What have you noticed specifically?
 - What do you think is behind the increase in crime? What are some of the causes?
- Who is most responsible for dealing with crime?
 - What role does the Government of Canada have in addressing crime?
- Do you know of anything the Government of Canada has done over the last few years to address crime? Are you aware of anything they are doing now?
 - IF NOT MENTIONED: What about any work on gun control?
 - IF AWARE: What are your reactions to this?
 - IF NOT MENTIONED: What about working to reduce gang activity and violence?
- What else should the Government of Canada do to help reduce crime?

- Can you think of anything else the Government of Canada could do to prevent crime?
 - PROBE: What about more mental health services? Addiction treatment? Housing?
 - Would these have an impact? Why/why not?
 - Should they be a priority for the federal government?

CLIMATE CHANGE IMPACTS (25 minutes) Small Centres Québec

Now I'd like to talk about climate change...

- How concerned are you, if at all, by climate change? Why do you feel this way?
- What comes to mind when you think about the potential impacts of climate change?
 - Does climate change have any impacts on things like agriculture, wildlife, extreme weather, extreme temperatures, floods, droughts, or wildfires?
 - IF YES: As far as you know, what impacts does it have?
 - IF NO: Why do you feel this way?
- How concerned are you about the potential impacts of climate change on your community?
- Have you seen any impacts of climate change in your community?
 - IF YES: What have you seen?
- Is it important for the federal government to help communities prepare for the impacts of climate change?
 - Have you heard of anything the federal government is doing to prepare for the impacts of climate change?
 - What would you want them to do?

CLIMATE LITERACY (30 minutes) Small Centres Québec

- Do you think individuals have any responsibility to help stop climate change?

Note to moderator: Proceed through this question quickly

- What are some examples of behaviours that you can take that might help slow climate change?
 - PROMPT: These can be behaviours related to our food, our transportation, our use of energy in our homes, the products we buy, how we dispose of waste, etc.
- Which actions do you find are the easiest to take? Why?
- Which actions do you find are the most difficult to take? Why?
 - PROMPT: Not knowing what actions to take?

- PROMPT: Not being able to afford to take action?
- PROMPT: Not having pro-climate options available to you?
- Over the next 6 months, do you intend to increase the number of pro-climate actions you take, decrease or keep about the same? Why?
- If you, as an individual, had unlimited resources, what would you do to help stop climate change?
 - Why?
- To what extent do you think other people in Canada are taking action to help stop climate change?
- If you knew that other people were taking pro-climate action, would that encourage you to do the same? Why/why not?
- By a show of hands, how many of you would say that your individual actions can have a positive impact on climate change? Why/why not?
- By a show of hands, how many of you would agree that, if we all act collectively, our actions can have a positive impact on climate change? Why/why not?
- What types of actions do you think have the strongest/most positive impact on climate change?
- Which actions do you think are less/least [impactful/effective]?

CONCLUSION (5-10 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.
- Greater Toronto Area, Major Centres Atlantic Canada 2SLGBTQI+ Moderator to remind participants that we will send a follow-up email with a list of mental health resources.